

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MIXITÉ SOCIALE ET PRISE EN CHARGE CITOYENNE :
LE CAS DE L'ÉQUIPE MOBILE EN ALIMENTATION

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
JANY FORTIN

MARS 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation d'un mémoire de maîtrise est un long chemin escarpé, un trajet à fouler et à défricher, des rivières sans pont à traverser et heureusement, plein de petites réussites qui nous permettent de conserver la motivation. C'est une torture mentale émancipatrice qui nous apprend à être rigoureux et à tricoter nos idées, mais surtout qui permet de développer la détermination, l'assiduité, la patience, et ce, en se découvrant soi-même... Un sincère et profond merci à tous ceux qui m'ont facilité cette expérience de vie et qui m'ont soutenue tout au long du parcours.

Merci à M. Juan-Luis Klein, mon directeur de recherche, pour ses judicieux conseils, son appui financier et son support général. Merci aux gens de la Petite-Bourgogne et de l'Équipe mobile en alimentation, intervenants et citoyens, pour leur accueil chaleureux et leur générosité dans leurs réponses à mes questions. Merci au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) dont les travaux ont été des sources d'inspiration pour l'analyse réalisée dans ce mémoire. Merci à la Direction de la diversité sociale de la Ville de Montréal, à la Fondation Desjardins et à la Faculté des sciences humaines pour leur soutien financier. Merci à mes parents pour leurs encouragements et leur support. Finalement, un merci tout spécial à mon compagnon de vie, Mathieu, mon motivateur par excellence, la personne qui m'a permis de garder le cap sur la fin du périple, et ce, malgré notre vie à deux qui a continué de s'écrire...

Merci.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES	ix
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
PAUVRETÉ ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL	4
1.1 La géographie de la pauvreté : les multiples regards	4
1.1.1 La territorialisation de la pauvreté	6
1.2 La part de l'insécurité alimentaire : la vision holistique du géographe.....	9
1.2.1 Considérations générales	10
1.2.2 L'insécurité alimentaire, le discours des échelles.....	13
1.3 L'échelle locale en mode solution : outils et concepts clés.....	26
1.3.1 Le développement local	26
1.3.2 La revitalisation urbaine intégrée	29
1.3.3 La participation citoyenne	30
1.3.4 La mixité sociale	31
1.4 Conclusion et présentation de la question principale de la recherche	33
CHAPITRE II	
CADRE OPÉRATIONNEL ET MÉTHODOLOGIQUE	34
2.1 Objectifs, questions et hypothèses secondaires de la recherche.....	34
2.2 Cadre opérationnel : le modèle de développement par l'initiative locale	36
2.2.1 Initiative locale	38

2.2.2 Action collective	38
2.2.3 Mobilisation des ressources	40
2.2.4 Conscience territoriale, sentiment d'appartenance territoriale et identité territoriale.....	41
2.2.5 Concertation.....	43
2.2.6 Apprentissages collectifs et densification institutionnelle.....	45
2.3 Démarche méthodologique.....	46
2.3.1 Cadre spatio-temporel.....	48
2.3.2 Choix de l'organisation.....	48
2.3.3 Mode de collecte des données	49
2.3.4 Traitement, analyse et interprétation des données	53
2.4 Conclusion.....	53
CHAPITRE III	
LE QUARTIER PETITE-BOURGOGNE.....	55
3. 1 Le quartier Petite-Bourgogne	56
3.1.1 Caractéristiques physiques du territoire.....	56
3.1.2 Repères historiques : l'ancrage de la mobilisation citoyenne.....	59
3.2 La complexité de la société petite-bourguignonne	65
3.2.1 Caractéristiques sociodémographiques.....	65
3.2.2 Le contexte d'insécurité alimentaire dans la Petite-Bourgogne	68
3.3 La Coalition de la Petite-Bourgogne : pour des solutions concertées	71
3.4 Conclusion.....	74
CHAPITRE IV	
L'ÉQUIPE MOBILE EN ALIMENTATION : DIX ANS D'ANCRAGE.....	75
4.1 Mise en place de l'ÉMA : la phase « ateliers en éducation alimentaire ».....	76

4.1.1 Émergence de l'ÉMA	76
4.1.2 Gouvernance	78
4.1.3 Les ressources financières et humaines	79
4.1.4 Ancrage territorial de l'ÉMA pendant la période « Ateliers en éducation alimentaire »	82
4.2 Mixité sociale, participation citoyenne et <i>autonomisation</i> : la phase « marché citoyen »	86
4.2.1 Transition des ateliers vers le Marché citoyen.....	87
4.2.2 Gouvernance	90
4.2.3 Ressources financières et humaines.....	91
4.2.4 Ancrage territorial de l'ÉMA pendant la période du marché citoyen.....	93
4.3 La phase « Café citoyen ».....	96
4.3.1 Émergence du Café citoyen	97
4.3.2 Gouvernance	100
4.3.3 Ressources financières et humaines.....	101
4.3.4 Ancrage territorial de l'ÉMA pendant la période du Café citoyen.....	104
4.4 Le système alimentaire local de l'Équipe mobile en alimentation	108
4.5 Conclusion.....	111
CHAPITRE V	
CONSTATS DE RECHERCHE ET VÉRIFICATIONS DES HYPOTHÈSES.....	112
5.1 Vérification de la première hypothèse.....	112
5.2 Vérification de la deuxième hypothèse	116
5.3 Vérification de la troisième hypothèse	119
5.4 L'essoufflement de l'initiative : un nouveau défi.....	121
CONCLUSION.....	124

ANNEXE A	128
ANNEXE B.....	132
ANNEXE C.....	134
BIBLIOGRAPHIE	140

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1: Accès aux fruits et légumes frais, dans un rayon de 500 m, par aire de diffusion, île de Montréal, 2010.....	22
Figure 2.1: Effet structurant de l'initiative locale.....	37
Figure 3.1: Les quartiers de l'arrondissement le Sud-Ouest.....	56
Figure 3.2: Carte de la Petite-Bourgogne.....	57
Figure 3.3: Revenu moyen des ménages de l'arrondissement le Sud-Ouest, 2010	68
Figure 3.4: Accès aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m, par aire de diffusion - CSSS du Sud-Ouest-Verdun, 2010	70
Figure 3.5 : Le Centre Yolande-Breton, lieu d'implantation de la Coalition de la Petite-Bourgogne et de l'Équipe mobile en alimentation	73
Figure 4.1: Résumé de l'évolution de l'Équipe mobile en alimentation pendant la période des ateliers en éducation.....	83
Figure 4.2: Résumé de la phase d'implantation du marché citoyen	93
Figure 4.3: Résumé de la phase implantation du café citoyen.....	105
Figure 4.4: Modèle d'action de l'Équipe mobile en alimentation en 2013	110

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1: Entrevues réalisées	51
Tableau 3.1 : Caractéristiques socioéconomiques du quartier Petite-Bourgogne comparativement à l'arrondissement et à la ville de Montréal en 2011	67
Tableau 4.1: Résumé du montage financier pour la période 2004 à 2008	81
Tableau 4.2: Résumé du montage financier pour la période 2008 à 2009	92
Tableau 4.3: Résumé du montage financier pour la période 2010 à 2014	103

LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

ASSSM	Agence de santé et services sociaux de Montréal
CDEC	Corporation de développement économique communautaire
CRÉ	Conférence régionale des élus
CSSS	Centre de santé et services sociaux
DSP	Direction de la santé publique
ÉMA	Équipe mobile en alimentation
ESCC	Enquête sur la santé des collectivités canadiennes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HLM	Habitations à loyer modique
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NCC	<i>Negro community center</i>
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
ITHQ	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OMHM	Office municipale d'habitation de Montréal
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONPES	Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale
RAD	Réseau pour une alimentation durable
RESO	Regroupement économique et social du Sud-Ouest
RQRI	Réseau québécois de revitalisation intégrée
RISQ	Réseau d'investissement social du Québec
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
STM	Société de transport de Montréal
SHQ	Société d'habitation du Québec

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur la situation alimentaire d'un quartier défavorisé de Montréal et sur les réponses expérimentées par la communauté locale pour pallier les problèmes liés à cette situation. Son objectif est de dégager l'effet structurant d'une expérience, celle de l'Équipe mobile en alimentation (ÉMA), une initiative locale en sécurité alimentaire mise en œuvre dans le quartier de la Petite-Bourgogne. L'hypothèse soutenue par la recherche est que cette initiative a favorisé l'action collective coordonnée de différents groupes de résidents qui auparavant ne collaboraient pas entre eux. Selon nous, cette initiative a fait apparaître des aspirations nouvelles et partagées qui favorisent l'émergence d'une vision intégrée et durable du développement du quartier. À partir de 21 entrevues individuelles et de deux groupes de discussions, nous avons constaté que l'approche d'autonomisation appliquée par l'ÉMA, basée sur la participation citoyenne et la concertation, a permis de construire des ponts entre des groupes de résidents provenant de différents milieux socioéconomiques et a inspiré des actions collectives orientées vers le développement intégré du quartier.

Mots-clés : Insécurité alimentaire, initiative locale, action collective, mixité sociale, autonomisation (*empowerment*), participation citoyenne, revitalisation urbaine, concertation.

INTRODUCTION

Financiarisation de l'économie, ouverture des marchés, augmentation des inégalités socioéconomiques, l'équation entre le processus de mondialisation et l'augmentation des problèmes de pauvreté et d'exclusion n'est plus à prouver (OXFAM, 2015; OCDE, 2014; Tremblay *et al.*, 2009). Certains auteurs considèrent d'ailleurs que le système capitaliste mondial dans sa nature même est un facteur de reproduction des inégalités sociales et économiques (Holly, 2007; Klein *et al.*, 2011) : « le capitalisme est fondé sur ces disparités qui permettent l'exploitation du travail, l'extraction de la plus-value et l'enrichissement différentiel des classes sociales, ce qui se traduit par des iniquités en termes d'accès aux biens et aux services » (Klein *et al.*, 2011, p.14). Ainsi, en 2012, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) affirmait : « durant les trois dernières décennies précédant le récent ralentissement économique [2008], le fossé entre les salaires s'est creusé et les inégalités de revenus entre les ménages ont augmenté dans une vaste majorité des pays de l'OCDE [dont le Canada] » (OCDE, 2012, p.3).

Conséquemment, en 2014, avec cet accroissement de pauvreté et d'inégalités dans le monde, « 805 millions de personnes – soit environ un neuvième de la population mondiale – étaient en situation de sous-alimentation chronique et n'avaient pas assez de nourriture pour mener une vie saine et active » (FAO *et al.*, 2014, p.8). Bien que la situation alimentaire mondiale continue de s'améliorer depuis 1990, cet enjeu demeure l'un des plus importants pour la société à l'échelle mondiale. D'ailleurs, les neuf milliards d'humains à nourrir prévu par les experts d'ici 2050, reste l'un des défis le plus inquiétants, et ce, en particulier parce que la situation n'est pas stable et que de nombreux facteurs de risque peuvent l'influencer (Janin et De Suremain,

2012; FAO *et al.*, 2014). Les experts internationaux visent surtout les pays en développement, mais l'insécurité alimentaire n'est pas présente uniquement dans ces pays. Elle prend également place dans les pays dits développés (Janin et De Suremain, 2012).

Dans ce mémoire de maîtrise, nous nous intéressons à la situation alimentaire d'un quartier défavorisé de Montréal et aux solutions instaurées par la communauté locale pour répondre aux problèmes liés à cette situation. Nous analyserons le cas de l'Équipe mobile en alimentation (ÉMA), une initiative en sécurité alimentaire mise en œuvre dans le quartier de la Petite-Bourgogne. L'intérêt pour ce cas a été suscité par un travail d'évaluation habilitante de l'équipe porteuse de cette initiative, réalisée à la demande de la Ville de Montréal¹. Notre questionnement de recherche découle de cette évaluation. Ainsi, bien que cette dernière ait des objectifs différents, il est important de mentionner que certaines parties de ce mémoire en sont inspirées.

Notre hypothèse principale de recherche veut que les actions de l'ÉMA aient contribué à favoriser l'action collective coordonnée de différents groupes de résidents qui auparavant ne collaboraient pas entre eux. Selon nous, cette initiative a fait

¹ Cette évaluation s'est faite dans le cadre d'un projet de recherche partenarial financé par la Direction de la diversité sociale de la Ville de Montréal intitulé : *Évaluation des actions en sécurité alimentaire de l'organisme Équipe mobile en alimentation dans la Petite Bourgogne*. Les résultats de l'évaluation se trouvent dans le Cahier du CRISES no ES1506 : *Évaluation des actions en sécurité alimentaire de l'organisme Équipe mobile en alimentation dans la Petite-Bourgogne* (Fortin et Klein, 2015).

émerger des aspirations nouvelles et partagées qui se répercutent sur une vision intégrée et durable du développement du quartier.

Le mémoire est divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre a comme objectif de contextualiser le sujet de notre recherche et de poser les outils théoriques nécessaires à sa compréhension. Dans ce chapitre, nous établirons la problématique de notre recherche en croisant des écrits pertinents réalisés sur le développement des territoires, sur la pauvreté et sur la sécurité alimentaire. Le deuxième chapitre exposera notre questionnement de recherche et le cadre conceptuel et méthodologique utilisé pour y répondre. Le troisième chapitre présentera le territoire du quartier Petite-Bourgogne sur le plan socioéconomique. Il situera le contexte territorial où prend place le cas que nous étudions. Le quatrième chapitre dévoilera les résultats de l'étude de cas. Il permettra de faire ressortir plusieurs constats répondant à notre questionnement de recherche. Finalement, dans le cinquième chapitre de ce mémoire, nous synthétiserons les résultats obtenus par la recherche ainsi que ses limites, et nous répondrons aux questions posées.

CHAPITRE I

PAUVRETÉ ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Dans le cadre de cette recherche, nous nous intéressons à l'action collective locale comme réponse à l'insécurité alimentaire dans un quartier défavorisé de Montréal. Ce chapitre vise à contextualiser et à problématiser ce sujet afin d'en faire ressortir sa complexité et ainsi mieux comprendre les effets du projet mis en œuvre dans le quartier Petite-Bourgogne à Montréal. Nous présenterons d'abord quelques considérations sur la géographie de la pauvreté. Ensuite, nous aborderons l'insécurité alimentaire dans sa complexité multifactorielle et multi-scalaire. Nous poursuivrons avec quelques considérations sur l'échelle locale. En somme, les éléments théoriques qui sont présentés dans cette partie permettront de cadrer notre sujet de recherche et seront mobilisés tout au long de notre réflexion.

1.1 La géographie de la pauvreté : les multiples regards

À ce jour, les spécialistes et les chercheurs ne s'entendent pas sur une approche unique de la pauvreté et la définir est difficile (Klein et Champagne, 2011; Séguin et Apparicio, 2011). Effectivement, selon les disciplines scientifiques, les définitions

différent. Ainsi, certains parlent de pauvreté absolue et relative, d'autres de pauvreté économique et multidimensionnelle ou encore de défavorisation.

La pauvreté absolue est établie en fonction des besoins de base d'un individu tels que se vêtir, s'alimenter et se loger. De cette façon, « on dira qu'un individu, une famille ou un ménage vit une situation de pauvreté absolue s'il n'a pas les moyens de se procurer un panier de biens jugés essentiels à sa subsistance » (Séguin et Apparicio, 2011, p. 9). La pauvreté relative est la définition la plus souvent utilisée dans les pays développés. Elle considère une personne en situation de pauvreté comme « un individu dont les ressources pécuniaires ou les conditions de vie sont inférieures à un certain seuil calculé » (Zaepfel, 2012, p. 10). La pauvreté économique, elle, est essentiellement celle que l'on calcule en termes de revenu, alors que la pauvreté multidimensionnelle, ou défavorisation, cumule différentes dimensions comme le faible revenu, la monoparentalité, la scolarisation, l'accès aux services de santé ou d'éducation, etc. (PNUD, 2014). D'ailleurs, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a proposé une approche multidimensionnelle de la pauvreté, selon laquelle « la pauvreté n'est pas un phénomène unidimensionnel – un manque de revenus pouvant être résolu de façon sectorielle. Il s'agit d'un problème multidimensionnel qui nécessite des solutions multisectorielles intégrées » (PNUD, 2000, p. 34).

Au Québec, en 1996, Pampalon, Hamel et Raymond ont construit un indice de défavorisation à la demande du ministère de la Santé publique du Québec. Cet indice intègre les dimensions matérielles et sociales dans l'évaluation de la pauvreté. Il est construit sur la base de six indicateurs. Trois d'entre eux portent sur la dimension

matérielle de la pauvreté : la proportion de personnes de 15 ans et plus sans certificat ou diplôme d'études secondaires; le ratio emploi/population chez les 15 ans et plus; le revenu moyen des personnes de 15 ans et plus. Les trois autres permettent de voir sa dimension sociale : la proportion de personnes de 15 ans et plus vivant seules; la proportion de personnes de 15 ans et plus séparées, divorcées ou veuves; la proportion de familles monoparentales (Pampalon *et al.*, 2009).

1.1.1 La territorialisation de la pauvreté

La littérature géographique aborde la pauvreté de différentes manières. Même si, souvent, le lien entre les caractéristiques territoriales et la nature de la pauvreté n'est pas explicitement établi (Davezies et Korsu, 2002), les chercheurs s'entendent sur le fait qu'il y a un lien entre le territoire et la pauvreté. C'est ce qu'affirmait le rapport 2005-2006 de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) de France :

non seulement les taux de pauvreté varient fortement sur l'ensemble du territoire, mais surtout, les formes territoriales de pauvreté ne sont pas identiques. Entre la pauvreté des zones industrielles en déclin, celle des zones rurales enclavées, celle du centre des villes moyennes, celle des banlieues des grandes agglomérations ou celle des départements d'outre-mer, il existe des différences significatives. La compréhension des contextes territoriaux est nécessaire à une meilleure prise en compte des situations concrètes, des mécanismes d'entrée et de sortie de la pauvreté (ONPES, 2006, p. 109).

Pour comprendre cet effet de territoire sur la pauvreté, nous proposons de distinguer deux visions, soit celle présentant les mécanismes de développement local et celle présentant la fracture socioterritoriale.

Les mécanismes du développement local

La première approche concerne les dynamiques locales du développement dues aux structures socioéconomiques des territoires locaux. En 2002, les travaux de Davezies et Korsu démontraient que la corrélation entre les caractéristiques d'un territoire et les caractéristiques de la pauvreté sur ce même territoire est très forte; « les visages de la pauvreté sur les territoires ressemblent aux structures de ces territoires » (2002, p. 232). Ainsi, la pauvreté se transforme selon les phases de développement d'un territoire. Elle n'est donc pas statique ni dans le temps ni dans l'espace.

Ces chercheurs mentionnaient également que « l'étude de la géographie de la pauvreté montre qu'il n'y a pas un modèle unique, donc une fatalité, qui puisse expliquer une forte présence de pauvres sur les territoires » (*Ibid.*, p. 233). Ainsi, les chercheurs ont identifié quatre aspects qui, lorsque combinés, permettent de nous éclairer sur la relation complexe entre pauvreté et territoire : le niveau du développement économique, les formes du développement local, les moteurs du développement local et la mobilité des ménages (*Ibid.*).

Ainsi, selon cette perspective, le développement local a une place prépondérante dans la forme que la pauvreté prend sur le territoire (ONPES, 2001). Nous faisons référence, ici, à la structure des réseaux d'acteurs locaux, à l'efficience des partenariats et de la concertation, ainsi qu'à la capacité de mobilisation des ressources locales par les acteurs, comme le confirme l'étude de Klein et Champagne (2011).

La fracture socioterritoriale

La fracture socioterritoriale fait le lien entre la pauvreté et les transformations engendrées sur les territoires locaux par la mondialisation. Cette approche postule que la mondialisation provoque une restructuration territoriale, car elle amène « l'éclatement du modèle d'État-nation en tant que modalité territoriale de gestion des sociétés » (Klein, 2005, p. 56). Ainsi, cette restructuration territoriale fait apparaître de nouvelles relations entre pauvreté et territoire. Klein, Fontan et Tremblay soutiennent que la croissance des inégalités sociales, causée par les caractéristiques structurelles du capitalisme et la capacité des acteurs à mobiliser les ressources publiques et privées, sont à la base de nouvelles inégalités territoriales (2011). Ils s'appuient pour cela sur le fait que la nouvelle économie, caractérisée par la mondialisation, met les acteurs territoriaux devant le défi de la connexion à des réseaux pour participer au développement. Or, la connexion ou la non-connexion aux principaux réseaux qui favorisent l'enrichissement sous la mondialisation séparent deux catégories sociales : ceux qui possèdent les capacités pour profiter des possibilités d'enrichissement qu'offre la mondialisation et ceux qui ne les possèdent

pas. C'est ce que les auteurs appellent la « fracture socioterritoriale de la nouvelle économie » (*Ibid.*, p. 15). Dans cette perspective, la situation des territoires en regard des grandes transformations socioéconomiques et l'incapacité des acteurs à se réticuler sont des facteurs susceptibles d'engendrer la pauvreté et l'exclusion.

1.2 La part de l'insécurité alimentaire : la vision holistique du géographe

L'insécurité alimentaire dans les pays développés est grandement reliée à la pauvreté (Côté *et al.*, 1995; Janin et De Suremain, 2012). Effectivement, même si l'insécurité alimentaire est vue de plus en plus comme un problème complexe et multifactoriel,

il faut être prudent et se rappeler que l'insécurité alimentaire est d'abord et avant tout un problème causé par la pauvreté et la précarité résultant d'un système politique et économique qui ne permet pas à tous les individus de se développer équitablement (Veille en action pour les saines habitudes de vie, 2015).

Dans le cadre de notre recherche, nous nous intéressons moins à la mesure de l'insécurité alimentaire qu'aux processus qui permettent d'en sortir, et corollairement, d'améliorer les conditions de vie des gens en situation de pauvreté. Référons-nous tout de même à certains aspects de l'insécurité alimentaire afin de mieux contextualiser et comprendre les actions déployées pour la contrer qui seront présentées dans ce mémoire.

1.2.1 Considérations générales

L'insécurité alimentaire dans les pays en développement et dans les pays développés se présente de façon très différente. Or, comme nous l'avons énoncé en nous référant aux effets du territoire sur la pauvreté, il faut percevoir l'insécurité alimentaire comme un phénomène favorisé par un ensemble de facteurs internes et externes. Elle « présente des formes relativement différentes selon les niveaux de développement de chaque territoire et de chaque société » (Janin et De Suremain, 2012, p. 4).

Ainsi, tout comme la pauvreté, l'influence du contexte territorial sur les causes de l'insécurité alimentaire, en plus de la diversité des facteurs pouvant la favoriser, complexifie sa compréhension et le choix des actions à mener pour l'enrayer. Conséquemment, pour les chercheurs, proposer des outils théoriques pour mieux circonscrire les processus menant vers l'insécurité alimentaire relève d'un grand défi. Plusieurs géographes ont tenté de développer des cadres d'analyse afin de construire une compréhension holistique du problème alimentaire propre à la géographie. En nous inspirant du modèle théorique de Janin et De Suremain (2012) et en l'adaptant, nous présentons quelques-uns des facteurs qui permettent de l'approcher.

L'inaccessibilité physique aux aliments

Dans les milieux urbains des pays développés, on parle d'accessibilité physique ou d'approvisionnement pour évaluer l'absence de services alimentaires de proximité ou

l'incapacité des résidents d'avoir accès à des aliments frais et sains. La question de l'accessibilité physique peut être reliée à la notion de « désert alimentaire » qui constitue « un espace de relative exclusion où les gens souffrent des barrières physiques et économiques pour accéder à une nourriture saine » (Reisig et Hobbiss, 2000, p. 138)

La notion de désert alimentaire fait référence à des quartiers matériellement défavorisés où l'accès à des aliments abordables et nutritifs à proximité est difficile (Eckert et Shetty, 2011). Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la notion de désert alimentaire, plusieurs chercheurs parlent d'une mesure acceptable entre la zone défavorisée et le service alimentaire autour de 500 mètres, soit 10 à 15 minutes de marche (Enriquez Santibanez, 2013 ; ASSSM, 2008a). Santé Canada a complété la notion de désert alimentaire en développant celle de marais alimentaire. Cette notion fait référence à des territoires où ce qui domine est l'accès à des aliments peu nutritifs et riches en calories (Santé Canada, 2013).

Inaccessibilité économique

La notion d'inaccessibilité économique est liée à des difficultés financières permettant de se procurer des denrées alimentaires. Elle s'applique aux personnes à faibles revenus. Ce type d'inaccessibilité a été reconnu comme le facteur le plus important des dernières crises alimentaires mondiales, dont celle de 2007-2008, ce

qui a amené les institutions internationales à aborder de plus en plus l'insécurité alimentaire à partir de stratégies de lutte contre la pauvreté menées par les gouvernements nationaux (Janin et De Suremain, 2012).

Au Québec, Bertrand et Marier parlent d'équité pour lutter contre l'inaccessibilité économique dans un contexte de développement durable. Ainsi, quatre éléments sont reliés à un accès équitable : l'accès à des aliments sains à des coûts raisonnables, l'accès aux ressources conférant des connaissances et des habiletés sur l'alimentation, le développement de la solidarité sociale et la capacité à influencer les politiques publiques (ASSS, 2008b).

Inadéquation culturelle

L'inadéquation culturelle (Janin et De Suremain, 2012) ou inaccessibilité culturelle est reconnue comme une autre dimension de l'insécurité alimentaire. Cette dimension fait référence aux habitudes ou préférences alimentaires d'une personne ou d'une communauté locale et à leur lien avec les stratégies d'amélioration de la sécurité alimentaire. Shaw définit cette habitude culturelle comme une « *attitude problems* » :

“Attitude problems” may be defined as any state of mind that prevents the consumer from accessing foods they can otherwise physically bring into their home and have the necessary assets to procure. [...] such states of mind may include culturally based prejudices against certain foods,

lack of knowledge as to how to prepare and cook some foods, or unwillingness to find time in a time-poor but cash-rich lifestyle to cook fresh vegetables (2006, p. 240).

L'insalubrité alimentaire

Finalement, le dernier pilier du cadre d'analyse de Janin et De Suremain fait référence à l'insalubrité alimentaire, c'est ce qu'ils appellent « l'imparfaite mobilisation physiologique » (2012). Celle-ci est reliée à l'hygiène de la nourriture et les conditions dans lesquelles elle a été conservée. Souvent, dans les pays développés, cette dimension prend une place prépondérante dans les politiques de santé publique et dans l'opinion publique, puisque l'insalubrité alimentaire peut causer des maladies importantes ou des épidémies.

1.2.2 L'insécurité alimentaire, le discours des échelles

Cette section vise à comprendre l'influence de chacune des échelles de gouvernance sur la situation d'insécurité alimentaire. Notre questionnement de recherche se référant spécifiquement à l'échelle locale, cette section permet de contextualiser la réflexion ainsi que les ressources des échelles supra locales avant d'atterrir à la présentation des dynamiques et des outils du développement local.

L'échelle mondiale : l'ancrage d'une définition

C'est lors du *Sommet mondial de l'alimentation* de la FAO² en 1974 que le terme « sécurité alimentaire » apparaît. Il fait alors référence à l'approvisionnement en aliments et la disponibilité de denrées alimentaires (McClain-Nhlapo, 2006, p. 1). La corrélation entre pauvreté et insécurité alimentaire est établie plus tard, en 1983, année où on intègre la notion d'accès physique et économique aux denrées dans la définition officielle. Par ailleurs, en 1986, la Banque mondiale fait ressortir l'aspect temporel de l'insécurité alimentaire qui peut être conjoncturelle (liée à des crises politiques, économiques ou catastrophes naturelles) ou structurelle, c'est-à-dire associée à des problèmes de pauvreté permanente.

Les Nations Unies considèrent que :

[l]a sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet mondial sur l'alimentation, 1996, p. 1)

² L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est l'organisation mondiale la plus importante travaillant sur la question de l'alimentation. Leader dans l'observation, la documentation et la conceptualisation autour de l'alimentation, elle permet de mieux comprendre la situation globale sur la planète, mais également à l'échelle des pays qu'elle documente régulièrement. Elle joue un rôle important dans la conceptualisation et la compréhension de la sécurité alimentaire et de son contraire, l'insécurité alimentaire.

Cette définition est l'héritage de la *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale* qui réaffirmait le « droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim » (*Ibid.*, p. 1). Dans cette déclaration, les signataires, dont le gouvernement canadien, s'engageaient à déployer des efforts constants pour réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde avant la fin de l'année 2015.

L'échelle nationale : l'insécurité alimentaire au Canada, altération d'une vision

Lors de la déclaration de Rome, conséquemment à son engagement international pour enrayer la faim, en 1998, le Canada adoptait *Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire*. Ce plan d'action se conformait à la vision holistique et intégrale de la sécurité alimentaire qui avait été adoptée à l'échelle internationale. Il comportait dix thèmes prioritaires : le droit à la nourriture, la réduction de la pauvreté, la promotion de l'accès à une nourriture salubre et nutritive, l'innocuité des aliments, les méthodes traditionnelles d'obtention de la nourriture des autochtones et des collectivités côtières, la production alimentaire, l'importance des pratiques écologiques, les échanges commerciaux loyaux, la reconnaissance de la paix comme condition préalable à la sécurité alimentaire et, finalement, un système de surveillance de l'insécurité alimentaire (Canada, 1998).

En 2006, l'arrivée du Parti conservateur changeait la vision autour de la sécurité alimentaire en la réduisant à l'enjeu de la salubrité des produits alimentaires (Canada, 2006). Le Canada passait alors du *Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire* au *Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires et de consommation*. Avec ce document, le gouvernement s'engageait à accroître le niveau de protection des Canadiens en modernisant notre régime de sécurité des aliments et des produits de consommation, c'est-à-dire à protéger les Canadiens en regard de l'insalubrité alimentaire.

En réduisant ainsi la définition de la sécurité alimentaire, le Parti conservateur a évacué les liens entre pauvreté et insécurité alimentaire de l'action publique fédérale. Pourtant, au cours des dernières années, la pauvreté a augmenté au Canada, ce qui a eu des effets sur l'insécurité alimentaire, comme le montrent les données de l'enquête sur la santé des collectivités canadiennes (ESCC). Cette enquête mesure l'insécurité alimentaire des ménages en plus de mesurer l'accès inadéquat ou incertain aux aliments en raison d'un manque de ressources financières. Elle définit l'intensité de l'insécurité alimentaire selon trois niveaux de gravité :

- L'insécurité alimentaire grave : lorsque des ménages doivent se passer de repas, ont une consommation réduite d'aliments ou l'extrême, doivent se priver « de repas pendant une journée complète ou plus » (Tarasuk *et al.*, 2013, p. 4).
- L'insécurité alimentaire modérée : lorsque « la qualité de nourriture est compromise à cause du manque d'argent » (*Ibid.*, p. 4).
- L'insécurité alimentaire marginale : lorsqu'il y a une « crainte de manquer de nourriture et/ou la limitation de la sélection de nourriture à cause du manque d'argent » (*Ibid.*, p. 4)

Selon les données de cette enquête, 13% des ménages canadiens, soit près de 4 millions de Canadiens, dont 1,15 million d'enfants, ont vécu une certaine forme d'insécurité alimentaire en 2012, soit une sécurité alimentaire grave, modérée ou marginale (Tarasuk et *al.*, 2013). L'étude mentionne également que depuis 2005, l'insécurité alimentaire au Canada ne s'est pas réduite. Elle s'est aggravée ou demeure aussi intense qu'avant dans toutes les provinces et tous les territoires (*Ibid.*, p. 4). Cette situation a amené un représentant des Nations Unies à déclarer son inquiétude « au sujet de la capacité des citoyens dépendants de l'aide sociale à maintenir un régime alimentaire sain au Canada » (Clancy, 2012).

L'échelle provinciale : silos et discordance

Au Québec, on définit l'insécurité alimentaire en référence à « la disponibilité d'aliments sains et nutritionnellement adéquats », ou à l'incapacité « d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables » (INSPQ, 2011, p. 1). En outre, la province le Québec n'est pas épargnée lorsqu'on parle d'augmentation de l'insécurité alimentaire des ménages. Ainsi, entre 2005 et 2012, le pourcentage de ménages affectés par ce problème est passé de 11,3 % à 13,5 %. Une étude de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), réalisée en 2011 à partir des données de l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes (ESCC) de 2004, révélait que 260 000 ménages québécois avaient vécu une situation d'insécurité alimentaire. Parmi ces ménages, 190 000 ménages avaient

vécu une situation d'insécurité alimentaire modérée et 71 000 ménages avaient vécu une situation grave. Selon cette étude, le danger de l'insécurité alimentaire menaçait surtout les personnes dont le revenu était très faible, particulièrement celles qui vivaient de l'assistance sociale (INSPQ, 2011).

Dans un autre ordre d'idées, ces dernières années, le prix de la nourriture n'a cessé d'augmenter, ce qui compromet l'accessibilité des plus démunis à cette nourriture :

la vaste majorité des produits alimentaires ont été touchés par la hausse générale des prix des aliments au Canada. Ainsi, de 2007 à 2012, les prix de tous les groupes de produits alimentaires suivis dans l'IPC ont augmenté plus rapidement que l'IPC de l'ensemble excluant les aliments (Rollin, 2013, [s.d.]).

En plus de l'accès aux denrées alimentaires qui diminue au Québec à cause de facteurs économiques, en juillet 2013, l'INSPQ publiait une étude sur l'accessibilité géographique aux commerces en alimentation du Québec. Cette étude démontrait que 45,5 % des Québécois habitaient des zones offrant un accès faible à des produits alimentaires variés à des prix accessibles et que 5,7 % de la population résidait dans des secteurs pouvant être considérés comme des déserts alimentaires (INSPQ, 2013).

Cette situation difficile a provoqué, au Québec, la réaction de plusieurs organismes publics, communautaires et privés. Pour ne nommer que quelques-unes des initiatives issues de ces réactions dans les dernières années, rappelons la *Politique de souveraineté alimentaire* du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), disparue avec l'arrivée du gouvernement de

Philippe Couillard, qui supportait principalement la production des denrées alimentaires, donc la disponibilité physique des denrées (Québec, 2013). Il y a également la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (Québec, 2008) proposant des programmes pour travailler sur l'aspect économique de la sécurité alimentaire. Finalement, le ministère de la Santé et des Services sociaux, ayant une vision plus intégrée de la sécurité alimentaire que d'autres ministères, a lancé plusieurs programmes d'amélioration de l'accessibilité aux denrées depuis 2002 (ASSSM., 2008b). Par exemple, à Montréal, les programmes soutiennent principalement l'accès physique aux denrées pour contrer les déserts alimentaires.

En plus de ces actions publiques, des organismes de la société civile, ainsi que des fondations privées, déploient leurs ressources soit par des services directs ou par des appuis financiers à ces services. Mentionnons, par exemple, le programme *Québec en forme* de la Fondation Lucie et André Chagnon qui travaille conjointement avec le gouvernement du Québec, depuis 2008, à l'amélioration des habitudes de vie et à la saine alimentation des jeunes (Québec en forme, 2015), ou encore les Moissons du Québec qui distribuent des denrées alimentaires à des comptoirs alimentaires locaux.

En somme, il existe au Québec une préoccupation pour la sécurité alimentaire partagée par un nombre grandissant d'acteurs. Malgré cela, en entrevue, un représentant d'une institution publique nous affirmait que même si les différentes approches et actions publiques, communautaires ou privées pour réduire l'insécurité alimentaire sont nombreuses au Québec, elles ne sont ni complémentaires ni concertées.

Il pourrait avoir beaucoup plus de concertation. C'est extrêmement large toute la question de la sécurité alimentaire si on se réfère à la définition de l'OMS ou de l'ONU [...] Quand on veut la prendre dans des dimensions comme celle-là, on est dans des projets de société. On déborde du cadre du ministère de la Santé. Si un jour on commence à considérer l'alimentation comme un enjeu de société [...] il pourrait y avoir clairement plus d'arrimage à partir du producteur jusqu'au consommateur, y compris les consommateurs des centres de dépannage alimentaire. Il y a de la place pour énormément de concertation à ce niveau-là c'est sûr (entrevue no. 21 avec un représentant d'une institution publique).

Ainsi, certains chercheurs mentionnent la dépolitisation de l'alimentation comme un facteur qui expliquerait le manque d'efficacité dans la réponse à l'insécurité alimentaire et le travail en silo des différents acteurs :

[i]l semble bien que le problème tienne au fait que l'alimentation n'apparaisse pas comme un enjeu politique, à la fois au sens d'un sujet sur lequel les élus doivent se positionner en termes de choix de société et au sens d'un sujet de politiques publiques en soi (Audet *et al.*, 2014, p. 26).

Le Réseau pour une alimentation durable (RAD)³ est d'ailleurs actuellement en train de déployer une grande campagne nationale pour demander aux autorités publiques de prendre position sur la question alimentaire afin de développer une réelle politique alimentaire qui permettrait de répondre « de manière holistique aux problèmes

³ Le Réseau pour une alimentation durable est « une alliance pancanadienne d'organisations et de personnes qui travaillent à promouvoir la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire à l'échelle nationale et internationale » (RAD, 2015).

interreliés que sont la faim, la production alimentaire non durable, les changements climatiques et la mauvaise alimentation » (RAD, 2015).

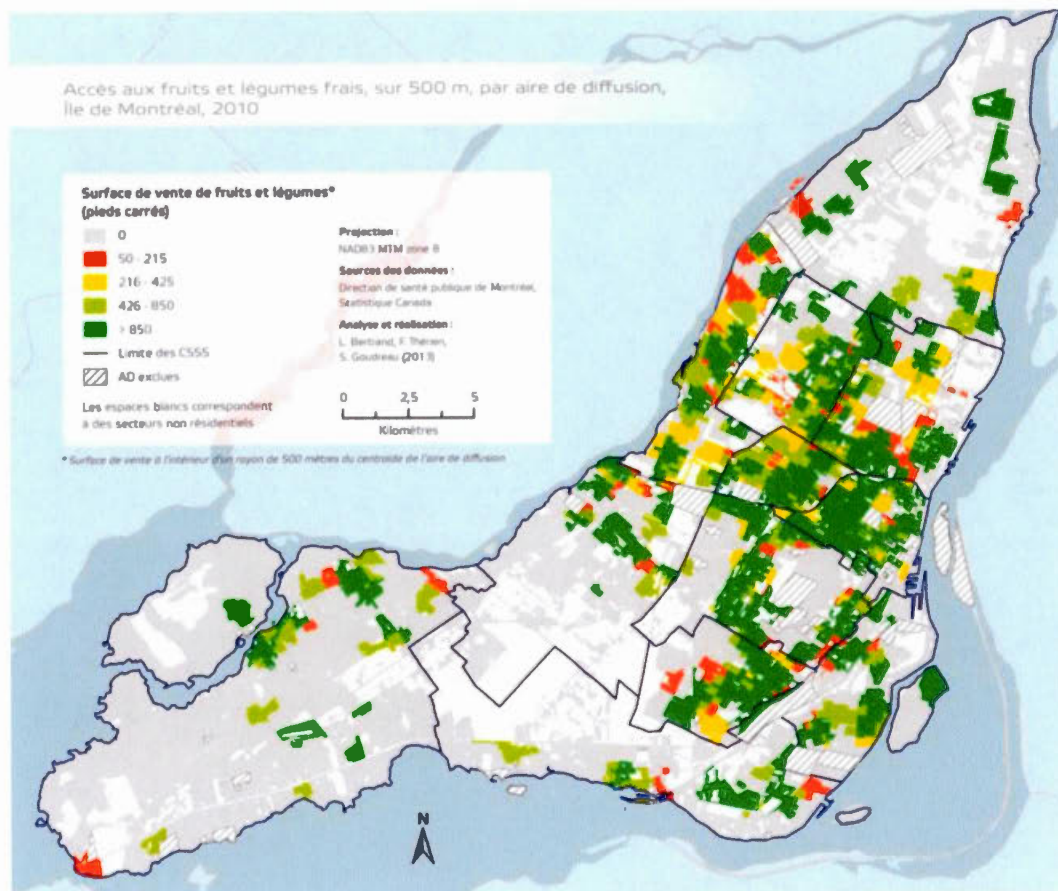
L'échelle régionale, la ville de Montréal

Depuis les années 1980, la pauvreté s'est concentrée et a augmenté dans les grandes villes canadiennes (Séguin et Divay, 2004). À Montréal, 36 % des ménages sont considérés comme pauvres et 29 % de la population vit sous le seuil de faible revenu avant impôt (Ville de Montréal, 2015). Cette pauvreté n'est évidemment pas répartie sur le territoire de façon équilibrée : 17 des 30 territoires de Centre de santé et de services sociaux (CSSS) présentent des taux de faible revenu supérieurs à la moyenne montréalaise.

Dans un autre ordre d'idées, 140 000 Montréalais, dont 40 000 enfants, reçoivent de l'aide alimentaire tous les mois, ce qui équivaut à 7,8 % de la population de l'agglomération (Moisson Montréal, 2015). En outre, près de 40 % de la population est considérée comme résidant dans un désert alimentaire n'ayant donc pas accès à des fruits et légumes frais à distance de marche, soit à l'intérieur d'un rayon de 500 mètres de distance de leur habitation (figure 1.1). Ainsi, « entre 2002 et 2007, seulement 30 % des Montréalais consommaient des fruits et des légumes cinq fois ou plus par jour (ASSSM, 2009, p. 5). Dans ces conditions, la lutte contre la pauvreté et

l'exclusion et la lutte contre l'insécurité alimentaire convergent dans l'action publique et communautaire à Montréal.

Figure 1.1: Accès aux fruits et légumes frais, dans un rayon de 500 m, par aire de diffusion, île de Montréal, 2010



Source : Agence de santé et services sociaux de Montréal, Direction de la santé publique de Montréal, 2013

Pour corriger cette réalité, depuis 2002, la Direction de santé publique de Montréal applique un programme visant l'amélioration des conditions alimentaires des Montréalais (ASSSM, 2002). Le cadre de référence ayant évolué au fil des années, il s'est adapté aux actions et aux besoins des communautés locales (entrevue no. 20, avec une représentante d'institution publique). Le premier cadre de référence, adopté en 2002, finançait des projets développés sur la base de la concertation locale. Le deuxième cadre de référence, 2008-2012, visait principalement à soutenir l'approvisionnement local en fruits et légumes. Ce cadre a permis de subventionner 17 initiatives à Montréal. Le dernier cadre de référence, 2013-2018, a été élaboré à partir d'une évaluation stratégique du cadre de référence précédent. Son objectif principal est « d'améliorer l'accès aux aliments santé, plus spécifiquement aux fruits et aux légumes frais, dans des secteurs défavorisés et mal approvisionnés » (ASSSM, 2013, p. 11), et ce, par la mobilisation des citoyens et des acteurs locaux ainsi que par la promotion de l'adoption de politiques publiques favorisant cet accès.

Dans un autre ordre d'idées, depuis 2002, la Ville de Montréal a signé une entente avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) du gouvernement du Québec visant à réduire la pauvreté et ses effets. Le programme Ville-MESS rend disponibles plusieurs millions de dollars par année pour venir en aide aux initiatives locales concertées de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. La sécurité alimentaire y est identifiée comme une priorité d'intervention. Ainsi, 65 organismes ont reçu un

soutien de la Ville ou d'un arrondissement pour des projets liés à la sécurité alimentaire, ce qui, en 2012, équivalait à 1,4 million de dollars (ASSSM, 2013, p. 7)⁴.

D'autres bailleurs de fonds, comme Centraide du Grand Montréal ou des fondations privées, injectent annuellement des sommes considérables pour soutenir les initiatives locales. Ainsi, les 200 organismes communautaires œuvrant en matière de sécurité alimentaire dans un contexte de lutte à la pauvreté et l'exclusion à Montréal reçoivent collectivement près de 10,5 millions de dollars en subvention (ASSSM, 2013)⁵. Ces organismes travaillent dans une approche soit de dépannage alimentaire ou encore à partir de mesures alternatives en sécurité alimentaire.

Dépannage alimentaire versus mesures alternatives en sécurité alimentaire

Deux types de mesures pour contrer l'insécurité alimentaire sont présents à Montréal comme dans le reste du Québec. D'abord, les actions plus traditionnelles d'aide alimentaire souvent reconnues sous le terme de dépannage alimentaire (ASSSM, 2008a). Celles-ci sont représentées principalement par des dons en denrées alimentaires. Ayant longtemps été la responsabilité des églises et faisant partie du

⁴ Ce montant est important certes, mais est insuffisant compte tenu des besoins.

⁵ Ce montant exclut les mesures alimentaires en milieu scolaire et le soutien de nombreuses fondations privées.

patrimoine culturel et religieux du Québec, ce type de mesures est aujourd'hui très organisé et soutenu par des organismes comme Moisson Montréal qui distribue des aliments à de multiples comptoirs alimentaires ou soupes populaires. Cette approche est cependant de plus en plus critiquée par plusieurs chercheurs et acteurs au Québec, puisqu'elle est peu structurante et qu'elle encourage la dépendance; « la prolifération des comptoirs de dépannage alimentaire a débouché sur la formation d'un réseau parallèle non marchand de distribution alimentaire qui contribuerait à perpétuer l'insécurité alimentaire qui prévaut dans notre société » (Rouffignat *et al.*, 2002, p. 8, cité dans Anténor, 2013, p. 20). Par ailleurs, une étude de Tremblay (2007) faisait ressortir le constat d'échec personnel que vivent les utilisateurs de ces comptoirs :

avoir recours à une organisation d'aide est une épreuve qui atteste de l'incapacité à se débrouiller seul et c'est donc un signe d'échec. Le principal obstacle à l'utilisation de l'aide est le stigmate que cela risque d'entraîner. Être pauvre est une faute morale, peut-être avant même que d'être en situation économique pénible. Cela vaut a fortiori pour l'aide alimentaire, car manquer de nourriture indique hors de tout doute qu'on a touché le fond : si l'on souffre de cette pauvreté-là, c'est qu'on a traversé toutes les autres (Tremblay, 2007, p. 52).

Dans ce contexte, les actions alternatives en sécurité alimentaire visant l'autonomie alimentaire sont de plus en plus fréquentes à Montréal et sont valorisées dans plusieurs programmes publics. Par exemple, la Direction de la santé publique octroie 75 % de son budget pour financer des mesures alternatives visant l'autonomie alimentaire (ASSSM, 2008). Ces mesures alternatives ont été définies par Rouffignat *et al.* (2002) comme un lieu d'invention et de créativité où sont élaborées des stratégies originales d'interventions. Elles font référence à des actions comme les

cuisines collectives, les jardins collectifs ou communautaires, les marchés publics citoyens, les épiceries communautaires et toutes autres actions où il n'y a pas de don de denrée alimentaire puisque ce sont des mesures alternatives au dépannage alimentaire.

1.3 L'échelle locale en mode solution : outils et concepts clés

Comme nous avons vu précédemment, l'insécurité alimentaire est complexe, multifacette et elle se manifeste à différentes échelles. Depuis les années 1980, soit le début de la période désignée comme post-fordiste (Benko et Lipietz, 1992), l'échelle locale s'affirme comme la plus pertinente pour mettre en œuvre des initiatives efficaces destinées à infléchir la pauvreté (Stohr et Taylor, 1981; Klein, 2008). C'est ce qui nous amène à inscrire notre recherche dans la réflexion sur le développement local et à consulter les outils et concepts qui y sont reliés.

1.3.1 Le développement local

Les écrits sur le développement local se sont multipliés depuis les trente dernières années (Arocena, 1986; Pecqueur, 1989). Au Québec, ce thème est abordé en lien avec l'action des acteurs locaux (Vachon et Coallier, 1993; Polèse, 1996). Tremblay, Klein et Fontan (2009) voient le développement local comme une stratégie permettant

de lutter contre la pauvreté et l'exclusion par l'émergence d'initiatives visant à réagir contre des situations d'iniquité ou d'inadaptation provoquées par des transformations au contexte économique global :

une stratégie de survie dans des régions sinistrées où « ça ne peut plus durer », « il faut faire quelque chose » [...] Il s'agit alors d'une réponse de solidarité à une agression forte. Le développement local, au-delà de cette attitude d'urgence, est l'expression d'un changement social caractérisé par la montée du partenariat, l'émergence d'acteurs différents, la recherche de solutions alternatives à celles des appareils macroéconomiques (États, grands groupes), l'introduction de critères sociaux et culturels à côté de rationalités purement économiques. (2009, p. 35).

Pour que le développement soit considéré comme local, certaines conditions sont identifiées par ces auteurs. D'abord, il doit s'ancrer dans un territoire défini par des relations de proximité. Ensuite, il doit mobiliser les forces endogènes de ce territoire et les conjuguer avec des ressources exogènes (Klein et Champagne, 2011). Par ailleurs, il doit s'inscrire dans une démarche intégrée, intersectorielle, multi réseaux et multi niveaux (Moulaert et Nussbaumer, 2008). Puis, il doit être issu de l'initiative des acteurs d'un territoire (Tremblay, Klein et Fontan, 2009).

En plus d'être local, pour que le développement soit porteur pour le milieu, il doit s'inspirer des principes du développement durable assurant ainsi sa pérennité dans le temps et son efficacité en termes d'impacts sur le milieu. La définition la plus citée et utilisée du développement durable est celle établie dans le rapport Brundtland (1987) de l'Organisation des Nations Unies qui mentionne que « le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la

capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (*Ibid.*). En somme, cela signifie que l'activité humaine doit être basée sur les principes de justice et d'égalité entre les générations sur un espace-temps élargi, celui de la planète (Lévis et Lussault, 2013, p. 269). Ainsi, la notion de développement durable prône un compromis entre trois sphères d'activité soit l'économie, le social et l'environnemental. L'équilibre entre ces trois secteurs est considéré comme primordial pour conserver la notion de durabilité. À titre d'exemple, dans un contexte de développement durable, on devra aborder l'efficacité économique selon une gestion saine et durable, sans préjudice à l'environnement et au développement social.

Nonobstant, le développement durable reste une notion ambiguë et soulève certaines critiques dans le milieu scientifique, dont celles de la chercheuse Lucie Sauvé qui considère que

le concept de développement durable a émergé d'un contexte historique particulier, il est porté par un certain « air du temps », il s'installe au cœur de tensions, il devient une « chose » acquise dont on oublie la genèse, il sert des intérêts spécifiques, mais se présente comme une valeur consensuelle (Sauvé, 2007, p. 4).

Ainsi, elle soutient que le développement durable est un terme flou, utilisé entre autres pour séduire les acteurs politico-économiques afin de les convaincre d'intégrer les sphères sociales et environnementales à leur agenda économique (*Ibid.*). Il permet trop souvent d'excuser un statu quo dans certaines politiques gouvernementales et à

l'inverse, est imposé aux organisations locales comme nouveau paradigme dans lequel s'inscrire pour être admissible à du financement.

La section qui suit présente certains concepts reliés au développement local, utiles pour la compréhension de notre étude de cas.

1.3.2 La revitalisation urbaine intégrée

La revitalisation urbaine intégrée (RUI) consiste en une démarche territorialisée pour contrer la pauvreté. Elle constitue une stratégie d'intervention qui cible l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives ayant des résultats durables en revitalisation urbaine (Séguin et Divay, 2004). Pour ce faire, la RUI favorise la prise en charge collective des citoyens et des organisations locales. Cette stratégie est multisectorielle, multi niveaux, multi échelles et multipartenaires (*Ibid.*). Elle a comme objectif premier la diminution de la pauvreté multidimensionnelle dans les quartiers défavorisés. Trois types de stratégies peuvent être déployées pour lutter contre la pauvreté dans le cadre d'une RUI : la dilution spatiale de la pauvreté, soit la recherche d'une plus grande mixité sociale, la diminution de la pauvreté comme telle ou l'atténuation des effets de la pauvreté (Bacqué *et al.*, 2003, p. 70).

En 2002, la Ville de Montréal a lancé un programme de revitalisation urbaine intégrée pour soutenir les quartiers dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Certains chercheurs, qui ont comparé les interventions montréalaises à celles d'autres

pays, ont soulevé qu'à Montréal, les RUI correspondent à une démarche qui laisse beaucoup de latitude aux instances locales, organismes locaux et aux citoyens (Divay *et al.*, 2004). C'est donc selon une approche plutôt décentralisée et à l'image de chacun des territoires que les RUI de Montréal se mettent en place.

1.3.3 La participation citoyenne

De manière générale, le concept de participation citoyenne peut être défini comme « l'exercice et l'expression de la citoyenneté dans ses dimensions politique, civique et sociale » (Mercier *et al.*, 2009). Plus précisément, Mercier, Bourque et St-Germain, catégorisent deux univers de pratiques de la participation citoyenne qui peuvent quelques fois interagir. Le premier fait référence à des initiatives de groupes qui visent le développement du milieu par l'action locale. Dans ce cadre, la participation citoyenne peut être soit volontaire ou suscitée par des organisations de la société civile. Le deuxième type de participation citoyenne est celui qui fait référence à la contribution des citoyens dans les instances de gouvernance locale, le tout dans un contexte de responsabilités publiques locales.

En somme, que ce soit grâce à des programmes publics ou à travers l'action des organisations qui visent à favoriser la mobilisation citoyenne, la participation citoyenne est devenue une pratique incontournable (*Ibid.*). Synonyme de démocratie participative, et par conséquent d'une plus grande légitimité, on la confond souvent avec la consultation ou même avec la simple séance d'information publique. Ainsi,

un nombre considérable de chercheurs comme Thibault, *et al.*, (2000), Bacqué *et al.*, (2005), Mercier, *et al.*, (2009) reconnaissent le local comme une échelle appropriée pour accroître et conforter la participation, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du partenariat, de la décentralisation du pouvoir et du contrôle citoyen.

1.3.4 La mixité sociale

Tanter et Toubon définissent la mixité sociale comme:

la cohabitation équilibrée sur un même espace ou territoire de groupes divers par l'âge, l'ethnie, le statut socioprofessionnel, les revenus, la mixité sociale appréciée surtout (et quasi exclusivement) en tant qu'absence de concentration d'un groupe présentant un attribut particulier (1999, p. 60).

La mixité sociale est considérée comme une approche importante pour développer des relations sociales et des échanges généralisés entre les diverses couches sociales (*Ibid.*). Corollairement, elle est souvent perçue comme un remède à la ségrégation spatiale, à l'exclusion sociale, à l'embourgeoisement et à la ghettoïsation de quartiers défavorisés.

Malgré des points de vue contrastés (Chamboredon et Lemaire, 1970), la mixité sociale est, depuis les dernières décennies, un idéal à atteindre. Elle peut se décliner selon une typologie bien définie soit : la mixité des statuts d'occupation (propriétaires/locataires), la mixité socio-économique, la mixité ethnique, la mixité

intergénérationnelle et la mixité avec des personnes ayant des problèmes de santé mentale (Leclerc-André, 2010). Dans le cadre de notre étude, nous nous intéressons principalement aux trois premiers types de mixité.

D'abord, la mixité des statuts d'occupation fait référence à la morphologie urbaine du quartier, aux caractéristiques du parc locatif et à la possibilité morphologique d'accueillir dans le quartier, différents types de résidents. Souvent rattachée à la mixité socio-économique, la mixité des statuts d'occupation n'est pas garante d'une mixité sociale. Comme le précisait une étude de Camina et Wood (2009), pour être efficace elle doit être complétée de mesures améliorant l'aménagement physique publique et le développement communautaire. Ensuite, la mixité socio-économique fait référence aux revenus des résidents et à leur statut économique et social. Il a été démontré que l'échelle de planification pour encourager ce genre de mixité est primordiale et que la proximité spatiale, à petite échelle, c'est-à-dire à l'échelle d'un édifice ou d'un îlot, est difficilement acceptable (Leclerc-André, 2010). Finalement, la mixité ethnique favorise la déconcentration des communautés culturelles dans la population d'accueil du point de vue de l'habitation. En Europe, aux États-Unis et au Canada, les politiques et les stratégies de déconcentration sont de nature bien différente, ce qui donne des résultats d'intégration tout aussi différents et quelques fois mitigés. D'ailleurs, plusieurs auteurs soulignent qu'il y a des avantages à ce que les immigrants récemment arrivés soient regroupés ensemble. Cela leur permettrait, entre autres, d'avoir un meilleur accès à des biens et services ethniques tels que la nourriture et des lieux de cultes qui leur sont propres (Selod, 2005).

1.4 Conclusion et présentation de la question principale de la recherche

Ce chapitre nous a permis de problématiser notre sujet de recherche ainsi que de présenter des considérations théoriques importantes nous permettant d'exposer les principaux l'objectif, question et hypothèse qui orientent notre recherche. Rappelons que nous nous intéressons à une organisation locale du quartier Petite-Bourgogne travaillant sur la sécurité alimentaire des résidents du quartier, l'Équipe mobile en alimentation.

Notre principal objectif est de démontrer l'effet structurant de l'Équipe mobile en alimentation sur le quartier de la Petite-Bourgogne et ses résidents. Ainsi, notre question de recherche est : dans quelle mesure l'Équipe mobile en alimentation a-t-elle favorisé la revitalisation du quartier Petite-Bourgogne? Notre hypothèse est que cette initiative a fait émerger des aspirations nouvelles et partagées, qui se répercutent sur une vision intégrée et durable du développement du quartier, ce qui a rallié différents groupes de résidents qui auparavant ne collaboraient pas entre eux, et a contribué à la coordination de leurs actions.

Le chapitre suivant permettra de montrer comment nous répondrons à ce questionnement et la méthodologie que nous avons appliquée pour ce faire.

CHAPITRE II

CADRE OPÉRATIONNEL ET MÉTHODOLOGIQUE

Le chapitre précédent nous a permis de contextualiser et de délimiter l'objet de notre recherche dans le cadre général de la problématique de l'insécurité alimentaire. Nous avons de plus positionné notre sujet dans le champ du développement local. Ce deuxième chapitre vise à compléter la présentation de notre questionnement de recherche en dégagant de notre question principale, les questions secondaires plus spécifiques à notre travail empirique, ainsi que le cadre opérationnel qui nous permet d'y répondre. En deuxième partie, il présente les différentes facettes de la méthodologie élaborée, c'est-à-dire son cadre spatio-temporel, l'étude de cas, la technique utilisée pour la collecte des données, ainsi que le traitement et l'analyse de ces dernières.

2.1 Objectifs, questions et hypothèses secondaires de la recherche

Comme présenté dans le chapitre précédent, l'objectif de ce mémoire vise à comprendre dans quelle mesure l'Équipe mobile en alimentation (ÉMA) a permis de revitaliser le quartier Petite-Bourgogne. Pour développer la réflexion et mieux répondre à notre question principale, nous posons trois questions secondaires qui

permettront de déterminer si cette initiative a contribué, ou non, à revitaliser le quartier Petite-Bourgogne.

Nous tenterons d'abord de démontrer que l'Équipe mobile en alimentation a eu un effet structurant sur le développement local dans le quartier. Ainsi, nous nous posons la question secondaire suivante : dans quelle mesure l'Équipe mobile en alimentation a-t-elle favorisé une approche intégrée du développement du quartier? Nous posons l'hypothèse que l'approche mobilisée par l'initiative, basée sur la concertation, la participation citoyenne et l'autonomisation des résidents, a permis de transcender sa mission alimentaire et d'avoir un effet structurant sur diverses dimensions du développement du quartier.

En deuxième lieu, nous désirons comprendre l'effet de l'initiative sur la capacité de vivre ensemble des résidents. Pour ce faire, nous posons la question suivante : dans quelle mesure a-t-elle créé ou renforcé les liens sociaux entre les résidents du quartier? Notre hypothèse est que l'initiative a favorisé la mixité sociale, parce qu'elle a une vision holistique de la sécurité alimentaire répondant aux besoins de différents groupes, ce qui a donné lieu à des actions concertées dans divers domaines (éducation, marché, café citoyen, employabilité).

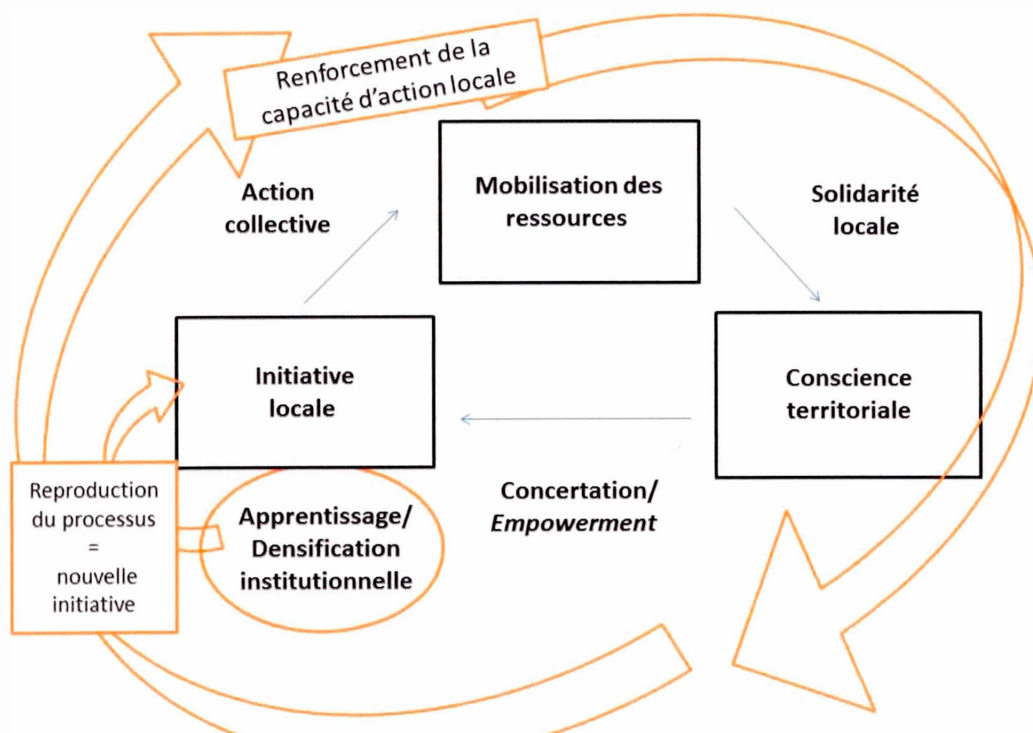
La troisième question secondaire porte sur l'effet de l'initiative sur la cohésion de la collectivité locale et l'identité territoriale. Ainsi, nous posons la question secondaire suivante : dans quelle mesure l'initiative a-t-elle influencé l'émergence d'une identité territoriale? Notre hypothèse est que l'ÉMA a permis de renforcer le sentiment

d'appartenance des citoyens et corollairement, la conscience territoriale, ce qui a eu l'effet de renforcer également une identité territoriale petite-bourguignonne.

2.2 Cadre opérationnel : le modèle de développement par l'initiative locale

La recherche dans la Petite-Bourgogne appliquera le modèle de développement par l'initiative locale (Klein, 2008; 2014). Ce modèle de développement s'inscrit dans la perspective du développement territorial intégré (Moulaert et Nussbaumer, 2008) et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (Klein et Champagne, 2011). Il tient lieu de cadre logique à la recherche empirique permettant de situer les activités dans une perspective évolutive, et ce en mettant l'accent sur trois étapes clés de développement de l'initiative locale : 1) le déclenchement de l'initiative en réponse à un problème local; 2) la mobilisation des ressources endogènes et exogènes du territoire; et 3) la création d'une conscience territoriale liée au sentiment d'appartenance des acteurs pour un territoire. Les différentes transitions entre ces étapes concernent l'effet structurant de l'initiative sur la collectivité locale, transitions qui seront expliquées dans cette section.

Figure 2.2: Effet structurant de l'initiative locale



Source : Klein, 2008; 2014

Dans la partie qui suit, nous présentons en détail chacun des concepts clés reliés à ce schéma d'analyse, lesquels seront mobilisés dans la vérification de nos hypothèses de recherche.

2.2.1 Initiative locale

Commençons par définir ce qu'est une initiative locale. Ce concept fait référence à des actions individuelles ou collectives qui, suite au constat d'un problème ou d'une situation critique dans la collectivité locale, visent à améliorer la situation (Arocena, 1986; Klein et Champagne, 2011). Bien que la réaction initiale puisse émerger d'un seul acteur, l'initiative locale doit être partagée par plus d'un acteur du milieu pour être considérée comme porteuse de développement et structurante.

Les initiatives locales de développement, qu'elles soient économiques ou communautaires, nécessitent un réseau de relations territoriales pour prendre forme et constituer des leviers efficaces pour le développement. (Vachon et Coallier, 1993, p. 97)

Ainsi, le promoteur de l'initiative locale devra, dès les premiers balbutiements, présenter le projet à d'autres acteurs de la communauté, ce qui aura pour effet de transiter d'une action individuelle à une action collective.

2.2.2 Action collective

Cefaï, bien qu'il admette la difficulté d'établir une définition du concept, caractérise l'action collective comme « toute tentative de constitution d'un collectif, plus ou moins formalisé et institutionnalisé, par des individus qui cherchent à atteindre un objectif partagé, dans des contextes de coopération et de compétition avec d'autres

collectifs » (2007, p. 8). L'action collective provient donc d'une intention de concertation et d'actions conjointes. Elle peut être ponctuelle et spontanée, mais elle s'inscrit dans une mouvance sociale instituée, voire dans une trajectoire institutionnelle. Ainsi, l'amalgame de plusieurs actions collectives peut composer un mouvement social (Melucci, 1978, 1996, 1997).

L'action collective prend souvent forme dans l'adversité, une situation malheureuse ou conflictuelle demeurant souvent un contexte favorable pour la mobilisation des acteurs et leur acceptation de nuancer leurs différences au profit d'objectifs communs. Ainsi,

l'émergence d'une action collective de mobilisation sociale fait généralement suite à une crise socioéconomique ou sociopolitique qui amène une part importante des individus d'une collectivité à se sentir marginalisée. Ce sentiment pousse les individus à réagir en mettant en œuvre des actions collectives qui ont la potentialité de devenir un mouvement social poursuivant l'objectif de mettre fin au processus de marginalisation ou de segmentation qui les affecte (Klein et Fontan, 2003, p. 16).

Par ailleurs, comme le soulignent Hamel, Maheu et Vaillancourt (1999), l'action collective nécessite une mise en commun des ressources des acteurs. Ainsi, l'efficience d'une action collective sera assurée par la capacité d'une collectivité locale à mobiliser plusieurs types de ressources (Klein et Fontan, 2003).

2.2.3 Mobilisation des ressources

La deuxième étape du schéma porte sur la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'initiative. Effectivement, nous adhérons ici au point de vue que, pour être efficient, le développement local ne peut se limiter aux ressources endogènes et qu'il requiert la combinaison de ressources locales et extérieures, endogènes et exogènes (Fontan, *et al.*, 2005). Ainsi, les acteurs des initiatives doivent démontrer leur capacité à mobiliser et à juxtaposer un amalgame de ressources de toutes natures, soit financières, techniques, humaines ou matérielles, provenant de tous les milieux, soit publics, privés, communautaires, et de toutes les échelles territoriales, donc locales, régionales, nationales et supranationales.

L'observation de la mobilisation des ressources permet d'analyser « la capacité des acteurs d'innover dans leurs modalités d'action en puisant dans des répertoires d'actions existants ou en inventant de nouvelles modalités d'action » (Klein et Fontan, 2003, p. 27). Le travail des acteurs, pour consolider toutes les ressources nécessaires à la réussite du projet, permettra de densifier « la solidarité entre les acteurs et le tissu social, tout en leur permettant de développer un plus fort sentiment d'appartenance au territoire local » (Anténor, 2013, p. 28), ce qui aura pour effet la création d'une solidarité locale entre les acteurs, et ultimement, l'apparition d'une conscience territoriale.

2.2.4 Conscience territoriale, sentiment d'appartenance territoriale et identité territoriale

La troisième étape du modèle, la création d'une conscience territoriale, concerne les liens entre le sentiment d'appartenance des acteurs et le territoire. Plusieurs chercheurs abordent le territoire comme un élément structurant de la communauté locale : « le territoire cimente le milieu et médiatise les liens sociaux » (Klein *et al.*, 1999, p. 21). À partir de cette vision, le sentiment d'appartenance territoriale peut être abordé comme « le lien de familiarité qui unit affectivement, subjectivement et consciemment un individu à une communauté d'appartenance implantée dans un territoire fréquenté en commun » (Moquay, 1997 cité dans Barbeau 2013, p. 5). Ainsi, l'importance du territoire habité, vécu, fréquenté pour les individus constitue leur patrimoine identitaire géographique pouvant être mobilisé à différents moments de leur vie. Le sentiment d'appartenance à un territoire fait donc partie de l'un des référents identitaires potentiels d'un individu parmi une liste de plusieurs, dont l'appartenance sociale, familiale, professionnelle, nationale, etc. (Guérin-Pace, 2006).

Dans notre recherche, l'observation du rapport entre sentiment d'appartenance et territoire nous permet d'analyser le processus menant vers la création de la conscience territoriale. Cette conscience territoriale des acteurs est engendrée d'une part, par leur implication dans le milieu, et d'autre part, par leur sentiment d'appartenance à la communauté. C'est précisément cette conscience territoriale qui permet aux acteurs de se désindividualiser et de « nuancer leurs différences au profit de la collectivité » (Klein et Champagne, 2011, p. 22). Celle-ci amène donc les

acteurs à agir ensemble et à se concerter afin d'augmenter leur capacité à réussir des projets.

On voit que l'identité est un aspect fondamental de la conscience territoriale. Les identités sont souvent définies par les géographes comme « des processus de constructions et des stratégies en constante évolution et recomposition » (Bautès et Guiu, 2010, p. 3). Elles sont complexes et multiples et, avec l'avènement des technologies et de la mondialisation, de plus en plus multiscalaires (Bautès et Guiu, 2010).

Nous nous intéressons ainsi à ce qui relève de l'identité territoriale ou encore à ce que Lévy et Lussault (2013) appellent l'identité spatiale. Celle-ci pouvant être définie à travers deux significations différentes qui seront mobilisées dans ce mémoire. D'abord, l'identité spatiale individuelle exprime « ce qui dans la relation d'un individu à l'espace contribue à définir la face d'acteur social de celui-ci » (*Ibid.*, p. 524). Elle peut être comparée au sentiment d'appartenance territoriale. Di Méo précise sur cette vision de l'identité que

le territoire, ses lieux symboliques et ses paysages deviennent des repères de l'identité individuelle et collective : ils sont des « référents, concrets et symboliques, qui contribuent à renforcer [l'identité] en lui conférant une sorte de matérialité (2004, p. 350).

La deuxième signification de l'identité spatiale, selon Lévy et Lussault, permet de

distinguer [le territoire], au sens fort du mot, en postulant qu'il peut être repéré et reconnu à certains signes qui d'emblée le particularisent; on le

pose alors en une place singulière dans l'ensemble constitué par la mise en série de tous les objets spatiaux (2013, p. 525).

Conséquemment, l'identité spatiale, l'identité du lieu ou l'identité territoriale s'acquiert et se construit à travers un processus où, collectivement, les acteurs d'une société peuvent avoir « tendance à le naturaliser dans leur usage, à en faire une essence immuable, quitte à déformer, par exemple, ce que la science historique peut dire de l'origine et du développement d'un espace » (*Ibid.*, p. 525). Dans cette vision, un lieu peut posséder une identité distincte, résultante des apports de divers individus le fréquentant, l'habitant.

2.2.5 Concertation

La création d'une conscience territoriale par le biais d'une initiative locale permet de densifier et de faciliter les processus de concertation d'une communauté locale. Souvent confondue avec la consultation, la concertation nécessite la participation active des acteurs de différents milieux, qui ont pour objectif l'élaboration d'une stratégie collective afin d'atteindre un but commun, répondant à un problème commun, dans ce cas-ci, l'initiative locale. Comme Touzard (2006) le mentionne, pour des acteurs individuels ou collectifs, l'objectif de la concertation est « de trouver un accord, de résoudre ensemble un problème qui se pose à eux, de prendre ensemble une décision collective, ou de préparer une décision prise au final à un autre niveau » (*Ibid.*, p. 71). En somme, la concertation a donc des objectifs plus définis que la

consultation qui, elle, cherche à « recueillir, préalablement à une décision collective, les avis, opinions, attitudes d'un certain nombre d'acteurs afin d'orienter en amont des futures décisions » (*Ibid.*, p. 70). La concertation est donc plus engageante que la consultation au sens où l'on recherche, de la part des acteurs concernés, une « mise en commun de leurs compétences, mais aussi de leurs motivations particulières et de leurs intérêts qui peuvent être parfois divergents » (*Ibid.*, p.71).

D'autres auteurs ajoutent qu'il faut voir la concertation dans une perspective de processus plutôt que simplement réduite à ses résultats (Favreau, 1994). La concertation est ainsi « un processus volontaire et décisionnel d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies politiques économiques et sociales, auquel participent différents acteurs socio-économiques et l'État » (Lamoureux, 1996, p. 4).

Dépendamment de la nature du problème à régler, la concertation permet à des sphères d'acteurs spécifiques, qui n'auraient naturellement pas eu l'occasion de travailler ensemble, de se rencontrer. Conséquemment, elle est par sa nature même, un dispositif par excellence pour briser les silos, ce qui la rend, le plus souvent, porteuse d'innovation sociale (Klein et Harrisson, 2007; Klein *et al.*, 2014).

La concertation locale, composant souvent les assises des projets de développement local, prend un rôle primordial dans le modèle de développement par l'initiative locale puisqu'elle peut être, et souvent est, à la fois l'instigatrice et la résultante d'une initiative. Dans cette recherche, nous évaluons la concertation au sein de l'initiative locale étudiée afin de voir si elle participe réellement au processus de développement

de l'initiative et si elle a donné des résultats concrets comme des alliances et des échanges de compétences.

2.2.6 Apprentissages collectifs et densification institutionnelle

À travers les phases indiquées dans le modèle du développement par l'initiative locale, les acteurs acquièrent collectivement des apprentissages importants qui renforcent leur capacité à prendre en main le développement de leur communauté. On parle alors de réelle *autonomisation* locale. Ces apprentissages permettront de continuer à améliorer la situation d'un territoire local avec toujours de plus en plus d'efficacité. Ainsi, les acteurs locaux, forts de leur expérience antérieure, développent des capacités pour construire d'autres initiatives qui s'ajoutent à celles déjà en cours, ce qui devient de plus en plus structurant pour le milieu.

Malgré cela, la réalisation d'un cycle de développement par l'initiative locale ne sera pas garante d'un effet structurant sur le territoire. C'est plutôt la répétition du cycle de développement et la capacité des acteurs à mobiliser leurs nouveaux apprentissages qui permettront de parler d'une dynamique locale durable (Klein et Champagne, 2011) permettant de générer de nouveaux projets pour la communauté locale. Parmi ceux-ci, les acteurs auront indéniablement appris à travailler sur la base de la culture de la concertation. Ils auront également appris à prendre en charge leur propre développement.

Finalement, ce cycle de développement permettra de construire une densité institutionnelle basée sur l'adhésion à des valeurs collectives construites socialement, à des codes de conduites reconnus, à des modalités d'action qui favorisent la coordination et des formes de gouvernance collective. Par ailleurs, dans certains cas, cette dynamique de développement pourra même « modifier le cadre institutionnel et organisationnel local, et contribuer à la redéfinition des politiques publiques en matière de développement » (Klein, 2014, p. 130). C'est notamment le cas de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion.

2.3 Démarche méthodologique

Comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, l'objectif de notre recherche est de montrer l'effet structurant de l'Équipe mobile en alimentation sur le quartier de la Petite-Bourgogne et ses résidents. Notre démarche est fondamentale, empirique et inductive (Bédard, 2014) et est de nature qualitative. La généralisation qui en résultera ne pourra donc pas être appliquée comme une règle à l'ensemble des initiatives en sécurité alimentaire, mais elle permettra la comparaison et une « montée en généralité » nécessaire pour établir ce qui les unifie et ce qui les distingue (Tremblay, 2007).

Comme nous l'avons déjà précisé, la cueillette des données nécessaires à la réalisation de ce mémoire a été effectuée dans le cadre d'un mandat d'évaluation de l'Équipe mobile en alimentation pour la Ville de Montréal, dont l'objectif général a

été de projeter l'initiative dans l'avenir, afin de formuler des recommandations pour le positionnement de l'organisme et pour les intervenants de façon à optimiser leurs actions d'accompagnement et de mobilisation des résidents de la Petite-Bourgogne. Pour ce faire, nous avons adopté une méthodologie permettant d'élaborer une évaluation habilitante, c'est-à-dire une évaluation qui s'inscrit dans une logique de développement du pouvoir d'agir des personnes, des organisations et des institutions (Fontan *et al.*, 2014). L'évaluation habilitante a donc été une occasion pour les acteurs du projet de l'ÉMA, de s'approprier, en temps réel et continu, les résultats d'évaluation assurant ainsi un transfert multilatéral des connaissances entre les chercheurs et les acteurs, ce qui a facilité l'accès aux données et aux informations pertinentes pour notre recherche.

Ainsi, bien que dans le cadre de ce mémoire de maîtrise nous abordons l'étude de cas avec des objectifs et un questionnement de recherche spécifiques, différents de l'évaluation à laquelle nous venons de faire référence, il est important de mentionner que certaines parties de notre mémoire s'abreuvent des informations et des analyses contenues dans le rapport auquel elle a donné lieu, dont l'auteure de ce mémoire a d'ailleurs été la principale rédactrice⁶.

Les parties qui suivent présentent certains éléments méthodologiques qui permettent de cadrer notre analyse et, par le fait même, de fixer ses contraintes et limites.

⁶ Pour le rapport de recherche déposé à la Ville de Montréal voir Fortin, J. et J.-L. Klein (2015) *Évaluation des actions en sécurité alimentaire de l'organisme Équipe mobile en alimentation dans la Petite-Bourgogne*. Cahier du CRISES no ES1506.

2.3.1 Cadre spatio-temporel

L'Équipe mobile en alimentation (ÉMA) se situe dans le quartier Petite-Bourgogne de l'arrondissement du Sud-Ouest. Comme nous le verrons dans le troisième chapitre, ce quartier est reconnu comme un endroit où coexistent la prospérité et la défavorisation. L'initiative étudiée prend d'ailleurs place dans l'un des plus vieux parcs de logements sociaux à Montréal, les îlots Saint-Martin. Le local dans lequel évolue l'initiative fait partie du Centre Yolande-Breton, un regroupement d'organisations communautaires situé en dessous d'un complexe de logements sociaux, juste devant le parc Oscar Peterson.

Notre recherche couvre les dix premières années d'activités de l'Équipe mobile en alimentation soit la période de 2004 à 2014. Notons d'ailleurs qu'en 2014, lors de la collecte de données, l'organisme se confrontait à une importante restructuration qui ne sera pas présentée ici.

2.3.2 Choix de l'organisation

Plusieurs facteurs ont orienté le choix de notre étude de cas. D'abord, nous connaissions bien le quartier Petite-Bourgogne pour y avoir travaillé près d'un an lors de la réalisation d'un stage d'études dans le cadre du programme de DESS en Planification territoriale et développement local. Ensuite, ce quartier a attiré notre intérêt en raison de sa forte complexité sociale et de sa position géographique

stratégique. Finalement, alors que l'intérêt pour le territoire de recherche était déjà bien ancré, le choix de notre étude de cas s'est arrêté à la suite de la recherche évaluative réalisée pour la Ville de Montréal dans laquelle nous avons participé en tant que chargée de recherche.

Cette recherche évaluative, en demeurant très pragmatique, a motivé les questionnements théoriques et les besoins de contextualisation historique et territoriale que nous réalisons dans ce mémoire. Ces questionnements nous ont amenés à revisiter et à réinterpréter les données que nous avons produites dans la recherche évaluative.

2.3.3 Mode de collecte des données

La collecte de données a été réalisée en deux périodes, d'abord pendant la réalisation de l'évaluation pour la Ville de Montréal entre janvier et septembre 2014, et ensuite, pendant la réalisation du mémoire de maîtrise entre janvier et septembre 2015. Les principales sources sont la consultation documentaire, les entrevues semi-dirigées, les groupes de discussions et l'observation directe.

Consultation documentaire

Nous avons recueilli et analysé plus d'une soixantaine de documents empiriques provenant des acteurs du projet, de différentes organisations appuyant le développement de l'ÉMA et d'un certain nombre de ressources publiées sur internet⁷. Nous avons également observé différentes sources de documents officiels gouvernementaux et des sources statistiques. Finalement, nos propos se basent sur la littérature disponible en lien avec nos questions de recherche.

Entrevues semi-dirigées

Nous avons réalisé 21 entrevues semi-dirigées, dont une avec deux intervenants du milieu communautaire, pour un total de 22 participants. La technique d'échantillonnage d'acteurs stratégiques (Pires, 1997) nous a permis de choisir des participants ayant développé une expertise en lien avec l'enjeu de l'insécurité alimentaire, soit en travaillant ou en s'impliquant bénévolement avec l'initiative étudiée, soit en étant un représentant de l'un des organismes partenaires de l'ÉMA.

⁷ La liste complète des documents consultés est intégrée à la bibliographie de ce mémoire.

Deux grilles d'entrevues ont été élaborées, l'une pour les intervenants, l'autre pour les citoyens (en annexe). Ces grilles abordaient : l'évolution de l'organisme entre 2004 et 2014 (déroulement de l'initiative, les ressources disponibles, impacts dans la communauté, etc.), les forces et faiblesses de l'ÉMA et les perspectives d'avenir de l'organisme. Les entrevues ont été faites avec : des employés de l'ÉMA, des représentants d'organismes communautaires, des membres du conseil d'administration, des citoyens du quartier et des représentants d'institutions publiques. Elles durèrent entre 22 minutes et 2h27. Le tableau 1 présente la liste complète des entrevues réalisées.

Tableau 2.1: Entrevues réalisées

Numéro	Type de participant	durée
Entrevue 1	Citoyen	40 min.
Entrevue 2	Représentant d'une institution publique	1h30
Entrevue 3	Employé de l'ÉMA	2h27
Entrevue 4	Représentant d'un organisme communautaire	1h20
Entrevue 5	Employé de l'ÉMA	32 min.
Entrevue 6	Membre du CA	22 min
Entrevue 7	Employé de l'ÉMA	1h10
Entrevue 8	Citoyen	1h05
Entrevue 9	Citoyen	46 min.
Entrevue 10	Représentant d'une institution publique	55 min.
Entrevue 11	Représentant d'un organisme communautaire	37 min.
Entrevue 12	Représentant d'une institution publique	51 min.
Entrevue 13	Représentant d'une institution publique	1h27
Entrevue 14	Représentant d'un organisme communautaire	50 min.
Entrevue 15	2 Représentants de l'organisme communautaire	1h20
Entrevue 16	Membre du CA	50 min.
Entrevue 17	Citoyen	47 min.
Entrevue 18	Citoyen	26 min.
Entrevue 19	Représentant d'un organisme communautaire. Membre du CA	55 min.
Entrevue 20	Représentant d'une institution publique	1h18
Entrevue 21	Représentant d'une institution publique	1h02

Groupes de discussions

Dans un troisième temps, nous avons tenu deux groupes de discussions, l'un avec 14 bailleurs de fonds et l'autre avec 15 acteurs et citoyens du quartier. Bien que ces discussions visaient à saisir la part de la communauté dans la construction d'un nouveau modèle d'action pour l'organisme, certaines informations et données ressorties lors de ces activités ont été précieuses pour la réalisation de ce mémoire de maîtrise.

Observation directe

Finalement, nous ne pouvons nier l'importance de l'observation directe pour mieux comprendre l'initiative étudiée. Effectivement, ayant eu l'occasion de fréquenter pendant une année la Coalition de la Petite-Bourgogne et ses activités, nous avons été en mesure de nouer des rapports de confiance avec les responsables des activités de l'ÉMA, soit le Café citoyen et le marché citoyen, ce qui a facilité la transmission de l'information par les acteurs ainsi que sa compréhension de notre part.

2.3.4 Traitement, analyse et interprétation des données

Le traitement des 21 entrevues, qui ont été enregistrées, transcrites en verbatim et analysées, s'est effectué à partir d'une analyse de contenu de type qualitative que nous avons complétée à l'aide d'une technique quantitative d'analyse de fréquence (Bédard, 2014, p. 103). Ainsi, deux grilles différentes possédant chacune leur perspective nous ont permis d'aborder le contenu.

La première grille classifie les informations des entrevues concernant chacune des dimensions de l'ÉMA observées soit la mission, la structure de l'organisme, la gouvernance, le partenariat, la concertation, l'équipe de travail, les activités, la participation, les ressources financières, la diffusion et la communication. Les catégories sont basées en grande majorité sur le cadre opératoire et sur les sujets qui revenaient de manière récurrente dans les discours des participants. La deuxième grille classifie les informations concernant les impacts de l'ÉMA sur son milieu. Les catégories retenues permettent d'observer les impacts sociaux, politiques et démocratiques, économiques, environnementaux, culturels et alimentaires.

2.4 Conclusion

Ce chapitre nous a permis d'exposer la méthodologie de notre recherche en présentant le contexte théorique autour de nos concepts, la manière dont nous abordons les réponses aux questions de recherche et le cadre méthodologique sur

lequel nous nous appuyons pour assurer la rigueur propre à la recherche scientifique. Il demeure que nous n'avons probablement pas pu éviter les biais propres à notre proximité avec l'objet. Effectivement, bien que nous ayons essayé de conserver une objectivité maximale tout au long de la cueillette et du traitement des données, notre connaissance préalable du terrain d'étude et de certains acteurs locaux interviewés a pu, dans certains cas, nous influencer, même si elle nous a permis un meilleur accès aux données. Cet élément constitue une limite d'une option épistémologique qui favorise le travail avec les acteurs, et non pas sur les acteurs, que nous assumons.

Avant de répondre à nos questions de recherche, nous allons présenter en détail notre terrain d'étude, soit le quartier où se déroule l'initiative étudiée. C'est ce que le chapitre suivant permettra de faire.

CHAPITRE III

LE QUARTIER PETITE-BOURGOGNE

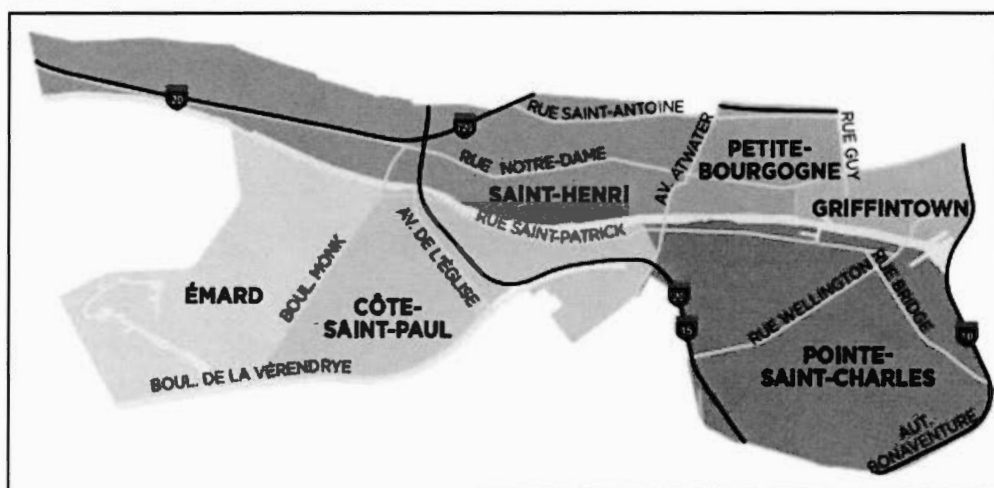
Ce chapitre vise à brosser un portrait général de la dynamique territoriale de la Petite-Bourgogne, quartier dans lequel l'initiative étudiée, soit l'Équipe mobile en alimentation, est situé. En premier lieu, nous positionnerons l'initiative dans son contexte, soit la localisation enclavée de son territoire et la particularité en ce qui concerne la morphologie de celui-ci, deux facteurs influents sur l'effet territorial de l'initiative locale étudiée. En deuxième lieu, nous présenterons certains jalons sociohistoriques permettant de camper l'évolution de la mobilisation citoyenne dans le quartier. En troisième lieu, ce chapitre exposera un certain nombre de données statistiques permettant d'illustrer la complexité de la double réalité socioéconomique du quartier. En lien avec cette double réalité et la forte concentration de pauvreté, ce chapitre illustre certaines causes de l'insécurité alimentaire vécue par une partie des résidents de la Petite-Bourgogne. En quatrième lieu, une brève présentation de la Coalition de la Petite-Bourgogne, organisation instigateur et créateur de l'ÉMA, sera effectuée.

3. 1 Le quartier Petite-Bourgogne

3.1.1 Caractéristiques physiques du territoire

La Petite-Bourgogne fait partie de l'arrondissement Le Sud-Ouest, situé sur les rives nord et sud du canal de Lachine, au sud de l'île de Montréal et du centre-ville de celle-ci. Il possède une superficie de 15,7 km² et une densité de population de 4562,9 habitants au km². Le Sud-Ouest est habité par 71 546 résidents, ce qui équivaut à près de 4,3 % de la population de la ville de Montréal. Ainsi, il constitue le 13^e arrondissement en importance en termes de population comparativement aux 19 arrondissements de la ville. Ses résidents sont répartis dans six quartiers : Émard, Côte-Saint-Paul, Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, Petite-Bourgogne et Griffintown (Figure 3.1).

Figure 3.1: Les quartiers de l'arrondissement le Sud-Ouest



Source : Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2011-2014 (Regroupement économique du Sud-Ouest, 2010).

Par ailleurs, l'organisation du transport en commun dans ce secteur de Montréal augmente le sentiment d'isolement que vivent les résidents du quartier. Effectivement, la station de métro Georges-Vanier est la moins utilisée du réseau alors qu'une seule ligne d'autobus passe à l'extrémité sud du quartier, sur la rue Notre-Dame (STM, 2015). Comme on le verra, ce sentiment d'isolement influence l'identité et le sentiment d'appartenance des résidents du quartier.

Dans un autre ordre d'idées, la dynamique territoriale de la Petite-Bourgogne est également influencée par sa morphologie urbaine. Ainsi, pour comprendre le quartier, il est primordial de retenir la composition particulière de son parc locatif puisque celui-ci rend compte de la composition sociale de la population du quartier.

Essentiellement résidentiel, le quartier possède l'un des plus grands parcs de logements sociaux (HLM) au Canada. On y trouve 1 441 logements à prix modiques, soit près de 40 % de son parc résidentiel (ÉMA, 2015). Le reste du quartier est composé de coopératives, de maisons de ville et de condominiums. La principale artère commerciale, la rue Notre-Dame, accueille en grande partie des commerces visant les populations aisées de la Petite-Bourgogne et du quartier Griffintown, ce qui rend difficile l'accès physique à des commerces adaptés au portefeuille de la population en situation de pauvreté.

Par ailleurs, dû à sa proximité avec le centre-ville et aux espaces industriels disponibles pour la rénovation urbaine, les nouveaux logements construits ces dernières années amènent l'établissement d'une population très aisée dans le quartier. La forte concentration de logements sociaux empêche néanmoins la *gentrification*

complète du quartier, forçant ainsi les plus démunis et les plus aisés à cohabiter. Conséquemment, c'est un territoire propice à des conflits sociaux, mais aussi, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, à l'expérimentation d'une cohabitation des classes sociales favorisant la mixité.

3.1.2 Repères historiques : l'ancrage de la mobilisation citoyenne

La Petite-Bourgogne d'aujourd'hui est encore profondément liée à son histoire. Pour bien la comprendre, il est nécessaire de présenter certains jalons historiques ayant eu une influence sur la dynamique actuelle.

Les assises ethniques de la mobilisation ouvrière

Jusqu'au début du 19^e siècle, le territoire de la Petite-Bourgogne, nommé village de Delisle, est essentiellement agricole. La construction du canal de Lachine (1821-1825) et du chemin de fer (1847) transforme ce territoire comme celui de tout le Sud-Ouest et en fait le berceau de l'industrialisation canadienne. Rapidement, le secteur s'urbanise et au milieu du 19^e siècle, des industries lourdes s'y établissent, ce qui transforme autant les aspects physiques que sociaux du territoire (CLSC St-Henri, 1999).

Au début du 20^e siècle, le territoire de la Petite-Bourgogne⁸ accueille la première communauté noire de Montréal. Cette population arrive principalement des États-Unis et des Antilles et vient à Montréal pour travailler dans les industries du quartier, dont principalement celle du chemin de fer *Grand Trunk Railway* (*Ibid.*, 1999). Elle s'ancre dans le quartier et le façonne grandement grâce, entre autres, au développement d'une institution emblématique pour les Noirs de Montréal, le *Negro community center*⁹ (1927), dont la mission est d'améliorer les conditions sociales et économiques de la communauté noire de Montréal. Avec l'installation permanente de cette communauté arrive une nouvelle culture musicale, le jazz. Le quartier est d'ailleurs reconnu aujourd'hui comme le berceau du jazz canadien qui a vu grandir plusieurs des plus grands *jazzmen* de ce monde, dont Oscar Peterson et Oliver Jones.

La trajectoire de cette communauté est influencée par l'essor des syndicats et la mobilisation des travailleurs. Ainsi, la nature de l'emploi des résidents de la Petite-Bourgogne génère les pionniers des luttes ouvrières dans la ville. Comme Claude Larivière le démontre dans son ouvrage *Petite-Bourgogne* (1973), à partir du milieu du 19^e siècle, un nombre important de mobilisations et de grèves s'enchaînent dans le quartier. Les causes sont nombreuses, mais elles touchent principalement l'aspiration d'améliorer les conditions des travailleurs et les conditions de vie dans le quartier.

⁸ Connue sous le nom de paroisse Sainte-Cunégonde à partir de 1876 jusqu'en 1908, année où le territoire sera annexé à la Ville de Montréal pour devenir le quartier Petite-Bourgogne.

⁹ Le *Negro community center* (NCC) offrait un ensemble de services récréatifs, sportifs et culturels en plus d'activités éducatives et de services sociaux pour la population noire. (Williams, 1997)

Au tournant des années 1950, après la Seconde Guerre mondiale, le quartier amorce une phase de déclin industriel, déclin s'intensifiant dans les années 1960. Cette même période voit se réactiver la fibre combattante des résidents de la Petite-Bourgogne. Les mobilisations, cette fois, sont portées sur la qualité des logements.

La mobilisation des résidents face à la rénovation urbaine

L'histoire de la Petite-Bourgogne est profondément marquée par la rénovation urbaine qui prend place à Montréal dans les années 1960. En 1966, sous le règne du maire Jean Drapeau, la Petite-Bourgogne fait les frais d'une grande opération de rénovation dont l'objectif était de permettre la construction de l'autoroute Ville-Marie. Près de 300 familles démunies résidant dans un site désigné comme « les îlots Saint-Martin » sont expropriées. Elles pourront bénéficier ultérieurement d'habitations à prix modiques (HLM)¹⁰, mais doivent se reloger pendant la construction de l'autoroute. L'expropriation n'est pas bien encadrée et les citoyens dénoncent l'appui insuffisant des autorités en ce qui concerne leur relocalisation. Un premier comité de citoyens est élu avant l'éviction afin de défendre les droits des

¹⁰ Aujourd'hui, les îlots Saint-Martin est l'un des complexes de logements sociaux les plus importants à Montréal. Situés entre les rues Guy à l'est, Des Seigneurs à l'ouest, Saint-Antoine au nord et Saint-Jacques au sud, les îlots constituent concrètement 313 logements à prix modiques pour des familles où 924 résidents y habitent, dont 569 ont moins de 18 ans (OMHM, 2013).

résidents. Ce comité obtient l'augmentation des indemnités de relocalisation qui leur étaient versées (Larivière, 1973). Mais la mobilisation ne s'arrête pas là...

Durant la reconstruction des îlots Saint-Martin, l'association de citoyens étudie la situation des habitations Jeanne-Mance, également issues de la phase de rénovation urbaine à Montréal. Ces habitations connaissent des problèmes majeurs liés aux coûts des loyers (coûts en fonction du revenu), aux expropriations trop faciles des locataires et à la ghettoïsation de la pauvreté (Bulbutian, 1968). À la lumière de l'expérience observée dans Jeanne-Mance, les futurs résidents des HLM des Îlots Saint-Martin décident d'éviter ces problèmes avant d'arriver dans leur logement et une deuxième phase de négociations s'entame entre l'association de citoyens et les autorités (*Ibid.*, 1968).

Au printemps 1969, après près de 2 ans de pression et de discussions avec les autorités, le comité gagne une partie de ses revendications, entre autres celles concernant le calcul des coûts de loyer (Larivière, 1973). *L'Option à amender*, document résultant d'un compromis entre les demandes des citoyens et les autorités, est accepté par Québec. Cependant, deux ans plus tard, profitant de la démobilisation des citoyens, les autorités instaurent de nouvelles échelles de loyer visant à donner accès aux HLM uniquement aux gens les plus démunis. L'adoption de cette échelle est, selon l'ancienne présidente du comité de citoyens, à l'origine de la création d'un « ghetto » de pauvreté.

L'Option à amender permettait aux travailleurs, petits ou moyens salariés, aux chômeurs et aux assistés sociaux de vivre ensemble dans l'habitation

publique, autrement dit, une meilleure diversification de la population. Ça été le sens et le pourquoi de notre lutte. (Leblanc cité dans Larivière, 1973, p. 35).

Malgré les résultats non durables de l'entente, la mobilisation citoyenne qui a permis son adoption a influencé le modèle de gouvernance actuel des HLM. Effectivement, certains principes défendus par le comité des îlots Saint-Martin, comme la représentation des locataires sur le conseil d'administration des HLM (aujourd'hui Office Municipale d'habitation de Montréal) et l'organisation de comités de locataires dans les tours d'HLM, sont perçus par certains comme le fruit des efforts des résidents de la Petite-Bourgogne (entrevue no.13 avec un représentant d'une institution publique).

Le quartier sensible, une prise en charge du problème par le milieu

En 1982, le gouvernement décide d'abolir le coût plafond des loyers dans les HLM. Cette action politique aura pour effet d'accroître la présence de familles pauvres dans la Petite-Bourgogne (Germain, 1995). Au tournant des années 1990, les îlots Saint-Martin connaissent une période difficile, une période de « dérapage social ». Les tensions raciales, les problèmes de gangs de rue, de drogue, les « piqueries », la violence et même les meurtres deviennent des réalités avec lesquelles la population vit quotidiennement (*Ibid.*, 1995).

Pour sécuriser le quartier et pour donner des alternatives différentes aux jeunes de la Petite-Bourgogne, le milieu décide de se prendre en main. Les organisations communautaires, très actives dans le quartier, de pair avec les citoyens, décident, en 1989, de conjuguer leurs efforts pour mettre sur pied des initiatives structurantes répondant aux réalités du quartier. Ils optent pour un modèle de table de quartier, dispositif de concertation en émergence à Montréal à cette époque (Latendresse, 2012). La Coalition de la Petite-Bourgogne permet à la société civile, aux organismes communautaires anglophones et francophones, aux institutions de santé, de sécurité et au monde municipal de conjuguer leurs efforts afin de revitaliser ce que, dans les années 2000, la Ville de Montréal appelle un « quartier sensible » (entrevue no. 12 avec une représentante d'une institution publique).

Pendant la même période, parallèlement à cette prise en charge du milieu, la Ville de Montréal met en place son opération 10 000 logements, visant à contrer l'exode des familles vers la banlieue (Germain, 1995). La Petite-Bourgogne, en raison de son passé industriel, de ses nombreux espaces désaffectés et de sa position stratégique dans la ville, devient le territoire de prédilection pour la construction de 1171 unités d'habitations modernes et onéreuses de type condominiums et maisons de ville.

Ainsi, l'arrivée d'une nouvelle population composée majoritairement de familles aisées et de professionnels vient accentuer la différence entre une population en situation de pauvreté et une population plutôt aisée. Cette disparité est si importante et devient si ancrée dans la collectivité que les résidents du quartier parlent « des Petites-Bourgognes » (entrevue no.4 avec un représentant d'un organisme communautaire).

3.2 La complexité de la société petite-bourguignonne

3.2.1 Caractéristiques sociodémographiques

Bien que le périmètre de la Petite-Bourgogne soit petit, le nombre d'habitants y est relativement élevé. Selon le recensement de 2011, la population du quartier est de 10 046 personnes. Elle se caractérise par une population jeune (18 % de la population est âgée de 14 ans et moins comparativement à 15 % pour l'île de Montréal). Les deux tiers des familles ont des enfants (Montréal en statistique, 2014). Par ailleurs, elle est également caractérisée par une forte concentration de personnes de 65 ans et plus vivant seules, une concentration supérieure à la moyenne de l'arrondissement et à celle de la ville (*Ibid.*, 2014). Ces deux caractéristiques s'expliquent par la composition du parc locatif d'HLM qui comprend des logements adaptés aussi bien pour les familles que pour les personnes seules.

Le territoire se distingue également par une population très diversifiée sur le plan ethnoculturel. Avec plus de 83 communautés ethniques différentes, 37 % de la population est issue de l'immigration et un résident sur deux appartient à une minorité visible (51 % dans la Petite-Bourgogne comparativement à 32 % sur l'île de Montréal). La communauté noire y est toujours bien présente, mais institutionnellement moins représentée étant donné la fermeture d'institutions traditionnelles comme le *Negro community center*. Par ailleurs, avec l'arrivée massive d'autres communautés culturelles et la *gentrification* importante que vit la Petite-Bourgogne, il semblerait que cette communauté ait de plus en plus de difficulté à affirmer son appartenance au territoire. Certains parlent même d'un sentiment de

déracinement chez la communauté noire (entrevue no. 7 avec une employée de l'ÉMA également résidente du quartier).

À l'évidence, la population du quartier s'est grandement diversifiée dans les deux dernières décennies. Aujourd'hui, la communauté asiatique y est fortement représentée, notamment par le biais de la communauté bangladaise (14,8 % des immigrants). Par ailleurs, près du quart de la population ne parle ni français ni anglais à la maison (24,5 %), une proportion nettement plus élevée que celle enregistrée dans l'arrondissement (14 %) et dans l'ensemble de la ville (20 %) (Montréal en statistique, 2014).

La diversité ethnoculturelle vient complexifier une réalité socioéconomique des plus particulières. Bien qu'il y ait de nombreux ménages aisés et que le revenu moyen dans le quartier soit relativement élevé en comparaison avec le reste du Sud-Ouest et de l'île, 43 % de la population vit avec un faible revenu (comparativement à 25 % pour l'île de Montréal). C'est le cas principalement des jeunes (62 %) et des aînés (35 %) (Tableau 3.1).

Tableau 3.1: Caractéristiques socioéconomiques du quartier Petite-Bourgogne comparativement à l'arrondissement et à la ville de Montréal en 2011

Variables/Territoires	Petite-Bourgogne	Le Sud-Ouest	Ville de Montréal
Population	10 065	72 000	1 649 519
Population immigrante (%)	36,5	23,9	33,4
Minorités visibles (%)	51,0	26,1	31,7
Déménagement dans les 5 dernières années (%)	45,1	49,0	45,9
Familles monoparentales (%)	28,0	26,0	33,0
Population active (%)	59,3	62,2	63,2
Taux de chômage en 2010 (%)	13,0	9,9	10,0
Ménages ayant un faible revenu (%)	43,0	32,0	25,0
Revenu moyen des ménages en 2010 (\$)	61 207	50 136	57 717

Source : Montréal en statistique, juin 2014

Ainsi, un revenu moyen des ménages plutôt élevé (61 207\$) et une forte concentration de pauvreté témoignent de l'important écart entre les plus riches et les plus pauvres dans le quartier. La figure 3.3 montre la représentation spatiale de cette forte disparité économique et la démarcation physique claire qu'elle provoque dans l'aménagement du quartier.

Figure 3.5: Revenu moyen des ménages de l'arrondissement le Sud-Ouest, 2010



Source : Atlas sociodémographique de l'Arrondissement Le Sud-ouest, 2011

3.2.2 Le contexte d'insécurité alimentaire dans la Petite-Bourgogne

Le lien entre pauvreté et insécurité alimentaire n'est plus à prouver. Plusieurs auteurs ont démontré que la nourriture est souvent le seul domaine dans lequel les familles peuvent compresser leur budget lorsqu'elles ne disposent pas de revenus suffisants

pour s'assurer une qualité de vie décente (Côté *et al.*, 1995). Ainsi, les problèmes de pauvreté de près de la moitié de la population de la Petite-Bourgogne ainsi que le manque de services de proximité adaptés au portefeuille des citoyens expliquent l'importance de l'enjeu alimentaire dans le quartier.

En 2014, la Direction de la santé publique (DSP) de Montréal publie *l'Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal – Regard sur le territoire du CSSS du Sud-Ouest-Verdun*. Celle-ci illustre la faible accessibilité des lieux d'approvisionnement en fruits et légumes frais pour une proportion importante de la population du quartier. En fait, 78 % des habitants vivant sous le seuil de faible revenu de la Petite-Bourgogne ont un accès nul ou faible à des fruits et légumes frais à distance de marche. Précisément, c'est la réalité de 3 162 personnes (DSP, 2014). Dans ces conditions, le quartier est reconnu comme un désert alimentaire, c'est-à-dire que pour une majorité de résidents, il n'y a pas d'épicerie complète dans un rayon de 500 mètres de marche (DSP, 2014; Enriquez, 2013). Cette situation est particulièrement vraie pour les résidents des îlots Saint-Martin. La figure 3.4 illustre précisément la situation du territoire de la Petite-Bourgogne en ce qui concerne l'accès à l'alimentation (représenté par le chiffre 2).

Figure 3.6: Accès aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m, par aire de diffusion - CSSS du Sud-Ouest-Verdun, 2010



Source : Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2014

Par ailleurs, la DSP précise que :

[u]ne attention particulière doit être apportée à l'impact du marché Atwater sur la cartographie de l'accès aux fruits et légumes frais. Situé à la frontière des voisinages Saint-Henri et Petite-Bourgogne, à un jet de pierre de Pointe-Saint-Charles, ce marché public fait apparaître des aires de diffusion défavorisées comme bien desservies (en vert foncé sur la carte). Or les prix du marché Atwater contrecarrent sa proximité pour les personnes vivant sous le seul de faible revenu, de sorte que celles-ci ne le fréquentent pas. Du point de vue économique, l'accès n'est donc pas facilité (2014).

Notons cependant que cette étude ne considère pas les initiatives communautaires déployées dans les dernières années pour contrer l'effet des déserts alimentaires. Dans cet ordre d'idées, les efforts de l'initiative à l'étude dans ce document visant précisément à rendre accessibles les fruits et légumes frais à la population démunie du quartier ne sont pas comptabilisés. Il en est de même pour les jardins communautaires ayant été aménagés par l'arrondissement à la demande des citoyens, où de nombreuses familles cultivent leurs propres fruits et légumes.

3.3 La Coalition de la Petite-Bourgogne : pour des solutions concertées

Active dans le quartier depuis plus de 25 ans, le mandat principal de la Coalition de la Petite-Bourgogne (ci-dessous Coalition) est de favoriser la concertation des organismes et institutions qui travaillent sur des thématiques communes comme l'habitation, l'aménagement urbain, la sécurité alimentaire, etc. L'organisme est composé d'une soixantaine de membres provenant des groupes communautaires, des institutions présentes dans le quartier ainsi que des résidents du secteur. Son conseil d'administration comprend onze sièges dont six pour des représentants d'organisations communautaires, trois pour des résidents et deux pour des

institutions.¹¹ Plusieurs comités découlent du conseil d'administration dont le comité exécutif et de nombreux comités d'actions : le comité aménagement et milieu de vie, le comité sécurité alimentaire, le comité jeunesse, le comité journal et le comité d'organisation du Printemps de la Bourgogne (Coalition de la Petite-Bourgogne, 2013).

La Coalition est située dans le centre communautaire Yolande-Breton, sur la rue Des Seigneurs, en dessous d'un des complexes des Îlots St-Martin (figure 3.5). Ce centre est l'un des pôles communautaires les plus importants du quartier. Il regroupe cinq organismes communautaires ou projets dont la Coalition de la Petite-Bourgogne, le Garde-manger pour tous, le Centre d'emploi Tyndale, le *Burgundy Urban Mediation Project* (BUMP) et finalement l'Équipe mobile en alimentation.

La Coalition a été créée dans les années 1980 pour concerter les intervenants anglophones et francophones du quartier autour des problèmes d'insécurité, de criminalité et de violence, alors très présents dans le quartier. Ainsi, depuis sa création, la Coalition inscrit ses activités dans une optique de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, son objectif étant d'assurer le mieux-être de la population du quartier et la prise en charge par les citoyens de leurs conditions de vie. Le fruit de la concertation des différents acteurs a permis la mise sur pied de multiples projets dont

¹¹ Des personnes ressources du Regroupement économique du Sud-Ouest (RESO), du Centre de santé et services sociaux Verdun-Sud-Ouest (CSSS) et de l'arrondissement du Sud-Ouest participent également au conseil, mais n'ont pas de droit de vote.

certains sont devenus des organismes incorporés. Ainsi, grâce à la concertation, le quartier a fait naître des projets comme Ateliers 850, qui vise à encadrer les jeunes en leur donnant un milieu de vie intéressant, le projet BUMP, qui fait de la médiation sociale afin d'améliorer la sécurité du quartier, et l'Équipe mobile en alimentation, que nous présenterons dans le chapitre suivant. Ces exemples sont, entre autres, des projets qui font la fierté des gens du quartier. Ils sont d'ailleurs reconnus pour leur modèle de développement « pour et par » la communauté (entrevue no. 4 avec un représentant d'un organisme communautaire).

Figure 3.7 : Le Centre Yolande-Breton, lieu d'implantation de la Coalition de la Petite-Bourgogne et de l'Équipe mobile en alimentation



Source : Photo prise par l'auteur, 2013.

3.4 Conclusion

Comme nous venons de le voir, le quartier Petite-Bourgogne en raison de son emplacement, de son bagage historique et de ses multiples réalités socioéconomiques possède une personnalité complexe d'où émane différents enjeux dont ceux liés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Ainsi, comme nous l'avons vu, grâce à sa vitalité sociocommunautaire et à son approche de concertation, la mobilisation et la prise en charge collective de certaines problématiques permettent aux acteurs de mettre en place des initiatives locales innovantes. Le chapitre suivant présente l'une de ces initiatives.

CHAPITRE IV

L'ÉQUIPE MOBILE EN ALIMENTATION : DIX ANS D'ANCRAGE

Le chapitre précédent nous a permis de découvrir le quartier Petite-Bourgogne et de mieux comprendre les assises de sa dynamique en abordant le cadre géographique, historique et socioéconomique précédant l'apparition de l'Équipe mobile en alimentation (ÉMA). Comme mentionné précédemment, notre hypothèse est que l'ÉMA a un effet structurant sur la dynamique du quartier. Pour être en mesure de vérifier cet effet, nous allons observer comment l'organisme a réussi, à travers ces dix ans d'existence, à s'ancrer dans la Petite-Bourgogne et à adapter son modèle d'action et son approche aux besoins des résidents du quartier.

L'objectif de ce chapitre est de présenter l'initiative étudiée à l'aide du modèle du développement par l'initiative locale afin de répondre aux trois questions secondaires que nous avons formulées au chapitre 2. Pour ce faire, nous observerons la trajectoire de l'initiative afin de mettre en lumière les phases de son évolution entre 2004 et 2014. Nous distinguerons trois phases, que nous présenterons et analyserons à l'aide du modèle d'analyse sur les initiatives locales. Nous remarquerons que chaque phase est induite par un nouveau projet, qui renouvelle le modèle d'action mis en place par l'ÉMA. Nous examinerons les différentes actions répondant à l'insécurité alimentaire, la gouvernance de l'organisme et les ressources humaines et financières mobilisées pour la faire évoluer afin qu'elle s'ancre toujours davantage dans son territoire. L'amalgame de ces données nous permettra, dans le cinquième chapitre, de faire

ressortir un certain nombre de constats de recherche qui répondront à nos questions secondaires.

4.1 Mise en place de l'ÉMA : la phase « ateliers en éducation alimentaire »

L'Équipe mobile en alimentation (ÉMA) est issue de la concertation des acteurs du quartier créée dans le cadre du comité sécurité alimentaire de la table de concertation du quartier, la Coalition de la Petite-Bourgogne. Bien qu'à ses débuts ses activités aient été consacrées principalement à l'éducation à l'alimentation, les intervenants ont rapidement cerné le problème plus structurel à la base de l'enjeu alimentaire dans le quartier, soit la non-disponibilité des aliments et le manque de revenus des résidents pour bien s'alimenter. Ainsi, les activités de l'initiative et ses méthodes d'interventions ont évolué au fil des années selon les besoins du milieu.

4.1.1 Émergence de l'ÉMA

En 2004, la Coalition de la Petite-Bourgogne met sur pied le comité sécurité alimentaire. Afin d'orienter les actions du comité et de faire l'état de la situation alimentaire dans le quartier, ce comité a comme premier mandat de réaliser un sondage auprès des résidents. Cette démarche est suivie d'une journée de réflexion où 91 participants, résidents et intervenants discutent du sujet. Plusieurs constats

émergent de cette réflexion collective dont : la méconnaissance des résidents au sujet des ressources communautaires et commerciales en alimentation dans le quartier; le manque de diversité de produits dans le quartier; le problème de transport pour les achats; le manque d'information sur la nutrition et l'alimentation; le manque de formation pour l'élaboration de repas sains et économiques; le manque de continuité dans les actions mises de l'avant par les organismes; et finalement, la méconnaissance de l'enjeu de la sécurité alimentaire en général (Coalition de la Petite-Bourgogne, 2005).

Pour répondre à ces constats, le comité dégage quatre objectifs principaux :

1. promouvoir la notion de sécurité alimentaire auprès de la population et des organismes;
2. développer les habiletés et les connaissances sur l'alimentation de la population visée ;
3. améliorer l'accessibilité et la capacité des individus à faire des choix pour un meilleur approvisionnement alimentaire ;
4. supporter les actions des individus et des organismes intéressés à la sécurité alimentaire (*Ibid.*, 2005, p. 1)

L'action principale du comité pour atteindre ces objectifs a été d'élaborer un dispositif décentralisé visant à rencontrer des résidents touchés par l'insécurité alimentaire, directement dans leur milieu de vie. C'est ce que le comité appellera l'Équipe mobile en alimentation (ÉMA).

Relié aux objectifs du comité sécurité alimentaire, le plan d'action de l'ÉMA se définit en quatre volets : la concertation, l'éducation, l'approvisionnement alimentaire et la participation citoyenne. Considérant que l'alimentation est un enjeu transversal

touchant à une grande majorité de la population, l'ÉMA a voulu construire les bases d'un leadership élargi sur la sécurité alimentaire « afin d'en faire l'affaire de tous et de la travailler de manière transversale » (entrevue no. 3 avec une employée de l'ÉMA).

La phase « ateliers en éducation alimentaire » se déroule de 2005 à 2008. En plus d'une grande diversité d'activités d'informations et de sensibilisation, l'ÉMA a comme principal mandat de donner des ateliers de cuisine dans différents organismes et milieux de vie du quartier. L'objectif de cette approche décentralisée est de miser sur la mobilité de l'équipe pour atteindre la population vivant en situation de pauvreté, celle-ci étant souvent éloignée des ressources et des activités du quartier. Ainsi, pendant cette période, des centaines d'ateliers ont lieu dans les tours d'HLM, dans des organismes communautaires et dans les centres de femmes. De plus, de nombreuses activités d'animation permettent à l'ÉMA de parler d'alimentation à l'occasion de diverses réunions et événements dans le quartier.

4.1.2 Gouvernance

La gestion de l'ÉMA est assurée par le comité sécurité alimentaire qui agit au même titre qu'un conseil d'administration. Treize organismes y siègent, soit le Garde-manger pour tous, le CSSS Sud-Ouest-Verdun, le Réseau Providence, la Mission Bon Accueil, Amitié Soleil, Ateliers 5 épices, le Centre communautaire Bon Pasteur, Atelier 850, le Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne (CEDA), la

Coalition de la Petite-Bourgogne et le Centre communautaire Tyndale St-Georges. À l'exception du CSSS Sud-Ouest-Verdun, ce sont principalement des organismes communautaires du milieu. Par ailleurs, le Garde-manger pour tous, fiduciaire du projet, est responsable de la gestion des ressources humaines.

4.1.3 Les ressources financières et humaines

Depuis ses débuts, l'ÉMA compte sur l'appui financier de la Direction de santé publique (DSP) de l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM). À cette période, le *Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire* finance principalement les initiatives œuvrant sur la base de la concertation et de la participation citoyenne. C'est en partie pour s'arrimer à ce cadre de référence que les activités en éducation alimentaire ont été priorisées par le comité sécurité alimentaire. Ce financement de quelques dizaines de milliers de dollars par année est cependant insuffisant (Tableau 4.1).

De 2005 à 2007, la Fondation Chagnon et l'Agence de santé du Canada financent de nombreuses activités d'éducation alimentaire. Leur apport financier permet d'implanter une équipe composée de huit personnes, dont une diététicienne, une chef diplômée de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ), des agents de développement, des animateurs d'ateliers et une coordonnatrice.

Cette activité dure jusqu'en 2008, moment où le changement d'orientation des deux partenaires financiers joue en défaveur de l'ÉMA. En effet, la Fondation Chagnon décide de poursuivre son implication sur la thématique de l'alimentation à travers son programme *Québec en forme*, programme qui n'a pas été rendu disponible dans la Petite-Bourgogne, et l'Agence de santé du Canada revoit sa définition de sécurité alimentaire. L'arrivée du gouvernement conservateur en 2006 a transformé la définition inclusive et multifacette de la sécurité alimentaire en une définition réduite à la salubrité des produits alimentaires (Canada, 2006), ce qui l'amène à réduire son appui aux initiatives des milieux.

Tableau 4.1 : Résumé du montage financier pour la période 2004 à 2008*

Baillleur de fonds	Année				
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Direction de Santé publique	27 678\$	34 900\$	34 861\$	21 661\$	40 000\$
Agence de Santé publique Canada			4 000\$	54 000\$	94 000\$
Fondation Chagnon		42 500\$	42 500\$	46 600\$	
Québec en forme ¹²					19 500\$
CRE Montréal					5 000\$
SIPPE		3 926\$	5 126\$	5 126\$	7 398\$
Réseau Providence		1 500\$	1 000\$	2 000\$	2 000\$
Coalition de la Petite Bourgogne				6 840\$	3 700 \$
OMHM			2 000\$	8 705\$	5 000\$
SHQ (PAICS via OMHM)					2 300\$
Emploi-Québec		6 916\$			
Fondation Jean-Jacques Mercier					2 000\$
Garde-Manger pour tous				3 540\$	
Solidarité St-Henri			3 250\$		
CCS projet avec Good Sheppard				7 020\$	
Ateliers (contribution des organismes et participants)			949\$	1840\$	6704\$
Commandites					225\$
Total	27 678\$	89 742\$	93 686\$	157 332\$	187 827\$

Source : Équipe mobile en alimentation, tableau du financement.

*Le tableau est présenté selon l'année financière du 1er avril au 31 mars. Il représente donc plus que la période discutée dans cette section puisqu'il est difficile de savoir quand les financements correspondant à chacun des programmes ont été dépensés durant l'année.

¹² Montant de transition entre les deux programmes de la Fondation Chagnon. Ce sera la seule année où l'ÉMA aura un montant de *Québec en forme*.

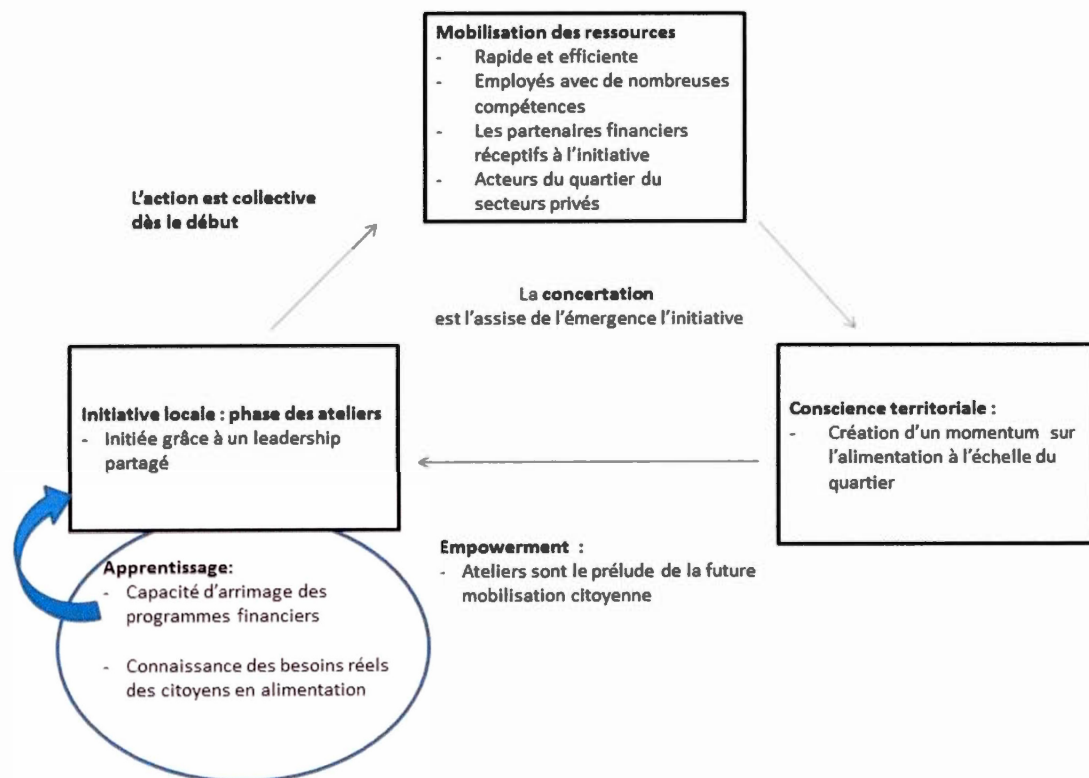
Par ailleurs, les financements complémentaires provenant d'autres bailleurs de fonds visent majoritairement le développement de nouveaux projets qu'il faut ajouter à la programmation de l'ÉMA. Ainsi, comme le soulignait une employée de l'organisme, cette situation cause des surcharges importantes de travail aux employés.

Le problème de développer sans argent récurrent c'est que tu n'arrives jamais à stabiliser les activités. C'est pour ça qu'on est passé par tellement de types d'actions et qu'on n'arrive pas à consolider une équipe. Encore aujourd'hui, c'est la précarité d'emploi. Tout le monde nous demande de faire du développement durable avec des jobs « en attendant ». Des contrats de dix mois, un an... Et pendant ce temps, on essaie d'aller chercher d'autres financements, d'inventer un autre projet qui ne va pas trop prostituer ce qu'on est en train de faire (entrevue no. 3 avec une employée de l'ÉMA).

4.1.4 Ancrage territorial de l'ÉMA pendant la période « Ateliers en éducation alimentaire »

La figure 4.1, inspirée du modèle de l'effet structurant de Klein (2008), résume l'évolution de l'ÉMA durant sa première phase d'activité et permet de mettre en évidence l'ancrage territorial de l'ÉMA.

Figure 4.1: Résumé de l'évolution de l'Équipe mobile en alimentation pendant la période des ateliers en éducation



Source : Élaboration de l'auteure, inspirée du modèle de Klein (2008)

On peut voir, par le biais de l'application de notre schéma d'analyse, que l'ÉMA a été mise sur pied par un groupe d'organismes du quartier regroupés à travers le comité sécurité alimentaire de la Coalition de la Petite-Bourgogne¹³. L'initiative est donc, dès le départ, une action collective partagée entre les acteurs du quartier et par définition, ancrée dans son territoire. Selon nous, cette particularité a permis à l'ÉMA d'atteindre ses objectifs de mobilisation des résidents et d'autonomisation plus rapidement que si le projet avait d'abord dû développer les aptitudes des acteurs à la concertation avant d'instaurer des interventions efficaces.

Ainsi, grâce à la légitimité de la Coalition de la Petite-Bourgogne dans le quartier et à la preuve du besoin qui a été faite de manière ascendante, la mobilisation des ressources financières se fait assez rapidement autour du projet. Dès le départ le comité engage une coordonnatrice qui a comme mandat de développer le partenariat, le modèle d'action et l'équipe de travail.

Les employés de l'ÉMA sont choisis sur la base de leurs compétences professionnelles en saine alimentation, ce qui permet de construire des ateliers de grande qualité. L'ÉMA est alors plus qu'une initiative de mesures alternatives en sécurité alimentaire visant le renforcement des capacités des citoyens en situation de pauvreté. L'équipe fait en plus le relais entre le discours sur les mesures alternatives

¹³ Notons que cette concertation sur la sécurité alimentaire est soutenue par le cadre de référence de la Direction de santé publique qui visait à l'époque à encourager la concertation locale et des projets en sécurité alimentaire qui travaillent dans une optique de développement social des communautés (DSP, 2002).

et le discours sur les saines habitudes alimentaires, moins accessibles pour les populations défavorisées. Cette force du modèle d'action de l'ÉMA lui vaut beaucoup d'intérêt et de curiosité de la part des bailleurs de fonds qui répondent de manière positive aux demandes de financement de l'ÉMA. D'autres acteurs travaillant sur la sécurité alimentaire voient même, dans l'approche décentralisée des ateliers, un concept tout à fait innovant (Groupe de discussion 1).

En somme, l'ÉMA mobilise et juxtapose, pendant cette période, de nombreuses ressources financières. Elle réussit de plus, grâce à l'intérêt des citoyens autour du projet et au prestige de la Coalition, à mobiliser des acteurs du secteur privé (commerçants, Marché Atwater, épiceries) et d'autres institutions qui normalement ne touchent pas à la question alimentaire. Ceci a favorisé la création d'une certaine dynamique, un « momentum » collectif autour de la question alimentaire qui contribue à renforcer la conscience territoriale déjà existante pour la majorité des acteurs communautaires participant à la concertation animée par la Coalition de la Petite-Bourgogne depuis plusieurs années.

En général, lors de cette étape du cycle de développement d'une initiative, on commence à voir se construire les mécanismes de concertation. Cependant, dans ce cas-ci, la concertation est la nature même de l'ÉMA, ce qui lui permet d'aller plus loin, plus vite dans son intervention. Ainsi, il nous est permis de remarquer l'amorce d'une future mobilisation citoyenne forte. En effet, lors des entrevues, plusieurs participants nous ont mentionné que ce qui avait permis d'acquérir une base citoyenne active et aussi impliquée dès le début de la deuxième phase était

assurément cette première phase d'activités décentralisées très près des résidents et de leur milieu de vie (entrevues no. 1, 8, 18 avec des citoyens).

Cette phase de développement permet à l'ÉMA de consolider certains apprentissages qui seront primordiaux dans le développement des phases subséquentes de l'organisme, dont la capacité d'écouter les besoins réels du milieu et d'arrimer les programmes financiers disponibles pour répondre à ses besoins.

En résumé, l'ancrage territorial de l'ÉMA dans cette phase initiale s'observe à travers trois éléments qui nous intéressent particulièrement. D'abord, l'émergence du projet est basée sur la concertation et sur une analyse des besoins du milieu, cette particularité lui donne un ancrage territorial indéniable. Ensuite, le caractère mobile des interventions facilite la rencontre avec les citoyens, permettant ainsi de développer leur confiance envers l'ÉMA, ce qui sera une assise importante dans le développement de la mobilisation citoyenne des phases de développement ultérieures. Finalement, elle réussit à créer un « momentum » sur la question alimentaire, ce qui permet d'ancrer cette question dans la conscience territoriale des acteurs.

4.2 Mixité sociale, participation citoyenne et *autonomisation* : la phase « marché citoyen »

La deuxième phase de développement de l'ÉMA s'inscrit dans une transformation de l'approche d'intervention de l'organisme. Dans cette phase, les principes de

participation citoyenne, de mixité sociale et d'autonomisation deviennent les principaux objectifs du projet l'ÉMA, ce qui permet d'ancrer réellement l'organisme dans le quartier. Cette section nous permettra de comprendre cet ancrage.

4.2.1 Transition des ateliers vers le Marché citoyen

L'année 2008 marque un réel changement d'orientation pour répondre à l'insécurité alimentaire dans le modèle d'action mis en œuvre par l'ÉMA. À la suite du bilan des activités de 2006-2007, le comité sécurité alimentaire de la Coalition conclut que l'approvisionnement doit prendre une plus grande importance au sein des actions de l'ÉMA. Le nouveau cadre de référence de la DSP, orienté vers cet enjeu, permet de déposer le projet *En quête d'alimentaire* (ÉMA, 2008). Déployé en trois phases, ce projet a pour but de mettre en œuvre un système d'approvisionnement en fruits et légumes frais dans le quartier Petite-Bourgogne, à partir d'une démarche participative et intégrée. Ainsi, la première année, en coconstruction avec la population et les organismes du milieu, l'ÉMA s'engage à consulter, à mobiliser et à identifier de futures actions en approvisionnement alimentaire. Lors de la deuxième année, elle vise à intégrer et expérimenter ces actions en coproduction avec le milieu, c'est-à-dire en impliquant les citoyens dans leur mise en place. Finalement, la troisième année sert à consolider les activités et à les rendre pérennes et autonomes.

Ainsi, dans le but de mettre sur pied un projet réellement ascendant faisant participer les résidents du quartier à tout le processus de réflexion et de mise en place du projet,

L'ÉMA organise un grand forum citoyen. Préalablement à ce forum, dix groupes de discussion ont été organisés afin, dans un premier temps, de mieux comprendre le système d'approvisionnement des résidents du quartier et, dans un deuxième temps, de mettre en évidence les attentes des citoyens et les pistes de solutions à explorer lors de la journée du forum.

Plus d'une centaine de citoyens et d'intervenants de tous horizons participent au forum. Les principales conclusions qui en résultent sont : 1) que les citoyens désirent continuer le volet éducatif qui était actif dans la première phase de développement de l'ÉMA; 2) qu'ils sont prêts à s'impliquer dans la communauté pour améliorer la situation alimentaire; 3) qu'ils désirent une réponse communautaire au problème d'accessibilité physique et économique aux aliments santé; 4) qu'ils aimeraient, à plus long terme, répondre au problème plus structurel du manque d'emploi dans la communauté afin de pouvoir trouver une vraie solution structurante à l'accessibilité économique aux denrées alimentaires (ÉMA, 2008).

C'est donc dans la suite logique de cette réflexion collective qu'un premier comité citoyen se forme pour mettre sur pied, avec l'aide des employés de l'ÉMA, un projet d'amélioration de l'accessibilité aux denrées alimentaires fraîches : des journées de marchés.

Grâce à l'aide financière de la Conférence régionale des élus (CRÉ) et de la DSP, le comité réussit à consolider les ressources matérielles nécessaires pour organiser le marché. L'activité se tient les samedis à toutes les deux semaines. Sa réalisation demande une préparation et une implication importante des citoyens bénévoles qui

développeront, au fil des années, un savoir-faire reconnu dans l'organisation de ce type d'activité. Effectivement, il faut être capable d'assurer autant l'approvisionnement du marché lui-même que la gestion de la vente. Ainsi, les citoyens apprennent à s'organiser et à commander les produits à travers divers réseaux de distribution alimentaire. De plus, ils gèrent la livraison, l'entreposage, la promotion, l'étalage, la vente des produits, etc. Certains citoyens s'impliquent dans les tâches pré-marché de façon régulière, alors que d'autres préfèrent accomplir des tâches ponctuelles la journée du marché.

Par ailleurs, le comité citoyen regroupe deux types de résidents du quartier. D'une part, plusieurs participants provenant des milieux moins favorisés ayant découvert l'ÉMA lors des ateliers en éducation alimentaire décident de s'impliquer de manière active dans cette nouvelle phase d'activité. D'autre part, certains résidents provenant de la partie plus favorisée du quartier découvrent le projet du marché citoyen et décident de s'y investir également. Animés par l'intérêt de créer une vie de quartier, ils mentionnent que c'est le projet idéal pour apprendre à connaître ses voisins et développer un sentiment d'appartenance (entrevue no. 8 avec une citoyenne).

Ainsi, lors de nos entretiens, les répondants utilisaient l'image d'un comité formé de « gens de HLM » et de « gens des maisons de ville et des condos »¹⁴. Une grande majorité des répondants nous ont d'ailleurs mentionné que la mixité sociale inscrite

¹⁴ Cette stigmatisation par le logement est particulièrement forte dans le quartier.

dans la mise en œuvre du marché citoyen était l'une des plus grandes richesses du modèle d'action de l'ÉMA.

Avant, la rue Georges-Vanier était comme une frontière mentale entre les HLM et les citoyens plus aisés résidant du côté ouest de cette rue. Aujourd'hui, grâce à l'ÉMA, les gens se sont rencontrés, ils s'impliquent ensemble, ils se voient, ils s'apprécient (entrevue no. 4 avec un représentant d'organisme du milieu).

Après le succès de l'expérience pilote de l'été 2009, le comité de citoyen a décidé de poursuivre ses activités toute l'année, deux fois par mois. L'été, le marché s'installe à l'extérieur devant le local de l'ÉMA, l'hiver, il est à l'intérieur dans la salle communautaire du Centre Yolande-Breton. Plus d'une cinquantaine de produits sont disponibles pour une clientèle de 125 à 150 familles. Bien que l'on sache que la clientèle provient à 80 % des HLM, plusieurs familles plus favorisées du quartier côtoient également le marché et viennent rencontrer leurs voisins lors de l'activité (Télé-Québec, 2014). Ainsi, la mixité sociale se construit autant au sein du comité organisateur du marché que lors de l'évènement entre les clients.

4.2.2 Gouvernance

Pendant cette phase, l'ÉMA reste un projet pilote du comité sécurité alimentaire. Elle soutient la mobilisation des citoyens dans leur travail d'organisation des marchés. Même si les citoyens s'impliquent grandement, l'accompagnement de l'ÉMA s'avère primordial pour assurer les journées de marché et la poursuite des activités.

Effectivement, la mobilisation des citoyens est possible et efficace parce que la logistique et la coordination des différentes tâches sont gérées par l'ÉMA.

4.2.3 Ressources financières et humaines

Comme mentionné précédemment, c'est grâce aux financements combinés de la Conférence régionale des Élus (CRÉ) et de la DSP que le projet de marché peut se mettre sur pied à l'été 2009. La DSP finance l'appui à la mobilisation des partenaires et des citoyens, alors que la CRÉ accorde une subvention non récurrente permettant d'acquérir le matériel pour les marchés.

Rappelons que le financement de deux partenaires financiers majeurs, la Fondation Chagnon et l'Agence de santé du Canada, a cessé en 2008. Ainsi, à l'automne 2009, il ne reste que le programme de la DSP pour supporter le modèle d'action de l'ÉMA. Conséquemment, l'agente de mobilisation engagée avec cette subvention reste en poste, mais l'équipe fondatrice de l'ÉMA, soit la coordonnatrice, le professeur de cuisine et l'agent de développement perdent leur emploi. Ces coupures entraînent donc le démantèlement de l'équipe d'employés professionnels de l'ÉMA.

Parallèlement à cette situation précaire, la mobilisation citoyenne est à son comble. Même sans fonds de roulement disponible pour acheter les légumes et les fruits nécessaires, les citoyens désirent continuer à tenir le marché. La coordonnatrice décide donc de poursuivre l'animation du comité citoyen à titre de bénévole, tout en

essayant de trouver de nouvelles sources de financement. Le montage financier de cette période est présenté dans le tableau 4.2.

Tableau 4.2: Résumé du montage financier pour la période 2008 à 2009*

Bailleur	Années		
	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Direction de Santé publique	21 661\$	40 000\$	40 000\$
Agence de Santé publique Canada	54 000\$	94 000\$	
Fondation Chagnon	46 600\$		
Québec en forme		19 500\$	
CRE Montréal		5 000\$	
SIPPE	5 126\$	7 398 \$	6 937\$
Ville de Montréal (Ville-MESS)			18 000\$
Réseau Providence	2 000\$	2 000\$	2 500\$
Coalition de la Petite Bourgogne	6 840 \$	3 700 \$	2 177\$
OMHM	8 705\$	5 000\$	10 000\$
SHQ (PAICS via OMHM)		2 300\$	
CCS projet avec Good Sheppard	7 020 \$		
FESSO (RESO)			10 188\$
RISQ (Prêt pour étude de marché)			5 000\$
Fondation Jean-Jacques Mercier		2 000\$	
Revenu du marché citoyen			8 349\$
Ateliers (contribution organismes et participants)	1 840\$	6 704 \$	120 \$
Commandites		225 \$	200 \$
Garde-Manger pour tous	3 540\$		
Total	157 332\$	187 827\$	103 471 \$

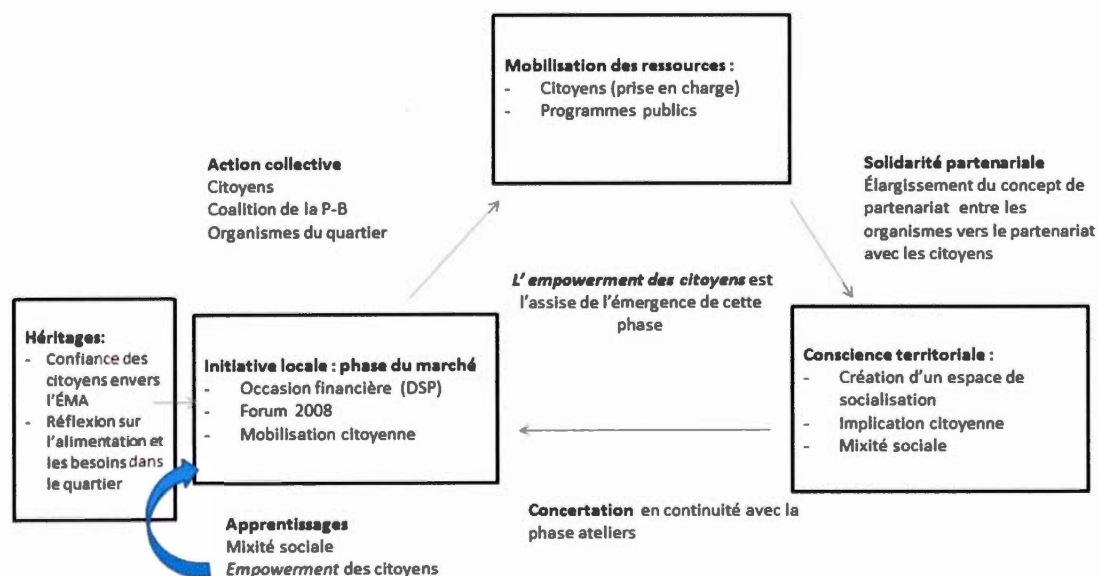
Source : Équipe mobile en alimentation, tableau du financement.

* Le tableau est présenté selon l'année financière du 1er avril au 31mars. Il représente donc plus que la période discutée dans cette partie. Il est difficile de savoir quand chacun des programmes a été dépensé durant l'année.

4.2.4 Ancrage territorial de l'ÉMA pendant la période du marché citoyen

Trois éléments principaux apparaissent dans cette nouvelle période, venant ainsi ancrer considérablement l'ÉMA dans le quartier : l'inclusion de la participation citoyenne, l'*autonomisation* de certains résidents, ainsi que la diversification du type de résidents touchés par ses actions, soit la mixité sociale. La figure suivante permet de résumer la période de l'implantation du marché citoyen et d'illustrer l'ancrage territorial de cette deuxième phase.

Figure 4.2: Résumé de la phase d'implantation du marché citoyen



Source : Élaboration de l'auteure, inspirée du modèle de développement de Klein (2008)

Le projet de marché a d'abord été possible grâce à une forte mobilisation citoyenne dont les racines remontent à la phase précédente de l'ÉMA, celle des ateliers en éducation alimentaire. Effectivement, les ateliers ont été, selon plusieurs, une période de convergence entre l'initiative alimentaire et les citoyens en situation de pauvreté dans le quartier. Ils ont également été l'occasion d'établir les aspirations des résidents du quartier en matière de lutte à la pauvreté et d'alimentation.

Dans ces conditions, le deuxième cadre de référence de la DSP et l'opportunité qu'il a procurée aux acteurs du quartier de réfléchir sur les problèmes d'approvisionnement sont arrivés à un moment stratégique pour le développement de l'ÉMA : « on était pas mal rendu là » (entrevue no. 2 avec une représentante d'institution publique). Ce cadre de référence a permis de concerter et de consulter les citoyens sur les moyens les plus efficaces pour répondre aux problèmes d'approvisionnement.

Après avoir préparé le terrain pendant plusieurs années avec les ateliers et avoir réalisé un évènement consultatif adapté aux réalités du quartier, l'ÉMA gagne son pari. Les citoyens deviennent le centre de la démarche. Ils passent de bénéficiaires de services à générateurs de solutions; ils deviennent donc les acteurs principaux d'une démarche en sécurité alimentaire faite « pour les citoyens et par les citoyens ». On assiste ainsi à une prise en charge citoyenne des solutions en sécurité alimentaire. Le forum a donc été une phase primordiale et incontournable dans l'appropriation de l'action collective par les citoyens et dans l'évolution de la participation citoyenne.

En somme, en plus des ressources financières mobilisées pour arriver à mettre en place le marché, les citoyens deviennent les ressources humaines les plus importantes

de cette étape du processus de développement de l'initiative. En outre, la situation financière instable, ayant privé l'ÉMA d'une grande partie de ses ressources humaines à la fin de l'été 2009, a eu l'effet bénéfique de tenir les citoyens grandement mobilisés : « le fait qu'il n'y avait plus de financement, les citoyens se sont encore plus mobilisés pour le faire eux-mêmes [le marché]. Ils se sont dit *let's go*, on est capable. Donc on a continué les journées de marché, et ce, jusqu'à aujourd'hui » (entrevue no. 3 avec une employée de l'ÉMA).

Rapidement, à grâce à la solidarité ressortant de nouveaux liens sociaux entre les citoyens et les intervenants, le marché citoyen devient plus qu'un lieu d'approvisionnement en fruits et légumes. Il prend la forme d'un lieu de socialisation, un événement où des citoyens de tous les milieux socioéconomiques se rassemblent et travaillent ensemble à son organisation.

Ce lieu permet de faire tomber les barrières économiques, ethniques et linguistiques. Chacun se l'approprie à sa manière, comme usager pour rencontrer ses voisins ou comme organisateur pour s'impliquer dans sa communauté. D'ailleurs, les citoyens que nous avons rencontrés en entrevue ont tous fait référence au marché comme étant « leur marché », confirmant sans contredit un sentiment d'appartenance fort pour cette activité (entrevue avec des citoyens no. 1, 8, 18 et groupe de discussion 2).

Par ailleurs, le marché a également l'effet d'élargir la conscience territoriale, déjà forte chez les acteurs communautaires, aux résidents qui, grâce à leur implication et au nouveau lieu de socialisation, ont le sentiment d'appartenir au quartier.

En résumé, ce projet permet de répondre à un besoin concret dans la Petite-Bourgogne, et ce, avec la qualité d'être construit de manière à impliquer tous les types de citoyens du quartier (mixité sociale) dans la solution au problème d'approvisionnement des plus démunis. Dans cette phase, on passe d'un projet émergeant des organismes du quartier vers un projet construit par et pour les citoyens (autonomisation). Cela contribue à renforcer les capacités des citoyens et le sentiment d'appartenance pour le quartier, cet élément devenant ainsi l'un des facteurs les plus importants de l'ancrage territorial de l'ÉMA.

4.3 La phase « Café citoyen »

La troisième phase de développement du modèle d'action de l'ÉMA concerne la mise sur pied d'un Café citoyen. Comme on le verra, le Café citoyen, malgré tous les défis qu'il a présentés, a permis de consolider l'ancrage territorial de l'ÉMA en amenant la conscience territoriale des acteurs à un niveau supérieur. Avant de préciser notre réflexion sur cet aspect, voyons comment cette nouvelle étape dans le modèle d'action de l'ÉMA s'est déroulée.

4.3.1 Émergence du Café citoyen

Comme on l'a vu, la question de la lutte contre l'insécurité alimentaire continue de prendre de l'importance dans la réflexion collective des résidents grâce à l'implantation du marché. Or, un nombre considérable d'éléments font cheminer le comité citoyen et l'ÉMA vers une nouvelle forme d'action. D'abord, lors des activités de marchés, les responsables cherchent constamment une solution pour écouler les fruits et légumes invendus. Voulant répondre aux demandes des communautés culturelles du quartier, le comité favorise une grande diversité de produits, ce qui entraîne des surplus d'inventaires. Afin d'éviter le gaspillage et le déficit, toutes les deux semaines, les employés de l'organisme font la tournée des acheteurs potentiels et essaient de revendre ces surplus avant qu'ils ne périssent. Ce sont des efforts considérables et non financés qui s'ajoutent à l'énergie déployée par l'ÉMA pour soutenir le marché. Par ailleurs, pendant cette période, l'artère commerciale de la Petite-Bourgogne, la rue Notre-Dame, est en pleine revitalisation. Les commerces s'y installant offrent des biens et services onéreux et donc inadaptés au portefeuille de plus de la moitié des résidents du quartier, soit ceux vivant en situation de pauvreté. C'est ainsi que l'idée émerge de mettre en place un service alimentaire permanent, physiquement et économiquement accessible, sous la forme d'un café, lequel pourrait pallier le manque de services et en même temps, créer un espace de rencontre pouvant accueillir la population, tout en permettant la réutilisation des produits invendus au marché.

D'ailleurs, pour élaborer un projet viable économiquement et s'assurer de répondre au besoin dans le quartier, l'ÉMA demande, en juillet 2010, à la firme Services-

conseils en stratégie et gestion au Canada (IFACT), de réaliser une étude de marché. Les résultats de l'étude indiquent un fort potentiel de développement pour le café dû à une concurrence faible dans le quartier et à sa position stratégique. Les résultats de l'étude démontrent également que les citoyens souhaitent un café offrant des produits abordables, des plats rapides, des menus culturellement variés, des événements culinaires et une programmation culturelle (*Ibid.*, 2010).

L'ÉMA décide ainsi de mettre graduellement sur pied un café citoyen. Le lieu du café se devait d'être stratégique dans le quartier pour atteindre la population visée. Ainsi, l'ÉMA établit le café dans les îlots Saint-Martin, propriété de l'Office municipale d'habitation de Montréal (OMHM). Grâce, entre autres à l'intérêt éveillé par le marché citoyen, l'OMHM accepte, en 2010, de rénover à ses frais le local pour le transformer en café et décide de le prêter à l'ÉMA. Cette gratuité est cependant conditionnelle à ce que le projet reste communautaire et à ce qu'il inclue des résidents d'HLM dans la gestion du projet.

Le café est structuré en tant qu'entreprise d'économie sociale. Trois types d'activités sont réalisés au café. 1) D'abord, il y a un service de restauration trois jours par semaine (jeudi, vendredi et samedi) avec comme objectif celui de générer des revenus pour soutenir le marché citoyen. Avec cette activité, on vise principalement les travailleurs du quartier pour les ouvertures du jeudi et vendredi midi et les citoyens pour les brunchs du samedi matin. Notons qu'on y sert des repas végétariens cuisinés en partie avec les fruits et légumes invendus du marché. 2) Ensuite, il y a le volet insertion socioprofessionnelle qui donne l'opportunité à des jeunes et moins jeunes d'acquérir une expérience de travail dans le milieu de la restauration. Des formations

en cuisine et en service à la clientèle sont offertes avec l'appui financier et organisationnel de la Commission scolaire de Montréal. 3) Finalement, l'ÉMA participe à la formation en employabilité du programme Espoir, qui se donne dans un local de classe annexé au café et qui est géré par le Centre d'emploi Tyndale-St-Georges. L'implication de l'ÉMA consiste, deux jours par semaine, à recevoir les participants et à offrir des ateliers culinaires. Les participants cuisinent des mets qui sont par la suite offerts aux clients du jeudi et du vendredi midi. Par ailleurs, on réfléchit à des activités parallèles de nature culturelle.

En 2013, la structure de toutes les activités de l'ÉMA répond de manière quasi intégrale aux différents facteurs pouvant causer l'insécurité alimentaire. Elle donne un accès physique et économique à des aliments sains et frais, elle fait de l'éducation sur l'alimentation, elle forme des gens éloignés du marché de l'emploi pour les réintégrer socio professionnellement dans le domaine de la restauration et elle créer des emplois dans la Petite-Bourgogne. De plus, la mise en place du Café citoyen a permis le retour au travail des employés de l'ÉMA qui avaient perdu leur emploi à l'été 2009, faute de financement.

Notons que cette structure d'activités est supportée par plusieurs types d'acteurs, dont les citoyens, plusieurs bailleurs de fonds et plusieurs organismes du quartier.

4.3.2 Gouvernance

Étant donnée la mission d'*autonomisation* des citoyens de l'ÉMA, la mise sur pied du Café citoyen est basée sur le principe qu'un jour, un groupe de citoyens mènera entièrement le projet. Ainsi, préalablement à l'ouverture du café, l'ÉMA forme un comité de citoyens souhaitant s'impliquer à long terme dans le projet. Des séances de formation en gestion, des visites de projets similaires, des séances avec le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)¹⁵ pour comprendre le fonctionnement de différentes structures organisationnelles, et d'autres activités visant le renforcement des capacités des citoyens sont organisées.

Au fil de cette démarche de formation, une évidence apparaît aux yeux de tous: un projet d'une telle envergure a besoin d'une structure de gestion indépendante. Le comité de citoyen et l'ÉMA, étant toujours sous la gouverne du comité sécurité alimentaire, ne peuvent pas répondre aux exigences légales que demande un tel projet. Ainsi, le comité sécurité alimentaire décide d'incorporer l'ÉMA dans une structure d'organisation à but non lucratif (OBNL) pour faciliter la pérennité du projet. Le Conseil d'administration de l'OBNL comprend majoritairement des

¹⁵ Le RESO est la Corporation de développement économique communautaire de l'arrondissement du Sud-Ouest. Sa mission est de « regrouper la communauté du Sud-Ouest autour de stratégies et de projets de développement pour qu'elle participe activement à bâtir son avenir économique, social et culturel dans une perspective durable et équitable en misant sur l'engagement et la concertation de la population et des acteurs sociaux et économiques » (RESO, 2016). Bien que le RESO soit toujours actif, les coupures gouvernementales qui ont raclé le Québec en 2014 ont sérieusement atteint la capacité d'action de l'organisme qui a dû réduire ses mandats et ses effectifs.

résidents des HLM. Avec l'appui de membres de soutien provenant d'organismes comme le CSSS Sud-Ouest-Verdun, l'OMHM ou RESO, les nouveaux administrateurs apprennent leurs rôles et responsabilités.

4.3.3 Ressources financières et humaines

C'est au niveau des ressources humaines et financières que les plus grands défis de la mise sur pied du Café citoyen se situent. Après quelques mois d'une grande mobilisation des citoyens bénévoles et de la permanence de l'ÉMA, le projet perd son attractivité et l'essoufflement se fait de plus en plus sentir. On en vient à la conclusion que le projet est trop ambitieux pour qu'il puisse être géré par les citoyens eux-mêmes. On commence donc à professionnaliser certains postes, principalement dans le volet restauration. Cette nouvelle manière de gérer les opérations du café amène plusieurs défis de financement, mais également de gestion du personnel.

Par ailleurs, sur le plan financier, le Café citoyen est toujours dans une phase de consolidation de ses activités. Ainsi, au moment de notre enquête, il n'avait pas encore atteint son plein potentiel de développement. Pour y parvenir, des ressources financières renouvelées et stables deviennent essentielles. Effectivement, les programmes financiers qui ont contribué à la mise en place et au développement de l'ÉMA ont été abolis. Ainsi, chaque année, le montage financier est à recommencer. D'ailleurs, comme le témoigne une employée de l'ÉMA, l'organisme doit user de beaucoup de créativité pour soutenir les activités du café et du marché :

Les budgets du marché et du café c'est tout ensemble. Le marché est déficitaire à tous coups. On ne vend jamais tout. Mais le café rachète les invendus au marché. On arrive avec les deux projets à autofinancer le marché qui n'est plus « subventionnable » nulle part. Par contre, il s'autofinance, mais sans les salaires. Tout est du bénévolat pour le marché. Pour le café, l'OMHM nous a fait une entente qui dit que tant et aussi longtemps que le café est géré par les locataires de HLM, on ne paie pas de loyer. Mais les assurances, le système d'alarme, les salaires des employés, etc., il faut générer des revenus pour payer tout cela.

Presque tous les salaires sont soutenus par des subventions. En ce moment, on a les programmes PAICS, Ville-MESS, DSP. Il y a certains programmes qui sont pour le développement du café, d'autres, c'est le volet mobilisation, d'autres le volet approvisionnement, d'autres c'est pour consolider les activités du café. Donc avec tout ça, on arrive à atteindre les objectifs qu'on s'est donné, mais en équipe, en partageant notre temps à travers toutes les sphères d'activité. On n'a aucun financement récurrent pour l'instant (entrevue no. 3).

Comme illustré dans cette citation, le partage des ressources financières est informel entre les différents volets d'activité de l'ÉMA. Par exemple, pour la période 2010-2012, ce sont principalement les activités du café qui sont subventionnées, même si les montants servent également à soutenir les ressources humaines qui accompagnent le marché citoyen. Cette situation explique en grande partie l'essoufflement du personnel qui se fait ressentir dans cette phase du développement du projet.

En résumé, malgré les restructurations au niveau de la gestion interne et les efforts considérables qui sont faits pour consolider le financement du projet, la mobilisation des ressources, bien que plutôt importante, s'avère insuffisante pendant cette phase du

projet. Le tableau 4.3 présente les différentes sources de financement qui ont appuyé les étapes de développement du café entre 2010 et 2014.

Tableau 4.3 : Résumé du montage financier pour la période 2010 à 2014

Bailleur	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Direction de Santé publique	40 000\$	40 000\$	40 000\$	40 000\$	45 000\$
SIPPE	6 937\$				
Ville de Montréal (Ville-MESS)	18 000 \$		55 000\$	62 000\$	21 275\$
Réseau Providence	2 500\$		2 000\$	2 200\$	
Coalition de la Petite-Bourgogne	2 177\$	3 022\$	950\$	1 028\$	718\$
OMHM	10 000 \$	4 200\$	12 000\$	6 000 \$	6 000\$
Ville Mtl - OMHM (MCCCF)			10 000\$		
SHQ (PAICS via l'OMHM)		17 081\$	18 000\$		17 081\$
FESSO (RESO)	10 188\$				
RISQ (Prêt pour étude de marché)	5 000\$				
Emploi-Québec					9 237\$
Emploi été Canada				2 541\$	3 384\$
Fonds discrétionnaires (de députés ou ministères)		5 250\$	1 200\$	1 250\$	3 400\$
Marché	8 349\$	18 055\$	19 896\$	23 499\$	33 833\$
Café		4 788\$	15 348\$	30 622\$	33 722\$
Ateliers (principalement Projet espoir)	120\$		6 000\$	6 000\$	15 800\$
Commandites	200\$			5 000\$	5 000\$
Dons			1 916\$	2 878\$	2 645\$
Garde-Manger pour tous		25 000 \$			
Total	103 471\$	117 396\$	182 310\$	183 018\$	200 745\$

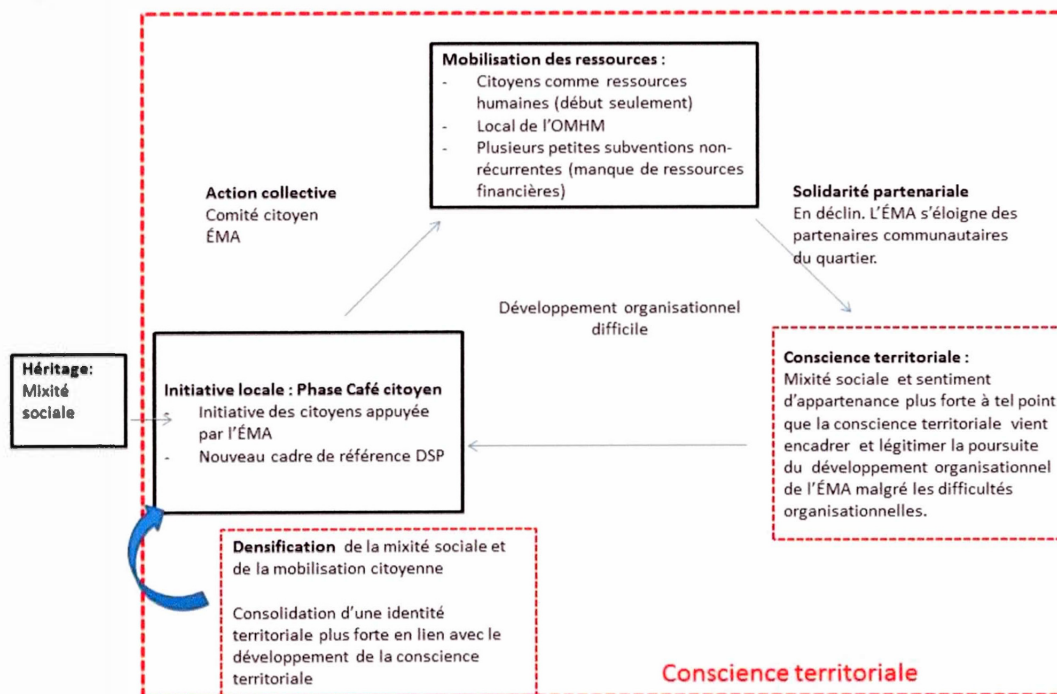
Source : Équipe mobile en alimentation, tableau du financement (2014).

4.3.4 Ancrage territorial de l'ÉMA pendant la période du Café citoyen

Comme nous venons de le constater, plusieurs défis sont apparus dans la phase de développement du Café citoyen. Malgré ceux-ci, nous avons observé, lors de nos entrevues sur le terrain, que le café avait tout de même eu un impact considérable et positif pour le quartier.

Le schéma suivant résume son développement jusqu'en 2014 et met en évidence la troisième phase d'ancrage territorial. Notons que nous illustrons deux niveaux d'analyse dans ce schéma : celui de la gestion opérationnelle du café avec ses défis et celui de son impact sur le quartier afin de démontrer la corrélation inversement proportionnelle entre les deux niveaux d'analyse.

Figure 4.3: Résumé de la phase implantation du café citoyen



Source : Élaboration de l'auteure, inspirée du modèle de développement par l'initiative de Klein (2008)

Cette nouvelle phase de développement de l'initiative part, tout comme le marché le faisait, des considérations et besoins des citoyens du quartier. L'action collective devient donc une action conjointe entre, non plus les acteurs communautaires du quartier, mais plutôt la nouvelle organisation constituée qu'est l'ÉMA et le comité de citoyens. Ensemble, ils représentent et mobilisent un bon nombre de ressources

humaines et financières qui, comme nous l'avons vu, reste cependant insuffisantes pour supporter le modèle d'action complet de l'ÉMA¹⁶. En effet, la mobilisation communautaire et une partie de la mobilisation citoyenne, qui avaient été les bases de la mise en œuvre du développement de l'ÉMA, s'essoufflent. D'abord, cette dernière n'étant plus gérée par le comité sécurité alimentaire de la Coalition de la Petite-Bourgogne, les liens naturels entre l'ÉMA et les organismes du quartier s'effritent tranquillement. Ces derniers, jusqu'alors très présents dans le développement et la concertation autour de l'ÉMA, doivent gérer des coupures importantes dans leur propre budget, ce qui limite le temps qu'ils peuvent consacrer à des projets de concertation comme celui de l'ÉMA. Ensuite, pendant cette période, les citoyens qui auparavant voulaient bénévolement soutenir le Café citoyen se rendent compte de l'ampleur de la tâche et s'essoufflent également. Ainsi, les alternatives pour remplacer les énergies communautaires et citoyennes obligent l'ÉMA à professionnaliser certaines tâches en engageant des employés, ce qui crée une pression sur les ressources financières de l'organisme.

¹⁶ Les résultats de l'évaluation habilitante que nous avons réalisée pour la Ville de Montréal nous ont d'ailleurs démontré qu'à la suite de cette phase, l'ÉMA devait indéniablement arriver à une phase de priorisation des activités.

De cette manière, alors que l'ÉMA connaît de grands défis de consolidation de son modèle d'action, trop complexe pour les ressources mises à sa disposition, le sentiment d'appartenance des résidents pour le café et la fierté d'habiter la Petite-Bourgogne qui en découlent se font sentir à un niveau encore jamais atteint. Effectivement, la création d'un lieu de rassemblement informel et ouvert à tous les citoyens du quartier consolide grandement le sentiment d'appartenance et la conscience territoriale des résidents que nous avons vues émerger avec le marché citoyen¹⁷.

En outre, la conscience territoriale atteint un autre niveau. Elle passe d'une résultante du développement de l'initiative à une composante venant légitimer les efforts et la détermination de l'ÉMA et des citoyens dans la mise en place d'un projet ambitieux. Elle vient donc supporter la poursuite de recherche de solutions aux difficultés organisationnelles de l'ÉMA, solutions qui seront nécessaires dans la prochaine phase de priorisation des activités¹⁸.

En résumé, cette phase de développement reste en continuité avec la phase précédente du marché citoyen en ce qui a trait à l'ancrage territorial. Elle vient renforcer les dimensions de mixité sociale et de mobilisation citoyenne qui ont émergé avec le marché. La densification de ces éléments apporte une certaine notoriété à l'ÉMA qui

¹⁷ Le marché agissait en partie à titre de lieu de rassemblement, mais le caractère ponctuel (une journée toutes les deux semaines) ne permettait pas de créer un lieu de rassemblement ayant une signification aussi forte que le café pour la population.

¹⁸ Résultat de l'évaluation habilitante que nous avons effectuée avec l'ÉMA pour la Ville de Montréal.

commence à être reconnue et citée en exemple. Effectivement, ses projets soulèvent de plus en plus d'échos dans le grand Montréal. Ils deviennent une carte de visite pour la Petite-Bourgogne. Ainsi, comme nous le mentionnait une représentante d'une institution publique, en entrevue (no. 12), il y a une dizaine d'années, le quartier Petite-Bourgogne était réputé pour ses problèmes de criminalité. Aujourd'hui, des projets comme ceux de l'ÉMA permettent de parler des bons coups du quartier, tel qu'il a été fait à l'émission « Une pilule, une petite granule », produite par Télé-Québec, dans laquelle un reportage sur le marché et son modèle de réponse à l'insécurité alimentaire a été présenté (2014). Ce reportage a donné une belle visibilité aux efforts déployés par l'ÉMA depuis dix ans.

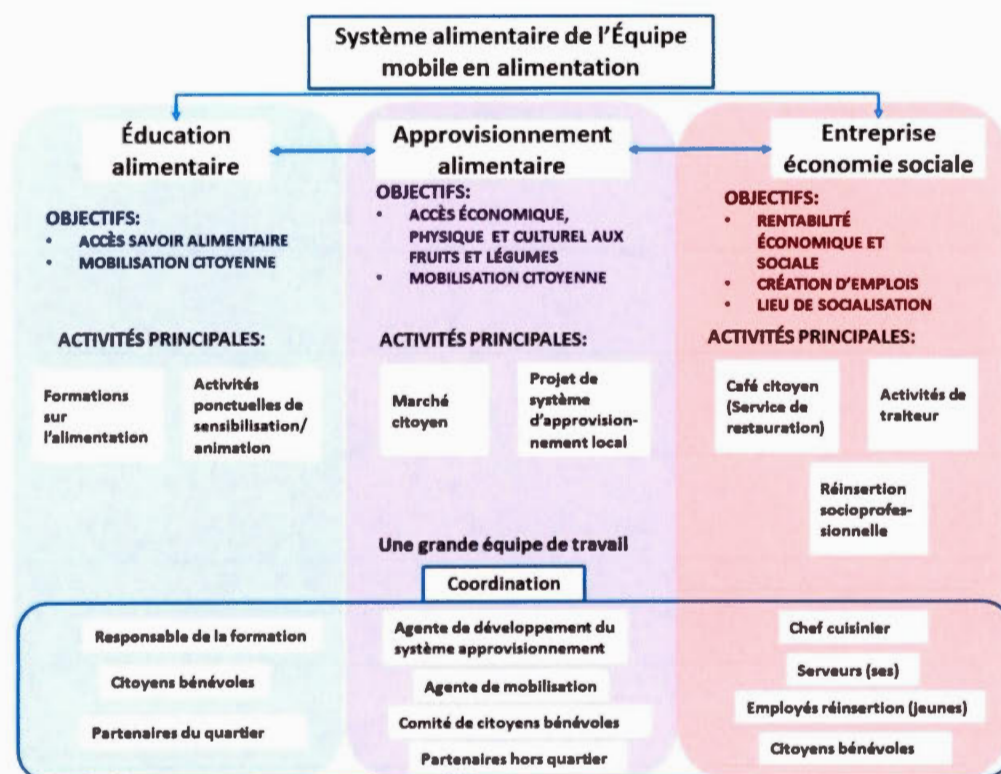
Finalement, le marché et le café ont été nommés par plusieurs participants aux entrevues comme étant des lieux modifiant la vision « des communautés de la Bourgogne » et contribuant à faire émerger une identité commune (entrevues no. 4, 7, 10, 13). Ainsi, les actions de l'ÉMA ont eu des effets instituant sur le quartier au point de générer une réelle identité territoriale au sein de la population, une identité petite-bourguignonne.

4.4 Le système alimentaire local de l'Équipe mobile en alimentation

Nous avons vu, à travers les trois phases de développement de l'ÉMA, que son modèle d'action répond autant à l'accessibilité physique, économique et culturelle (tel que présenté dans le premier chapitre) du problème d'insécurité alimentaire des

résidents. Selon nos observations, après dix ans d'action, l'ÉMA devient plus qu'un organisme tentant d'améliorer la situation alimentaire des résidents du quartier. Il se dégage de son action, certains éléments d'un système alimentaire local (figure 4.4), conçu à partir de l'expérimentation communautaire dans une optique de lutte à l'insécurité alimentaire. Les différentes composantes de son modèle d'action sont complémentaires et répondent de manière holistique et transversale aux principaux facteurs locaux de l'insécurité alimentaire. Ce modèle vise d'abord à renforcer la capacité des citoyens à se nourrir eux-mêmes, grâce à la diffusion de connaissances par les ateliers culinaires et activités de sensibilisation (accessibilité culturelle aux denrées). Il permet, de plus, d'améliorer l'approvisionnement alimentaire (accessibilité physique et économique aux denrées) dans le quartier, et ce, à deux niveaux. D'une part, grâce au marché, il permet aux citoyens de s'approvisionner en fruits et légumes frais à moindre de coût et près de leur résidence. D'autre part, il structure des actions collectives à l'échelle du quartier. Lors de notre enquête, l'ÉMA était en train d'étudier la possibilité de mettre sur pied un système d'approvisionnement local, c'est-à-dire qu'elle désirait regrouper les organisations et entreprises du quartier pour favoriser la coordination de leurs achats de produits afin d'en augmenter le volume et de bénéficier de meilleurs prix. Cette structure pourrait s'avérer une option face aux grandes chaînes alimentaires qui possèdent déjà l'avantage du volume. Ce projet répondrait à la difficulté du marché citoyen de s'approvisionner en fruits et légumes frais à un bon prix. L'ÉMA pourrait ainsi vendre moins cher aux résidents du quartier, tout en gardant une bonne variété de denrées. Puis, dans un troisième temps, l'ÉMA, grâce au volet économie sociale de son modèle d'action, le café citoyen, continuerait à permettre l'accessibilité économique aux denrées transformées, tout en créant des emplois dans le quartier.

Figure 4.4: Modèle d'action de l'Équipe mobile en alimentation en 2013



Source : Réalisation de l'auteur, 2013.

Comme nous l'avons vu, bien que ce modèle d'action découle de diverses expérimentations et propose des solutions aux différentes facettes de l'insécurité alimentaire dans le quartier, il s'avère impossible de le financer en bloc, comme il a été illustré précédemment dans les sections 4.1.3, 4.2.3 et 4.3.3. En somme, le problème alimentaire est abordé en silo par les instances publiques et les organismes de financement. Ce manque de vision d'ensemble affecte la possibilité de faire

émerger des véritables solutions et l'action citoyenne doit constamment se réinventer pour pouvoir s'adapter aux sources de financement, ce qui, évidemment, la fragilise.

4.5 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons démontré que l'ÉMA, par son modèle d'action évolutif, a réussi à faire d'un projet ponctuel mené par les organismes communautaires, un réel projet porté par les citoyens du quartier, basé sur une approche innovatrice de l'organisation d'un système alimentaire local. L'initiative est passée de la concertation vers la participation citoyenne, redéfinissant ainsi les limites de ce que plusieurs croient impossible, la prise en charge non pas du milieu, mais bien des citoyens. En plus des différentes dimensions que nous avons présentées dans ce chapitre relié à l'ancrage territorial de l'ÉMA, nous pensons que ce qui a réellement permis à l'ÉMA de s'ancrer et d'augmenter ses chances d'influencer la dynamique du quartier est certainement sa rapide capacité d'adaptation de son modèle d'action qui demeure flexible selon les besoins des citoyens.

Malheureusement, ce modèle n'étant pas dans la même visée que les programmes gouvernementaux permettant de subventionner les projets, le conseil d'administration de l'ÉMA a dû remettre en question certaines sphères d'activité en priorisant les actions.

CHAPITRE V

CONSTATS DE RECHERCHE ET VÉRIFICATIONS DES HYPOTHÈSES

Le chapitre précédent a servi à présenter l'étude de cas à l'aide du modèle de développement par l'initiative locale. L'analyse a permis de comprendre l'ancrage territorial de l'ÉMA et ses différents effets structurants sur le quartier et ses résidents. À partir de ces faits et éléments décrits, nous sommes en mesure de discuter les résultats de notre recherche, en fonction de nos questions et nos hypothèses secondaires.

5.1 Vérification de la première hypothèse

Notre première hypothèse secondaire était que l'approche mobilisée par l'initiative, basée sur la concertation, la participation citoyenne et l'autonomisation des résidents, a permis de transcender sa mission alimentaire et d'avoir un effet structurant sur diverses dimensions du développement du quartier. La première partie de cette hypothèse concerne l'approche de l'ÉMA. Comme nous avons vu dans le chapitre précédent, l'ÉMA a été fondée grâce à la concertation. Cependant, l'efficacité de cette dernière n'a pas été spontanée. Elle a été construite à travers un long processus au sein du quartier. Comme mentionné au chapitre III, elle trouve ses assises dès le 20^e siècle, où les ouvriers, puis les résidents, ont appris à se mobiliser et à se structurer entre citoyens, faisant ainsi naître plusieurs organismes de la société civile dans le quartier. La concertation entre ces organismes s'est consolidée plus tard, à

travers la Coalition de la Petite-Bourgogne, qui comme nous l'avons vu, est le fruit de la mobilisation citoyenne et des organismes qui ont voulu se donner un mécanisme, un dispositif officiel de concertation afin de répondre, par des solutions collectives, aux problèmes sociaux du territoire dont la criminalité et la pauvreté généralisée dans le quartier (Coalition de la Petite-Bourgogne, 2015).

Ainsi, à travers le comité sécurité alimentaire de la Coalition de la Petite-Bourgogne, nous avons vu que treize organismes du quartier provenant des milieux communautaires et institutionnels ont mis leurs efforts et leurs ressources en commun afin d'élaborer un projet dépassant la mission spécifique de chacun puisque répondant à un problème de société. En somme, ces organismes ont été capables d'investir temps et ressources sur un problème tel l'insécurité alimentaire, qui est collectif et territorial et qui peut difficilement être abordée de façon atomisée. Leur capacité à travailler ensemble leur a permis d'élaborer un modèle d'action plus global.

Nous avons également été en mesure de voir comment la participation citoyenne est ancrée dans l'histoire du quartier et de quelle manière l'ÉMA a su mettre à profit l'apprentissage acquis pendant ce processus, en favorisant une implication active des citoyens dans le développement du modèle d'action. Ainsi, nous avons pu constater que les citoyens ont pris une place de plus en plus importante au sein de l'ÉMA. En outre, nous avons constaté que l'implication graduelle des citoyens a permis à l'ÉMA de passer au stade de contrôle du projet par les citoyens.

Notre première hypothèse fait aussi référence au fait que l'ÉMA, bien qu'elle ait comme objectif d'améliorer les conditions alimentaires des résidents du quartier, a un effet structurant beaucoup plus vaste sur le développement du quartier. À cet égard, nous avons constaté les impacts de l'ÉMA sur le développement social du quartier. Premièrement, sans revenir sur la concertation et la participation citoyenne abordées précédemment, mentionnons que l'ÉMA, en favorisant la concertation et le passage à l'action des citoyens, contribue à accroître les capacités des citoyens par l'approche de prise en charge qui est priorisée dans les projets de marché et de café citoyen. D'ailleurs, la participation à l'ÉMA a permis à des citoyens d'acquérir des compétences individuelles qui les habilitent à mieux participer à la vie démocratique. L'ÉMA travaille effectivement avec une approche d'éducation en matière de gouvernance pour favoriser la participation des citoyens en tant qu'administrateur¹⁹. Deuxièmement, bien que la thématique de l'alimentation soit fédératrice pour mobiliser les citoyens puisqu'elle est transversale, les entrevues nous ont permis de constater que la première raison de l'implication des citoyens n'est pas la cause alimentaire, mais plutôt la vie de quartier, l'expérience de la proximité, l'envie de vouloir appartenir à un groupe, de vouloir briser l'isolement. Troisièmement, l'ÉMA agit comme un acteur catalyseur de la mixité sociale. Celle-ci étant l'un des impacts de l'initiative les plus reconnus, permet de distinguer l'ÉMA de tous les autres projets dans le quartier. Finalement, l'ÉMA contribue à l'augmentation du sentiment de

¹⁹ Notons d'ailleurs, qu'à travers leur participation à l'ÉMA, plusieurs citoyens ont découvert d'autres ressources du quartier et s'y sont impliqués. Ils se sont entre autres mobilisés dans la lutte pour le maintien de l'ensemble des services à la bibliothèque Georges-Vanier et sur le comité journal de la Coalition de la Petite-Bourgogne.

sécurité dans le quartier. Effectivement, par la création de lieux de socialisation comme le café et le marché, l'ÉMA a permis d'occuper une portion du territoire et est venue animer, habiter, un lieu dévitalisé et reconnu pour son taux de criminalité élevé.

L'ÉMA a eu des impacts économiques importants sur le quartier en améliorant les conditions de vie des résidents. Premièrement, l'ÉMA contribue à l'amélioration de la situation économique des citoyens en donnant accès à des aliments frais à moindre coût à des familles à faible revenu, et ce, tout en faisant le pont entre le discours sur les saines habitudes de vie, normalement plus accessibles aux populations nanties, et l'insécurité alimentaire que vivent les populations en situation de pauvreté et d'exclusion. Deuxièmement, l'ÉMA favorise la création d'emplois et l'insertion à l'emploi pour les jeunes dans le quartier. De plus, elle favorise l'employabilité en formant des gens pouvant travailler par la suite dans d'autres cafés du quartier. Troisièmement, le marché citoyen, touchant principalement à l'accessibilité aux fruits et légumes, permet de compléter les efforts des autres organismes du quartier qui travaillent sur la promotion de l'alimentation santé à moindre coût, dont l'Atelier 850 et le Garde-manger pour tous.

De plus, le principal impact environnemental de l'ÉMA est le fait que le café permet la récupération des produits invendus du marché. Dans le but de réduire le gaspillage alimentaire, ces invendus sont transformés et revendus au café. Il permet aussi de faire la promotion de la nourriture végétarienne et de favoriser l'approvisionnement des résidents en fruits et légumes locaux. Par ailleurs, le marché vise à pallier le

problème que pose le fait de constituer un désert alimentaire dans cette partie du quartier.

Finalement, en ce qui a trait aux impacts culturels, il est indéniable que l'ÉMA aide à l'intégration des nouveaux arrivants dans le quartier. D'abord, le marché et le café facilitent cette intégration en permettant le partage des habitudes alimentaires entre des résidents nés au Québec et des immigrants. Ensuite, les nouveaux arrivants, en s'impliquant dans le projet, rencontrent leurs voisins et d'autres résidents du quartier, ce qui facilite leur insertion sociale.

5.2 Vérification de la deuxième hypothèse

Notre deuxième hypothèse secondaire voulait que l'initiative ait favorisé la mixité sociale, parce qu'elle a une vision holistique de la sécurité alimentaire répondant aux besoins de différents groupes, ce qui a donné lieu à des actions concertées dans divers domaines (éducation, marché, café citoyen, employabilité).

Comme nous l'avons vu dans le chapitre I, la mixité sociale est devenue un idéal à atteindre et fait partie d'objectifs de politiques publiques des gouvernements qui tentent de l'encourager à travers différents programmes. Or, dans le cas qui nous intéresse, bien que la Petite-Bourgogne ait été le théâtre de plusieurs phases de rénovation urbaine, la mixité sociale n'a pas été instiguée par des programmes

gouvernementaux de ce type. De plus, initialement, elle ne faisait pas partie des objectifs de l'ÉMA, laquelle s'inscrivait plutôt dans un contexte de lutte à la pauvreté et à l'exclusion. La mixité sociale a plutôt émergé du milieu comme un effet non prévu, stimulé par un modèle d'action inclusif qui a mobilisé différents types de citoyens.

Jusqu'en 2009, les projets de l'ÉMA impliquaient et visaient principalement les résidents des HLM. C'est spontanément, par intérêt pour le projet, qu'un groupe de citoyens plus aisés ont décidé de s'y impliquer. L'une des citoyennes représentant ce groupe mentionnait d'ailleurs en entrevue les raisons pour lesquelles elle s'est impliquée :

quand j'ai vu le projet des marchés, c'était en continuité avec l'idée de créer une communauté. Le projet concordait avec mon idée d'un village, de vie de quartier. Aussi, j'ai trouvé l'idée de l'accessibilité aux fruits et légumes géniale (entrevue no. 8 avec une citoyenne).

Ainsi, c'est pour intégrer ces citoyens que l'ÉMA a adapté son modèle d'action et a commencé à travailler dans une approche de mixité sociale plutôt que dans une approche traditionnelle de lutte à la pauvreté. Sans que la mixité sociale ait été initialement visée, elle s'est inscrite comme une aspiration du projet avec la mise en œuvre du marché et est devenue l'une des plus grandes plus-values du projet.

En outre, l'apparition de la mixité sociale dans le modèle d'action de l'ÉMA a transformé la manière d'approcher l'insécurité alimentaire pour la rendre moins stigmatisante. Effectivement, le marché enlève les étiquettes sociales permettant ainsi

une plus grande égalité entre les individus. Tous les participants, peu importe leur origine et leur revenu, peuvent y participer. Lorsqu'un résident participe aux activités du marché, on oublie le milieu d'où il provient, tout le monde travaille ensemble à assurer les activités liées au marché.

Le marché a ainsi agi comme un catalyseur en inscrivant la mixité sociale dans les aspirations de l'ÉMA, ce qui a favorisé la construction de liens sociaux entre des citoyens de tous les groupes sociaux, économiques, culturels et linguistiques en plus d'encourager la cohabitation entre des résidents de classes sociales différentes. D'ailleurs, certains répondants aux entrevues faisaient référence à l'ÉMA en déclarant qu'elle a créé un pont entre « les communautés de la Bourgogne ». Voici trois témoignages qui illustrent la force de la mixité sociale dans le projet :

Tu vas là [au marché], t'as le monsieur qui est sur l'aide sociale. T'as l'autre qui a un faible revenu et t'en as un autre qui gagne 200 000\$ par année. Tout ce monde-là se côtoie, se parle. T'es pas capable de différencier de quel milieu ils proviennent. C'est ça que je trouve merveilleux! C'est la même chose quand tu vas au café. T'as des gens de tous horizons qui sont là. Tout le monde se parle. C'est comme si le Café citoyen avait enlevé les barrières de langue, de niveau social, de couleur. Tout ça n'existe plus. On est tous sur le même piédestal ! (entrevue no. 11 avec une intervenante communautaire du quartier)

L'impact que le café a sur la mixité sociale des gens, on ne peut pas la comprendre tant qu'on n'a pas trempé de très près au café. C'est un projet incroyable qui a des impacts immesurables sur le quartier. Le café, c'est la maison de tout le monde, sans distinction de races, de classes économiques, de langues, de couleurs. Au café, il y a une énergie

intangibles, qui ne s'explique pas, mais qui se vit (entrevue no. 12 avec une représentante d'institution publique).

Ce que j'aime, c'est que c'est un projet rassembleur. Tout le monde se côtoie ! Même les gens les plus riches du quartier (parce qu'il y a vraiment deux réalités économiques dans le quartier). Peu importe l'origine ou le revenu, tout le monde peut venir acheter ou travailler au marché. En fait, plus les gens viennent, plus ça donne du pouvoir d'achat pour organiser le marché. On peut donc avoir des prix plus abordables et ceux qui ont moins de moyens peuvent en profiter. Aussi, c'est un lieu de socialisation incroyable ! (entrevue no. 8 avec une citoyenne du quartier).

5.3 Vérification de la troisième hypothèse

Notre troisième hypothèse secondaire affirmait que l'ÉMA a permis de renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens et, corollairement, la conscience territoriale, ce qui a eu l'effet de renforcer également une identité territoriale petite-bourguignonne.

Nous avons pu constater que l'impact de l'ÉMA sur le sentiment d'appartenance des résidents du quartier est indéniable. L'approche de prise en charge de l'ÉMA ainsi que la création de lieux de rassemblement forts, représentatifs de la diversité de la population du quartier (marché et café), ont participé à modeler ce sentiment d'appartenance. Comme nous avons pu constater grâce à l'utilisation du modèle de développement par l'initiative locale, basée sur la force de ce sentiment d'appartenance, la conscience territoriale des acteurs de la Petite-Bourgogne s'est d'abord élargie, passant des acteurs communautaires aux résidents du quartier.

Ensuite, elle a évolué et s'est constamment densifiée à chaque nouvelle phase de développement de l'ÉMA.

Notre hypothèse portait sur l'effet de l'ÉMA sur l'identité territoriale dans le quartier. Nous avons pu démontrer que le quartier Petite-Bourgogne est déjà fortement marqué et reconnu pour son histoire, sa morphologie urbaine et par la composition particulière de sa population. Ainsi, il ne serait pas juste de mentionner que l'ÉMA ait créé une identité territoriale, puisque celle-ci était déjà assez marquée et reconnue dans l'imaginaire collectif avant sa mise en œuvre. Elle a cependant contribué à transformer cette identité. Malgré cela, bien que nous ayons vu que l'ÉMA a permis de modifier la vision « des communautés de la Bourgogne » (entrevues no. 4, 7, 10, 13) en contribuant à faire émerger une identité territoriale commune pour les résidents (selon le sens de la première définition du terme de Lévy et Lussault vue dans le chapitre II), les données collectées ne nous permettent pas d'affirmer que l'organisme a été suffisamment structurant pour le quartier au point de faire émerger cette identité. Manifestement, pour observer cet élément, nous aurions eu besoin davantage de témoignages d'entrevues provenant de l'extérieur du quartier afin d'observer si la réputation du quartier avait évolué. Ainsi, nous aurions pu comparer si le quartier était reconnu, ou non, avec une nouvelle identité territoriale influencée par le modèle d'action de l'ÉMA.

Dans cet ordre d'idées, nous confirmons que l'ÉMA a permis de renforcer le sentiment d'appartenance et la conscience territoriale des résidents, cependant, le fait qu'elle ait participé à la création d'une identité territoriale petite-bourguignonne reste encore à vérifier.

5.4 L'essoufflement de l'initiative : un nouveau défi

Nous avons vu, dans la dernière phase de développement de l'ÉMA, que le développement organisationnel de l'organisme a été plus difficile dans cette phase, entre autres, en raison d'un certain essoufflement senti dans le projet. Cet essoufflement, présent autant chez les employés de l'ÉMA que dans l'implication citoyenne bénévole, s'explique en grande partie en raison d'une surutilisation des ressources humaines (salariés et bénévoles) en regard du nombre d'activités à gérer; une surcharge de travail lié à un renouvellement des activités obligatoires, l'ÉMA devant toujours réinventer ses activités pour accéder à du financement.

Ainsi, soutenir un modèle d'action composé de nombreuses activités pour répondre à l'insécurité alimentaire de manière intégrale, intégrée et durable, à partir de ressources financières précaires est un défi difficilement surmontable. D'abord, parce que les différents programmes gouvernementaux ont une forte tendance à vouloir subventionner l'innovation, mais pas le processus qui en résulte. Ils répugnent ainsi à subventionner les actions de façon soutenue et récurrente. Le terme innovation fait référence à un caractère temporel, un besoin de renouvellement constant. Au bout de quelques années d'une même activité, une initiative ne sera plus considérée comme innovante et elle ne sera donc plus subventionnée. Cette situation a été entre autres constatée avec le financement de la Direction de la santé publique qui, à travers trois cadres de références différents, ne refinance jamais un organisme pour la même

activité, ce qui l'oblige à développer un nouveau projet, une nouvelle réponse à l'insécurité alimentaire, et ce, même si le projet précédent n'est pas consolidé²⁰.

Cette situation a obligé l'ÉMA à tricoter des budgets avec différentes sources de financement, toutes aussi ponctuelles et non récurrentes les unes que les autres. La précarité des arrangements financiers a finalement mené l'ÉMA à prioriser des activités affaiblissant ainsi son modèle d'action transversal.

Alors que l'ÉMA a déployé de nombreux efforts pour consolider et pérenniser ses activités en utilisant les principes de l'économie sociale pour soutenir sa mission et acquérir de l'autonomie financière, il faut admettre que cette initiative ne peut survivre sans l'appui des instances gouvernementales. En effet, dans un contexte de lutte à la pauvreté et à l'exclusion, il est impensable de croire à la rentabilité économique, ce qui oblige les initiatives communautaires à travailler en partenariat avec les acteurs publics. Dans le contexte néolibéral actuel qui ne favorise pas l'élaboration de solutions alternatives par les acteurs de la société civile, mais plutôt leur dépendance dans un contexte de quasi sous-traitance, ceci pose des limites importantes au potentiel de changement qu'ont les initiatives communautaires.

²⁰ Les trois phases de développement de l'ÉMA qui concordent avec les trois cadres de références de la DSP en sont un bel exemple.

L'ÉMA a voulu bâtir une approche basée sur l'*autonomisation* durable des collectivités, ce qui se confronte à une vision gouvernementale basée sur le court terme, sur les agendas politiques et sur des orientations partisans qui ne favorise pas la stabilité des projets et qui les rend dépendants des aléas politiques. Ainsi, bien que l'ÉMA ait réellement un effet structurant sur le quartier, cet effet ne pourra pas être durable si l'organisme n'arrive pas à consolider ses activités avec un appui financier durable.

CONCLUSION

L'objectif principal de notre recherche était de démontrer l'effet structurant de l'Équipe mobile en alimentation (ÉMA) sur le quartier de la Petite-Bourgogne et ses résidents.

Le premier chapitre a situé le cas de l'ÉMA dans une vision du développement local où convergent la lutte contre l'insécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Après des considérations théoriques permettant de territorialiser la pauvreté et de bien comprendre la portée du terme sécurité alimentaire, nous avons présenté des outils et leviers existant aux différentes échelles gouvernementales visant à freiner les problèmes d'insécurité alimentaire dont certains outils propres au développement local.

Le deuxième chapitre a permis de poser le cadre opérationnel et méthodologique de notre recherche, construit sur la base du modèle de développement par l'initiative locale. Ainsi, après avoir défini chacun des concepts nécessaires à l'élaboration de notre argumentaire, nous avons présenté les paramètres méthodologiques de l'étude. Rappelons que ce mémoire était motivé par des questionnements théoriques et des besoins de contextualisation historique et territoriale émanant d'une étude évaluative réalisée pour la Ville de Montréal sur l'ÉMA. Ces questionnements nous ont amenés à revisiter et à réinterpréter les données des 21 entrevues semi-dirigées et des deux groupes de discussions réalisés lors de cette étude. Par ailleurs, si notre connaissance préalable du territoire et de certains acteurs locaux a pu faciliter le contact avec les acteurs et la cueillette de données, elle a pu aussi constituer un biais, une limite de la recherche. Effectivement, bien que nous ayons essayé de conserver une objectivité

maximale, il est possible que nous ayons été influencée par notre proximité avec le sujet d'étude. Comme mentionné dans ce mémoire, cet élément a favorisé le travail avec les acteurs, et non sur les acteurs. Il s'agit donc d'une limite que nous assumons.

Le troisième chapitre nous a permis de présenter le quartier Petite-Bourgogne afin de situer l'ÉMA dans son territoire, dans l'histoire de celui-ci, et dans la réalité socioéconomique du quartier. Ce chapitre a d'ailleurs permis, de faire l'état de l'insécurité alimentaire dans le quartier et d'expliquer la structure de la concertation sociocommunautaire qui a participé à l'émergence de l'ÉMA.

Dans le quatrième chapitre, à l'aide du modèle de développement par l'initiative locale, nous avons présenté l'étude de cas. Cette section a permis de présenter l'émergence des trois phases de développement de l'ÉMA, ainsi que leur gouvernance et la mobilisation des ressources financières et humaines. Par ailleurs, l'analyse permet de comprendre l'ancrage territorial de l'ÉMA et ses différents effets sur les résidents et le quartier. Grâce à cette structure de présentation de l'initiative, nous avons montré que le modèle d'action évolutif de l'ÉMA a permis à un projet ponctuel, géré par les organismes communautaires, de devenir un projet structurant porté par les citoyens du quartier. Ainsi, l'initiative, passant de la concertation à la participation citoyenne, a repoussé les limites de ce que plusieurs auraient pu croire impossible, soit la prise en charge d'un projet de développement par les citoyens.

Finalement, le cinquième chapitre nous a permis de discuter les résultats de l'étude de cas à l'aune de nos hypothèses. Nous avons démontré qu'effectivement grâce à la

concertation, la participation citoyenne et l'autonomisation des résidents, l'ÉMA a permis de transcender sa mission alimentaire en ayant un effet structurant sur diverses dimensions du développement du quartier dont les dimensions sociales, économiques, environnementales et culturelles. Nous avons également affirmé que l'ÉMA a favorisé la mixité sociale, parce qu'elle a une vision holistique de la sécurité alimentaire répondant aux besoins de différents groupes. La vérification de cette hypothèse nous a permis de voir que l'apparition de la mixité sociale dans le modèle d'action de l'ÉMA a transformé la manière d'approcher l'insécurité alimentaire pour la rendre moins stigmatisante. Notre troisième hypothèse n'a cependant été que partiellement confirmée. Nous avons démontré que l'ÉMA a effectivement permis de renforcer le sentiment d'appartenance et la conscience territoriale des résidents, mais certaines nuances ont été apportées sur le fait que l'organisme a participé à la création d'une identité territoriale petite-bourguignonne. En somme, ce chapitre nous a permis d'ajouter la dimension financière qui n'était pas abordée par les questions secondaires, mais qui influence la durabilité de l'effet structurant de l'ÉMA sur le quartier.

Grâce à ces observations préalables, nous sommes en mesure de confirmer notre hypothèse principale qui soutenait que l'ÉMA a fait émerger des aspirations nouvelles et partagées qui se répercutent sur une vision intégrée et durable du développement du quartier, ce qui a rallié différents groupes de résidents qui auparavant ne collaboraient pas entre eux et a contribué à la coordination de leurs actions. Effectivement, les informations recueillies nous permettent d'affirmer que l'ÉMA a créé des ponts entre des groupes de résidents de milieux différents. Comme nous l'avons vu, la mission de l'ÉMA étant fédératrice et transversale, elle a été un

prétexte, une occasion idéale, pour faire travailler ensemble des résidents de différentes origines, langues et milieux socioéconomiques. Ainsi, la mixité sociale, effective autant dans les activités de l'ÉMA que dans son approche d'intervention a permis de créer de nouveaux liens sociaux entre les résidents qui ont uni leurs efforts pour mettre sur pied différents projets, dont le marché et le café citoyen. La capacité de l'ÉMA à mettre en valeur la participation des citoyens afin de faire évoluer son modèle d'action a permis la création de mesures alternatives en sécurité alimentaire innovantes et non stigmatisantes pour la population du quartier en situation de pauvreté, ce dernier élément représentant un atout considérable dans la stratégie de lutte contre la pauvreté mise en place dans la Petite-Bourgogne. Cependant, malgré l'approche innovante de l'ÉMA et ses impacts importants sur le quartier, nous avons constaté que le sous-financement du projet mettait en péril sa pérennisation et, conséquemment, ses effets à long terme. Cet élément montre l'effet limitatif de la structure des programmes publics actuels au Québec et donc le besoin de revoir le cadre global de l'action publique sur la sécurité alimentaire et sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Finalement, en lien avec ces dernières affirmations, deux questionnements pourraient faire l'objet d'études subséquentes. D'une part, il serait intéressant de voir si la mixité sociale telle qu'existante dans la Petite-Bourgogne pourrait devenir un préalable et un vecteur de réussite des stratégies de lutte à la pauvreté dans d'autres quartiers de Montréal. D'autre part, nous avons survolé les structures des programmes publics entourant la sécurité alimentaire. Selon nous, il y a matière à approfondir la réflexion autour de chacun de ces programmes pour établir des liens possibles et améliorer leur complémentarité afin de mieux encadrer les déficiences du système alimentaire.

ANNEXE A

SCHÉMA D'ENTREVUE DESTINÉE AUX INTERVENANTS ET PARTENAIRES

Partie 1 : Évolution de l'organisme de 2005 au forum (2008) (ateliers)

1. Constatations sur la problématique de la sécurité alimentaire sur le territoire
 - Période pré-ÉMA.
 - D'où part le besoin d'actions en sécurité alimentaire? Qui a signalé ce besoin?
2. Amorce de l'initiative
 - Mandats et objectifs de votre organisme (en relation avec la problématique de la sécurité alimentaire et l'ÉMA)
 - Leadership
 - Actions (selon les 4 volets : Concertation, Éducation, Approvisionnement alimentaire, Participation citoyenne)
3. Ressources initiales
 - Organismes locaux et extérieurs impliqués
 - Personnes impliquées
 - Ressources financières
4. Impact sur la communauté
 - Concertation autour de la problématique de la sécurité alimentaire?
 - Mobilisation des citoyens? Y a-t-il eu une mobilisation? Qui y a participé? Qui a assuré le leadership?
 - Qui sont les citoyens impliqués dans le projet?

Partie 2 : Évolution de l'organisme pendant la période mini-marché

5. Nouveaux besoins exprimés
 - Qui a exprimé ces besoins?
 - Comment ont-ils été exprimés?
 - Nouvelle problématique territoriale à laquelle l'initiative veut répondre?
 - Transformation de la situation initiale?
6. Nouveaux projets
 - Mandats et objectifs
 - Leader
 - Actions
7. Ressources disponibles locales et extra-locales
 - Les ressources humaines

- Ressources institutionnelles
- Ressources financières
- 8. Impact sur la communauté
 - Mobilisation continue des citoyens?
 - Amélioration de la situation?
 - Changement dans les habitudes alimentaires des citoyens?
 - Sur l'accessibilité des denrées alimentaires?

Partie 3 : Évolution de l'organisme pendant la période du café citoyen

- 9. Nouveaux besoins exprimés
 - Qui a exprimé ces besoins?
 - Comment ont-ils été exprimés?
 - Nouvelle problématique territoriale à laquelle l'initiative veut répondre?
 - Transformation de la situation initiale?
- 10. Nouveaux projets
 - Mandats et objectifs
 - Leader
 - Actions
- 11. Ressources disponibles locales et extra-locales
 - Les ressources humaines
 - Ressources institutionnelles
 - Ressources financières
- 12. Impact sur la communauté
 - Mobilisation continue des citoyens?
 - Amélioration de la situation?
 - Changement dans les habitudes alimentaires des citoyens?
 - Sur l'accessibilité des denrées alimentaires?

Partie 4 : Les forces et faiblesses actuelles de l'ÉMA

- 13. les forces
 - sur tous les thèmes abordés
- 14. les faiblesses
 - sur tous les thèmes abordés

Partie 5 : Perspective pour l'avenir (5 prochaines années)

15. Selon vous, sur quoi ÉMA devrait concentrer ses efforts pendant les 5 prochaines années?
16. Face aux problèmes que vous avez soulevés, qu'elles sont les solutions qui pourraient être envisagées?
 - À l'échelle de l'organisme?
 - À l'échelle des institutions qui appuient l'initiative?
 - À l'échelle des programmes gouvernementaux? Des acteurs exogènes au milieu?

ANNEXE B

SCHÉMA D'ENTREVUE DESTINÉE AUX CITOYENS, BÉNÉVOLES ET UTILISATEURS

Partie 1: Type d'implication dans l'organisme

- *Tâches*
- *Heures par semaine*
- *Période d'implication*

Partie 2: Impact sur la communauté

- Changements perçus dans la communauté depuis 10 ans sur la thématique de la sécurité alimentaire
- Quels en sont les effets en ce qui concerne la lutte à la pauvreté dans le quartier?

Partie 3 : Témoignage de l'impact sur la vie de la personne interviewée

- Qu'est-ce que votre implication dans l'organisme vous apporte au point de vue personnel?
- Y-a-t-il eu des améliorations concrètes pour vous dans votre alimentation ?

Partie 4 : Perspective pour l'avenir

- Besoins non comblés dans la communauté?
- Besoins en information? En sensibilisation?
- Changement souhaités dans l'environnement
- À quoi devrait ressembler le marché citoyen et le café en 2020?

ANNEXE C

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT ÉTHIQUE

PROJET DE MAITRISE

MIXITE SOCIALE ET PRISE EN CHARGE CITOYENNE : LE CAS DE L'ÉQUIPE MOBILE EN ALIMENTATION.

INFORMATION SUR LE PROJET

L'objectif de notre recherche est de démontrer l'effet structurant de l'Équipe mobile en alimentation, une initiative en sécurité alimentaire, sur le quartier de la Petite-Bourgogne et ses résidents. Notre hypothèse est que cette initiative a fait émerger des aspirations nouvelles et partagées, qui se répercutent sur une vision intégrée et durable du développement du quartier, ce qui a rallié différents groupes de résidents qui auparavant ne collaboraient pas entre eux, et a contribué à la coordination de leurs actions.

Pour répondre à cette hypothèse, nous ferons une vingtaine d'entrevues. Votre participation s'inscrit dans cette série d'entrevues.

DÉROULEMENT DE L'ENTRETIEN

Étant donné votre lien avec une initiative en sécurité alimentaire dans votre quartier, vous avez été sélectionné pour participer à notre étude. Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire votre implication dans l'initiative étudiée et de nous parler de votre expérience en lien avec l'initiative de sécurité alimentaire sur votre territoire.

Votre participation est volontaire et ne comporte aucune rémunération. Il va de soi que vous pouvez accepter ou refuser d'y participer, et que vous avez le droit de suspendre votre participation à n'importe quel moment sans aucun préjudice pour vous ou pour votre organisation.

L'entrevue se fera à l'aide d'un guide d'entrevue et aura une durée d'environ une heure (1h00). Elle se déroulera à l'endroit convenu avec l'étudiante lors du contact téléphonique ou courriel. Les questions qui vous seront posées porteront sur :

Si vous êtes un intervenant :

1. Votre rôle dans l'organisme
2. L'évolution de l'organisme
3. Les ressources mobilisées
4. Les impacts sur le quartier
5. La mobilisation des citoyens
6. Les forces et faiblesses de l'organisme

Si vous êtes un bénévole ou un citoyen du quartier :

1. Le type d'implication dans l'organisme
2. Les impacts dans le quartier
3. Les impacts sur votre vie personnelle

MOYENS DE DIFFUSION

Les résultats de cette recherche seront publiés dans un mémoire de maîtrise.

Si vous le souhaitez, ils vous seront communiqués lorsqu'ils seront disponibles.

AVANTAGES ET RISQUES

Votre participation à l'entrevue contribuera à faire un topo prenant en compte les points de vue de toutes les personnes interpellées par les activités de l'organisme. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous devez cependant prendre conscience que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à une expérience passée. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Aucune obligation n'est reliée à votre participation. Vous êtes libre de mettre fin à l'entrevue au moment désiré si vous sentez un inconfort.

ANONYMAT ET CONFIDENTIALITÉ

Les enregistrements ainsi que les informations qu'ils contiennent demeureront confidentiels. Les informations vous concernant ou concernant votre organisation seront conservées dans des archives barrées. Aucune personne autre que l'étudiante n'aura accès à ces informations. Toutes les informations seront regroupées et traitées de façon à assurer la confidentialité des réponses et l'anonymat des répondants.

QUESTIONS SUR LE PROJET ET SUR VOS DROITS

Vous pouvez contacter la personne responsable du projet pour des questions additionnelles. Vous pouvez également discuter avec la direction de recherche des conditions dans lesquelles se déroule votre participation et de vos droits en tant que personne participant à la recherche.

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé sur le plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPÉ) de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Pour toute question ne pouvant être adressée à la direction de recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter la présidente du comité par l'intermédiaire de la coordonnatrice du CERPÉ, Anick Bergeron, au 514 987-3000, poste 3642, ou par courriel à l'adresse suivante : bergeron.anick@uqam.ca.

CONTACTS ET INFORMATION

Jany Fortin,

Candidate à la maîtrise en géographie, UQAM
Courriel : fortin.jany@courrier.uqam.ca
Téléphone : (514) 987-3000 poste 6316
Cellulaire : (514) 653-1823

Juan-Luis Klein,

Directeur de recherche de notre mémoire
Professeur, département de géographie-UQAM
Courriel : klein.juan-luis@uqam.ca
Téléphone : (514) 987-3000 poste 8909

REMERCIEMENTS

Votre collaboration est importante pour la réalisation de ce projet et nous tenons à vous en remercier.

SIGNATURE DE LA PARTICIPANTE, DU PARTICIPANT

Je reconnais avoir lu le présent formulaire et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que la personne responsable de la réalisation

de l'entrevue a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la personne responsable du projet.

Nom, en lettres moulées, et coordonnées

Signature de la participante, du participant

Date

PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET

Je m'engage à respecter les conditions de confidentialités ci-dessus précisées.

Signature de la personne responsable

Date

Un exemplaire du formulaire d'information et de consentement signé sera remis à la personne participante.

BIBLIOGRAPHIE

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM), Direction de santé publique (DSP). (2002). *Cadre de référence du Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire : Orientations pour la région de Montréal*, Montréal.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM), Direction de santé publique (DSP). (2008a). *Bilan d'implantation du programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012*. Rédigé par : Gaudet J., Montréal : l'auteur.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM), Direction de santé publique (DSP). (2008b). *Cadre de référence pour le soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012*. Montréal. Récupéré de : http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/978-2-89494-718-0.pdf

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM), Direction de santé publique (DSP). (2012). *Cadre de référence Une ville et des quartiers qui favorisent l'accès aux aliments santé et leur consommation : Programme de soutien aux initiatives locales 2013-2018*, Montréal : l'auteur.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM), Direction de la santé publique (DSP). (2013). *Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal, six ans après la première étude, mêmes disparités ? Regard sur le territoire du CSSS du Sud-Ouest-Verdun*, Rédigé par Bertrand, L., Thérien F., Goudreau, S. et Fournier, M. Montréal : l'auteur.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM), Direction de la santé publique (DSP). (2012). *Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal, Regard sur le territoire du CSSS du Sud-Ouest-Verdun*. Rédigé par Bertrand, L. et Goudreau S. Montréal : l'auteur.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM), Direction de santé publique (DSP). (2009). *La santé est-elle au menu des Montréalais ? Portrait*

de la consommation alimentaire des Montréalais pour la période 2002-2007.
Rédigé par : Pouliot, N. et Bertrand, L. Montréal : l'auteur.

Agence de la santé et services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Direction de santé publique (DSP). (2007). *Le quotidien de la pauvreté et l'expérience de l'insécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine*. [Rapport de recherche.] Rédigé par Jocelyne Côté. Récupéré de <http://www.santecom.qc.ca/bibliothequevirtuelle/hyperion/9782923129464.pdf>

Anténor, R. (2013). *Lutte contre la pauvreté dans les quartiers montréalais : le cas de l'organisme les fourchettes de l'espoir à Montréal-Nord*. (Mémoire de maîtrise non publié). Université du Québec à Montréal.

Arocena, J. (1986). *Le développement par l'initiative locale le cas français*. Paris : L'Harmattan.

Audet, R., Lefèvre, S., et El-Jed, M. (2014). *La démarche d'innovation des marchés de quartier de Montréal : Vers une transition socio-écologique du système agroalimentaire*. Montréal : Les cahiers de la CRSDD, collection recherche, no 01.

Bacqué M.-H., Divay, G., Rose, D., Séguin, A.-M., Sénécal, G. (2003). *Survol de quelques politiques de revitalisation urbaine, Rapport final*. Montréal : INRS-Urbanisation Culture et Société.

Bacqué, M.-H. et Fol, S. (2001). Mixité sociale et politiques urbaines. Dans Y. Sintomer (dir.), *La xénophobie en banlieue, effets et expressions* (p. 57-72). Paris : L'Harmattan.

Bacqué, M.-H., Rey, H. et Sintomer, Y. (2005). *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparée*. Paris : La Découverte, 314 p.

- Barbeau, M.-E. (2013). *Interactions quotidiennes et sentiment d'appartenance territoriale dans le récit de personnes immigrantes vivant à Rimouski. Mémoire de maîtrise*. (Mémoire de maîtrise non publié). Université du Québec à Montréal.
- Bautes, N. et Guiu, C. (2010). Cheminements autour de l'identité urbaine. *La France en ville*, 119-126.
- Bédard, M. (2014). *Méthodologie et méthodes de la recherche en Géographie, 10e édition revue et augmentée*. Montréal: Université du Québec à Montréal.
- Benko, G. et Lipietz, A. (1992). *Les régions qui gagnent districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie*. Paris : Presse universitaires de France.
- Bouchard, M. (2011). *L'économie sociale, vecteur d'innovation sociale*. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Brundtland, G. (pour les Nations Unies.) (1987). Notre avenir à tous. New York : Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies.
- Bulbulian, M. (1968). *La P'tite-Bourgogne*. [Vidéo]. Récupéré de http://www.onf.ca/film/la_ptite_bourgogne
- Camina, M.M. et Wood M.J. (2009). "Parallel lives: towards a greater understanding of what mixed communities can offer". *Urban studies*, 46(2), 459-480.
- Canada. Agence canadienne d'inspection des aliments. (2006). *Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires*. Ottawa : gouvernement du Canada. Récupéré de

<http://www.inspection.gc.ca/aliments/plandaction/fra/1366921334607/1366921368545>

- Canada. Agence canadienne d'inspection des aliments. (2013). *Site internet de l'Agence canadienne d'inspection des aliments*. Récupéré de http://www.inspection.gc.ca/au-sujet-de-l-alimentation/responsabilisation/autres-activites/verifications-evaluations-etrevues/paaspa/rapport/fra/1385242045975/1385242106674#toc_1_1
- Canada. Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Canada. (1998). *Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire*. Ottawa : gouvernement du Canada. Récupéré de http://www.agr.gc.ca/misb/fsec-seca/pdf/action_f.pdf
- Canada. Santé Canada. (2013). *Mesure de l'environnement alimentaire au Canada*. Ottawa : gouvernement du Canada. Récupéré de http://www.foodsecuritynews.com/resourcedocuments/MeasureFoodEnvironment_FR.pdf
- Catbird production. (2013). *Jazz Petite-Bourgogne*. [Web documentaire]. Récupéré de <http://jazzpetitebourgognedoc.radio-canada.ca/>
- Cefaï, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ? La théorie de l'action collective*. Paris : Édition La découverte.
- Centraide. (2014). *Analyse territoriale, Arrondissement Le Sud-Ouest*, Montréal.
- Chamboredon, J.-C. et Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue Française de Sociologie*, 21 (1).
- Clancy, C. (2012, 30 juillet). Un ménage sur huit souffrait d'insécurité alimentaire en 2011. *La Presse*. Récupéré de *La presse*. Récupéré de

<http://www.lapresse.ca/actualites/national/201307/30/01-4675575-un-menage-sur-huit-souffrait-dinsecurite-alimentaire-en-2011.php>

CLSC St-Henri. (1999). *Portrait de Quartier du territoire desservi par le CLSC*. Montréal : l'auteur.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2005), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2004-2005*, Montréal.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2006), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2005-2006*, Montréal.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2007), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2006-2007*, Montréal.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2008), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2007-2008*, Montréal.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2009), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2008-2009*, Montréal.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2010), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2009-2010*, Montréal.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2011), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2010-2011*, Montréal.

Coalition de la Petite-Bourgogne (2012), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2011-2012*, Montréal.

- Coalition de la Petite-Bourgogne (2013), *Bilan du Comité sécurité alimentaire 2012-2013*, Montréal.
- Coalition de la Petite-Bourgogne (2014), *Portrait de quartier 2014. Petite-Bourgogne*, Montréal.
- Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé (2013), *Rapport annuel*, Montréal.
- Conférence régionale des élus de Montréal. (2014). Innover pour mieux se nourrir et se développer. Récupéré de : http://credemontreal.qc.ca/wp-content/uploads/2014/03/brochure_SAM.pdf
- Côté, É., Racine, S. et Rouffignat, J. (1995). Appauvrissement, aide alimentaire et organismes communautaires. De la compréhension à l'action. *Revue Service social*, 44(3), 95-114.
- Davezies, L., et Korsu, E. (2002). Un essai de géographie de la pauvreté. Dans *Les travaux de l'Observatoire 2001-2002 (p.167-245)*. Paris : La documentation française.
- Di Méo, G. (2004). Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités. *Annales de géographie*, 638-639.
- Divay, G., Hamel, P. J., Rose, D., Séguin, A.-M., Sénécal, G. et Bernard, P. (2004). *Projet pilote de revitalisation intégrée. Démarche d'évaluation*. Montréal : INRS-Urbanisation, Culture et Société,
- Duval J.-F. et Bourque, D. (2007). *Développement des communautés, approche territoriale intégrée et intervention de quartier : deux pratiques probantes*. Éditions du CERIS, Québec.

Eckert, J. et Shetty, S. (2011). Food systems, planning and quantifying access: Using GIS to plan for food retail. *Applied Geography*, 31(4) 1216–1223. Récupéré de <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0143622811000129>

Enriquez Santibanez, D. E. (2013). *Les initiatives communautaires et de l'économie sociale et solidaire à la ville de Montréal pour contrer les effets de la désertification alimentaire: projet de thèse de doctorat*. [Document non publié]. Université du Québec à Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2005), *Bilan 2004-2005, Programme de financement de projet en matière de sécurité alimentaire de la Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2006), *Bilan 2005-2006, Programme de financement de projet en matière de sécurité alimentaire de la Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2007), *Évaluation du Plan de développement du Groupe Sud-Ouest, Rapport à la Fondation Chagnon*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2007), *Bilan 2006-2007, Programme de financement de projet en matière de sécurité alimentaire de la Direction de la santé publique de Montréal*. Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2008), *Compte-rendu des groupes de discussion*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2008), *En quête d'aliment-terre, formulaire Initiative intégré en sécurité alimentaire, Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2008), *Présentation au forum 2008*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2008), *Proposition de projet dans le cadre du fonds pour la santé de la population de l'Agence de Santé du Canada : Projet J'investis dans l'aliment-terre*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2009), *Bilan 2008-2009 En quête d'aliment-terre, Formulaire Initiative intégré en sécurité alimentaire, Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2009), *Plan d'action 2008-2009 En quête d'aliment-terre, Formulaire Initiative intégré en sécurité alimentaire, Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2010), *Bilan 2009-2010, En quête d'aliment-terre, Formulaire Initiative intégré en sécurité alimentaire, Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2010), *Rapport final du programme d'aide à l'initiative communautaire et social en HLM (PAICS)*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2011), *Bilan 2010-2011, En quête d'aliment-terre, Formulaire Initiative intégré en sécurité alimentaire, Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2012), *Bilan 2008-2012, En quête d'aliment-terre, Formulaire Initiative intégré en sécurité alimentaire, Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2013), *Bilan 2012-2012, En quête d'aliment-terre, Formulaire Initiative intégré en sécurité alimentaire, Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2013), *Formulaire de demande Programme de soutien aux initiatives locales 2013-2018 de l'orientation « Une ville et des quartiers qui favorisent l'accès aux aliments santé et leur consommation » de la Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2013), *Plan d'action Consomme-action santé dans la Petite-Bourgogne du Programme de soutien aux initiatives locales 2013-2018 de l'orientation « Une ville et des quartiers qui favorisent l'accès aux aliments santé et leur consommation » de la Direction de la santé publique de Montréal*, Montréal.

Équipe mobile en alimentation (2013), Plan quinquénal de l'initiative : Formulaire de la DSP, [Document non publié].

Équipe mobile en alimentation (2014), *Tableau résumé du financement*, Montréal

Équipe mobile en alimentation. (2014), *Programme de soutien aux initiatives locales 2013-2018, Bilan d'activités 2014-2015 de l'Équipe mobile en alimentation*. Montréal : l'auteur.

Favreau, O. (1994, juin). *Contrat, compromis, convention. Point de vue sur les recherches récentes en matière de relations industrielles*. Acte de Colloque, Québec, Canada, 20 juin au 30 juin 1994,

Fontan, J.-M., Klein, J.-L. et Champagne, C. (2014). Initiatives locales et évaluation habilitante : Proposition d'une méthode proactive appuyée sur la reconstitution historique. Dans Robitaille M. et Proulx M.-U. (Dir.), *Sciences*

du territoire II: défis méthodologiques, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Fontan, J.-M., Klein, J.-L., et Tremblay, D.-G. (2005). *Innovation socioterritoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*. Paris : L'Harmattan.

Fortin, J. et Klein, J.-L. (2015). Évaluation des actions en sécurité alimentaire de l'organisme Équipe mobile en alimentation dans la Petite-Bourgogne. *Les cahiers du CRISES, Collection Études de cas, ES1506*.

Germain, A. (1995). *Cohabitation interethnique et vie de quartier, Rapport final soumis au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et à la Ville de Montréal*. Montréal : INRS-Urbanisation, Collection Études et recherches n.12.

Guérin-Pace, F. (2006). Sentiment d'appartenance et territoires identitaires. *L'Espace géographique*, 4 (35), 298-308.

Hamel, P., Maheu, L. et Vaillancourt, J.-G. (1999). Présentation. *Recherches sociographiques*, 40 (3), 417-434.

Holly, D. (2007). *Introduction aux relations internationales : note de cours, POL-1400*. Université du Québec à Montréal, Département de sciences politiques et droit.

Janin, P., et De Suremain, C.-E. (2012). L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux. Cambrézy, L. et Petit, V. (Dirs.). *Population, mondialisation et développement : la fin des certitudes ?* Coll. Les études, Paris : la Documentation française. 147-167.

- Klein, J.-L. (2014). Innovation sociale et développement territorial. [Chapitre de livre]. Dans Klein, J.-L., Laville, J.-L. et Moulaert, F. (Dir.) *L'innovation sociale*, Toulouse : Érès, p. 115-139
- Klein, J.-L. et Harrisson, D. (2007). (Dir.) *L'innovation sociale*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L., Laville, J. L. et Moulaert, F. (2014) *L'innovation sociale*, Toulouse : Érès.
- Klein, J.-L. (2005). Mondialisation et État-nation : la restructuration territoriale du système-monde. [Chapitre de livre]. Dans Klein, J.-L. et Laurin, S. (dir.) *L'éducation géographique formation du citoyen et conscience territoriale*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Coll. Géographie contemporaine.
- Klein, J.-L. (2008). Territoire et régulation : l'effet instituant de l'initiative locale. *Cahiers de recherche sociologique*, 45, 41-57. [http:// DOI: 10.7202/1002498ar](http://doi.org/10.7202/1002498ar)
- Klein, J.-L. (2012). L'économie sociale et solidaire et la lutte contre la pauvreté en milieu local : le cas du Québec. *Revue internationale de l'économie sociale : Recma* 325, 65-77. Récupéré de <http://www.erudit.org/revue/recma/2012/v/n325/1017423ar.html?vue=resume>
- Klein, J.-L., et Champagne, C. (2011) *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Montréal : Presse de l'Université du Québec. Coll. Innovation sociale.
- Klein, J.-L., Fontan, J.-M. et Tremblay D.-G. (2009). Social Entrepreneurs, Local Initiatives and Social Economy: Foundations for a Socially Innovative Strategy to Fight against Poverty and Exclusion. *Canadian Journal of Regional Science*, 32(1), 23-42.

- Klein, J.-L., Fontan, J.-M. et Tremblay D.-G. (2011). « Les initiatives locales et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ». [Chapitre de livre]. Dans Klein, J.-L., et Champagne, C. (dir.) *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*, (p. 13-29). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L., Tremblay, P.-A. et Dionne, H. (dir.). (1997). *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les mouvements sociaux*. Sainte-foy : Presse de l'université du Québec.
- Klein, J.-L. et Fontan, J.-M. (2003). Reconversion économique et initiative locale : l'effet structurant des actions collectives. [Chapitre de livre]. Dans Fontan, J.-M., Klein, J.-L. et Lévesque, B. *Reconversion économique et développement territorial, le rôle de la société civile*, (p.11-33). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L., Fontan, J.-M. et Tremblay D.-G. (1999). Reconversion économique et action collective en milieu métropolitain: le cas de Montréal. [Chapitre de livre]. Dans Bruneau, P. (Dir.), *Le Québec en transition : perspectives géographiques*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Labrosse, R. [s. a.]. *Blogue Avant l'autoroute*. Récupéré de <http://avantlautoroute.com/>
- Lamoureux, J. (1996). La concertation : perspectives théoriques sous l'angle du néo-corporatisme. Cahier du CRISES
- Larivière, C. (1973). *Les gens du Québec 2 : Petite-Bourgogne*. Montréal : Éditions québécoises.
- Latendresse, A. (2012). *Approches participatives de la planification territoriale et du développement local : note de cours, GEO 7015*. Université du Québec à Montréal, Département de géographie.

- Latendresse, A. et Trudelle, C. [s.d.]. *Le développement socioterritorial : Une analyse des différentes approches expérimentées à Montréal*. Présentation faite au Centre d'écologie urbaine de Montréal.
- Leclerc-André, G. (2010). La mixité sociale résidentielle : recension d'écrits récents. *Les cahiers du Crises, Collection Études théoriques, ET1101*.
- Lévis, J. et Lussault, M. (2013). *Dictionnaire de la géographie*. Paris : Nouvelle édition revue et augmentée.
- McClain-Nhlapo. (2006). *Note d'orientation, Sécurité alimentaire*. FAO, 2. p. 1-4.
- Melucci, A. (1978). Société en changement et nouveaux mouvements sociaux. *Sociologie et sociétés*, 10(2), 37-54.
- Melucci, A. (1996). *Challenging codes collective action in the information age*. Angleterre : Cambridge University Press
- Melucci, A. (1997). Identité et changement : le défi planétaire de l'action collective. [Chapitre de livre]. Dans Klein, J.-L., Tremblay, P.-A. et Dionne, H (dirs.) *Au-delà du néolibéralisme: Quel rôle pour les mouvements sociaux?*, (p. 9-20). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Mercier, C, Bourque, D. et St-Germain, L. (2009). Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation. *Les cahiers de l'ARUC : Innovation sociale et développement des communautés*.
- Moisson Montréal. (2015). *Accueil*. Récupéré de <http://www.moissonmontreal.org/>

- Montréal en statistique. Division de la planification urbaine. (2014). *Atlas sociodémographique de l'Arrondissement du Sud-ouest, recensement 2011*. Récupéré de : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/ATLAS_2011_LE%20SUD-OUEST.PDF
- Montréal en statistique. Division de la planification urbaine. (2014). *Profil de quartier, Petite-Bourgogne, Arrondissement du Sud-Ouest*. Récupéré de : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6897,68087649&_dad=portal&_schema=PORTAL
- Montréal en statistique. Division de la planification urbaine. (2014). *Profil sociodémographique, Arrondissement du Sud-Ouest*. Récupéré de : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL_SOCIOD%20MO_LESUDOUEST.PDF
- Moulaert, F. et Nussbaumer, J. (2008). *La logique sociale du développement territorial*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec.
- Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES). (2006). *Le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2005-2006*. Paris : La Documentation française. Récupéré de <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/064000163.pdf>
- Office municipale d'habitation de Montréal. [s. a.]. *Sud-Ouest*. Récupéré de : <http://www.omhm.qc.ca/node/391/description/567>.
- Office municipale d'habitation de Montréal. (2011). *Mieux loger les Montréalais, 40 ans de logement social public*. Montréal : Editrice déléguée Isabelle Labarre, Tramway.

- Organisation de coopération et de développement économiques. (2012). *Toujours plus d'inégalités : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*. Éditions OCDE. Récupéré de <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2014). *Focus : Inégalités et croissance, décembre 2014*. Récupéré de : <http://www.oecd.org/fr/social/inegalite-et-pauvrete.htm>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (1996, 13 au 17 novembre). *Sommet mondiale sur l'alimentation. Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale*. Récupéré de <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA) et Programme alimentaire mondial (PAM). (2014). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2014. Créer un environnement plus propice à la sécurité alimentaire et à la nutrition*. Rome : auteur.
- OXFAM. (2015). *Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout*. OXFAM. Récupéré de : <http://oxf.am/ZiW6>
- Pampalon, R. Hamel, D. et Gamache P. (2009). Un indice de défavorisation pour la planification de la santé au Canada. *Maladies chroniques au Canada*, 29(4) : 199-213.
- Pecqueur, B. (1989). *Le développement local mode ou modèle ?* Paris : Éditions Alternatives Paris
- Pires, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans Poupert, J.(dir.) *La recherche qualitative. Enjeux*

épistémologiques et méthodologiques (p.113-173). Boucherville : Gaëtan Morin Éditeur.

Polèse, M. (1996). Le développement local, revu et corrigé: récit d'une douce illusion dangereuse. Dans Côté, S., Klein, J-L. et Proulx, M-U. (dir.) *Le Québec Des régions: Vers quel développement* (p. 321-335). Coll. Tendances et débats en développement régional. GRIDEQ et GRIR. Récupéré de : http://semaphore.uqar.ca/483/1/LE_QUEBEC_DES_REGIONS.pdf

Programme des Nations Unies pour le développement. (2000). *Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000, Vaincre la pauvreté humaine*. New York : l'auteur.

Québec en forme. (2015). *Historique*. Récupéré de : <http://www.quebecenforme.org/a-propos/historique.aspx>

Québec. Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2013). *Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec : analyse de situation et perspectives d'interventions*. Récupéré de <http://www.inspq.qc.ca>

Québec. Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2001). *Indice de défavorisation pour l'étude de la santé et du bien-être au Québec - Mise à jour 2001*. Rédigé par : Pampalon, R, Hamel, D, et Raymond, G.. Récupéré de https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/295-IndiceDefavorisation_2001.pdf

Québec. Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2010). *L'indice de défavorisation matérielle et sociale : en bref*. Récupéré de <http://www.inspq.qc.ca>

Québec. Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2011). *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*. Récupéré de <http://www.inspq.qc.ca>

Québec. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). (2008). *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009 : Bilan de la quatrième année*. Québec : l'auteur. Récupéré de <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan.asp>.

Québec. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2013). *Politique nationale sur la souveraineté alimentaire*. Québec : l'auteur. Récupéré de http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Politique_Souverainete_alimentaire.pdf

Regroupement économique du Sud-Ouest. (2010). *Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2011-2014 : un nouvel élan pour le Sud-Ouest*. Montréal. Récupéré de : http://www.resomtl.com/docs/RESO_PALEE_2011-2014lleger.pdf

Reisig, V. et Hobbiss, A. (2000). Food deserts and how to tackle them: a study of one city's approach. *Health Education Journal*, 59(2), 137–149. Récupéré de <http://hej.sagepub.com/content/59/2/137>

Réseau pour une alimentation durable (RAD). (2015). *Il est temps de développer une politique alimentaire pour le Canada*. Récupéré de : http://campagne.foodsecurecanada.org/politique_alimentaire_canada

Réseau québécois de revitalisation intégrée. (2014). *Cadre de référence des démarches de revitalisation intégrée*. Récupéré de http://rqri.org/wp-content/uploads/2014/06/RQRI-Cadre-deR%C3%A9f%C3%A9rence_nov.2014.pdf

Rollin, A.M. (2013). *L'augmentation des prix des aliments entre 2007 et 2012*. Publication de statistique Canada. Récupéré de <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-626-x/11-626-x2013027-fra.htm>

- Rouffignat, J., Dubois, L., Panet-Raymond, J., Lamontagne, P., Cameron S., et Girard, M. (2002). *Agir pour la sécurité alimentaire. Soutenir des pratiques d'intervention favorisant le développement social*. Québec : Université Laval.
- Sauvé, L. (2007). L'équivoque du développement durable. *Chemin de traverse*. (4), 31-47.
- Séguin, A.-M. et Divay, G. (2004). Place-based antipoverty strategies : A critical examination of the integrated urban revitalization model. *Lien social et politiques*, 57, 67-79.
- Séguin, A.-M., et Apparicio, P. (2011). *Géographie de la pauvreté des familles avec enfants mineurs au Québec*. [Rapport de recherche]. Montréal : Institut national de la recherche scientifique.
- Selod, H. (2005). La mixité sociale : le point de vue des sciences économiques. *Informations sociales*, 125(5) : 28-35. Récupéré de <http://selod.ensae.net/doc/028%20Selod%202005.pdf>
- Shaw, H.- J. (2006). Food Deserts: towards the development of a classification. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 88 (2), 231-247. Récupéré de <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.0435-3684.2006.00217.x/abstract>
- Statistique Canada. (2011). *Profil de l'Enquête nationale auprès des ménages, secteur de recensement 0068.00, Québec*. Récupéré le 14 mai 2015 de <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CT&Code1=0324&Data=Count&SearchText=H3J1Y2&SearchType=Begins&SearchPR=01&A1=Income%20of%20families&B1=All&Custom=&TABID=2>

- Stohr, W. et Taylor, D. (1981). *Development from above or below? the dialectics of regional planning in developing countries*. Toronto : Chichester
- Tanter, A., Toubon, J.-C. (1999). Mixité sociale et politiques de peuplement : genèse de l'ethnisation des opérations de réhabilitation. *Sociétés contemporaines*, 33(34) : 59-87.
- Tarasuk, V., Mitchell, A., et Dachner, N. (2013). *Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2012*. Toronto. Récupéré de <http://nutritionalsciences.lamp.utoronto.ca/>
- Thibault, A., Lequin, M. et Tremblay, M. (2000). Cadre de référence de la participation publique démocratique, utile et crédible. Groupe de travail sur la qualité de la participation publique suite au Forum sur le développement social, 23 p.
- Touzard, H. (2006). Consultation, concertation, négociation. Une courte note théorique. *Négociations*, 1(5) : 67-74. Récupéré de DOI : 10.3917/neg.005.0067
- Tremblay, D.-G., Klein, J.-L. et Fontan, J.-M. (2009). *Initiatives locales et développement socioterritorial*. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Tremblay, P.A. (2007). Le sens de la solidarité privée et publique dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. *Économie et solidarités*. 38(1) : 41-57.
- Un marché citoyen dans un désert alimentaire*. (2014, 2 octobre). [Émission Webdiffusée]. Dans la série Une pilule, une petite granule. Récupéré le 15 janvier 2016 de <http://pilule.telequebec.tv/occurrence.aspx?id=1240>

Vachon, B. et Coallier, F. (1993). *Le développement local : théories et pratiques*. Éditions Gaëtan Morin, Québec.

Veille en action pour les saines habitudes de vie. (2015). *Lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants et leur famille*. Récupéré de http://veilleaction.org/fr/les-fiches-pratiques/defavorisation/lutter-contre-l-insecurite-alimentaire-chez-les-enfants-et-leur-famille.html#les_faits

Ville de Montréal. Service d'urbanisme. (1965). *La Petite Bourgogne. Programme préliminaire de rénovation urbaine*. Bulletin spécial 1.

Ville de Montréal. (2015). *La pauvreté à Montréal*. Récupéré de http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8258,90427808&_dad=portal&_schema=PORTAL

Williams, Dorothy. (1997). *The road to now a history of Blacks in Montreal*. Montréal: Véhicule Press.

Zapfel, C. (2012). *Démo-géographie de la précarité et de la pauvreté*. (Thèse de doctorat). Université de Montesquieu. Récupéré de https://tel.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/763189/filename/thA_se_tel.pdf